J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 — LUNDI 17 JUIN 2024 / N° 7950



Portrait
Manon Stutz, écrire en mémoire du père ●●● PAGE 18

Lundi Finance
Même pour les PME, la protection de la biodiversité devient un enjeu ●●● PAGES 11, 12

Proche-Orient
Le Hamas avait-il un plan pour conquérir Israël? L'enquête de «Haaretz» ●●● PAGE 5

Football
Kwadwo Duah, pari de Murat Yakin et découverte de ce début d'Euro ●●● PAGE 16

Au Bürgenstock, sur le sentier de la paix

SOMMET Plus de 90 pays ont signé la déclaration finale de la conférence organisée par la Suisse au Bürgenstock pour mettre fin à l'agression russe en Ukraine

■ Prochaine étape, ont-ils convenu: initier le «dialogue entre toutes les parties», la Russie n'ayant pas participé à ces deux jours de discussions

■ Des réunions de suivi des thèmes abordés au bord du lac des Quatre-Cantons sont prévues. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, veut aller vite

■ Cet événement est vu comme un succès pour la Suisse, remerciée par les délégations internationales. En politique intérieure, cette réussite convainc

Viola Amherd, aux côtés de Volodymyr Zelensky, lors de la photo de groupe réalisée en marge de la conférence sur la paix. *(BÜRGENSTOCK, 15 JUIN 2024/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)*

●●● PAGES 2, 3

ÉDITORIAL

Le courage de parler de paix, avant qu'il ne soit trop tard

FRÉDÉRIC KOLLER
@frederickoller

Dans un monde qui se fracture, l'initiative suisse – à la demande de l'Ukraine – d'organiser une conférence sur la paix doit être saluée. C'était prendre le risque d'un échec, celui d'acter un peu plus la division de la communauté internationale. L'écueil a été évité. En accueillant les représentants de plus de 90 pays, une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement venus des cinq continents, le sommet du Bürgenstock a fait la démonstration que, face à la guerre, un dialogue reste possible entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest. Dans leur communiqué final, les participants réaffirment la prévalence du droit sur la force, identifient l'agresseur et l'agressé, et esquissent des pas concrets pour entamer un dialogue de paix. Si les BRICS+ n'y ont finalement pas souscrit, cela n'en reste pas moins significatif avec la participation de plusieurs pays du Sud.

Trois critères présidaient au succès de ce sommet: la participation, le niveau de représentation et la capacité de s'engager sur une feuille de route commune. Mission accomplie pour la diplomatie suisse, qui peut se féliciter d'avoir, le temps d'un week-end, offert au monde une lueur d'espoir. Par les temps qui courent, ce n'est pas rien. Mais ce satisfecit ne saurait nous leurrer sur les suites d'un processus qui, pour l'heure, reste en réalité dans les limbes. On jugera de l'utilité de cet exercice et de ses limites à la capacité d'organiser une prochaine réunion, cette fois-ci avec la Russie. Moscou recevra ces prochains jours des propositions pour discuter des trois thèmes au cœur de la conférence: la sécurité nucléaire, la sécurité alimentaire et les questions humanitaires.

Cette démonstration d'une certaine unité sera-t-elle de nature à faire pression sur Vladimir Poutine?

Cette démonstration d'une certaine unité sera-t-elle de nature à faire pression sur Vladimir Poutine et ses principaux soutiens, à commencer par la Chine, en vue d'un compromis fondé sur le droit? On peut en douter. A la veille de ce sommet, le président russe a réaffirmé sa préférence pour les armes sur toute autre logique: Moscou, qui a en ce moment l'avantage du terrain, exige la reddition de l'Ukraine, un changement de régime et une vassalisation de son voisin. Dans le même temps, les massacres en cours à Gaza continuent d'affaiblir la position des tenants du droit international dont se réclament les Européens et leurs alliés.

L'histoire dira peut-être un jour si le sommet du Bürgenstock aura été la première pierre posée à l'édification d'une paix durable pour l'Ukraine. Ou s'il a été une ultime tentative de faire taire les armes dans un continent gagné par la tentation d'un repli nationaliste lourd de conséquences. ▬

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél +41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75



Un sommet pour réaffirmer l'Ukraine

ÉCHANGES La réunion du Bürgenstock s'est terminée par la publication d'un communiqué insistant sur le respect de la Charte de l'ONU. Une façon de renforcer la position de l'Ukraine pour préserver son territoire dans la perspective de négociations de paix

FRÉDÉRIC KOLLER, BÜRGENSTOCK
@frederickoller

Il était question d'une «déclaration finale», le sommet du Bürgenstock s'est achevé par la publication d'un «communiqué commun». «Les mots ont leur importance en diplomatie, a reconnu en conférence de presse Ignazio Cassis. C'est moins contraignant.» La conférence sur la paix en Ukraine a clos ses travaux par la publication d'un document signé par 80 Etats. Une dizaine de pays n'ont pas apposé leur paraphe, une consultation dans leur capitale étant nécessaire pour l'envisager. «C'est un processus qui reste ouvert, a expliqué le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Mais c'est déjà un énorme succès.»

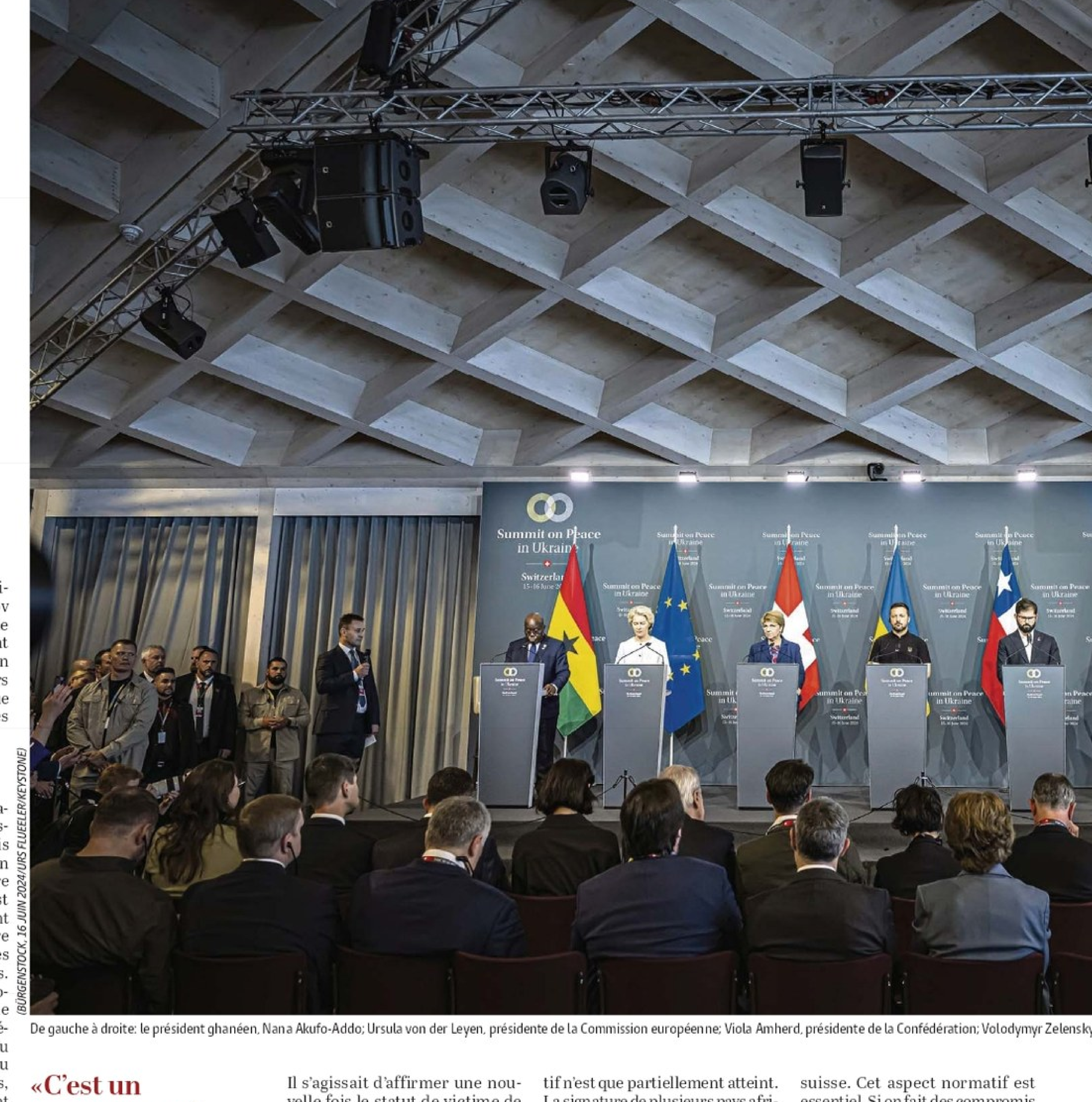
La centaine de participants à ce premier sommet a salué une initiative qui a permis «l'échange de divers points de vue» et s'est conclue par quelques engagements. Aucun nouveau rendez-vous n'est toutefois agendé, le calendrier et la forme du suivi de cette conférence demeurant dans un certain flou. Concrètement, les signataires déclarent avoir «une vision commune» sur trois points d'un plan de paix proposé par l'Ukraine fin 2022. Il s'agit d'abord de la protection des installations nucléaires civiles et de la condamnation de l'usage de la menace nucléaire. Il est ensuite question de sécuriser la mer Noire et la mer d'Azov pour assurer le transport de céréales et l'approvisionnement alimentaire mondial. Il est enfin demandé que tous les prisonniers de guerre soient libérés, ainsi que les enfants ukrainiens enlevés par la Russie.



Redire qui sont l'agresseur et l'agressé

Pour aller de l'avant, il faudra dialoguer directement avec la Russie. Le document n'offre toutefois aucune piste pour tendre la main à Moscou. Le premier ministre canadien, Justin Trudeau, s'est engagé à organiser prochainement une conférence sur l'humanitaire (le troisième point) au niveau des ministres des Affaires étrangères. Plusieurs autres pays, selon Volodymyr Zelensky, ont fait part de leur intérêt à accueillir des conférences techniques pour le suivi du Bürgenstock. On revient ainsi au stade précédent des discussions, engagées en 2023, qui s'en tenaient au niveau des experts et non à celui des chefs d'Etat. L'Arabie saoudite, qui n'a pas signé le document – comme les autres membres des BRICS+ présent, c'est-à-dire l'Inde et l'Afrique du Sud –, est-elle prête à organiser un deuxième sommet comme évoqué ces dernières semaines? Le président ukrainien est resté évasif.

Le message essentiel du communiqué est toutefois ailleurs. Il s'agissait d'affirmer une nouvelle fois le statut de victime de l'Ukraine dans la perspective de futures négociations. Si le terme d'«agresseur» – qui a fait l'objet d'intenses discussions – n'a finalement pas été retenu pour qualifier la Russie, le document se réfère à deux résolutions de l'ONU qui le faisaient. Il était important pour Kiev d'obtenir un soutien renouvelé sur ce point, y compris des pays du Sud, alors que la situation militaire se dégrade. L'objectif n'est que partiellement atteint. La signature de plusieurs pays africains, sud-américains et asiatiques ne peut faire oublier que l'écrasante majorité des Etats se plaçant aux côtés de l'Ukraine sont dans le camp occidental.



(BÜRGENSTOCK, 16 JUIN 2024/URS FLUELER/KEYSTONE)

De gauche à droite: le président ghanéen, Nana Akufo-Addo; Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne; Viola Amherd, présidente de la Confédération; Volodymyr Zelensky

> «C'est un processus qui reste ouvert. Mais c'est déjà un énorme succès»
> VOLODYMYR ZELENSKY

La Charte de l'ONU comme mantra

Tout aussi importante est la référence à la Charte de l'ONU. «C'est la base de toute paix durable, explique une source diplomatique suisse. Cet aspect normatif est essentiel. Si on fait des compromis sur les principes de droit international, on sape la doctrine internationale basée sur des règles, et ce serait dramatique. Ce travail normatif se fait notamment à coups de déclarations officielles des Etats impliqués. Et il doit être répété et répété.» Ce mantra est surtout destiné à défendre la souveraineté de l'Ukraine au moment où certains pays estiment qu'il est temps de faire des compromis territoriaux

Les efforts de Viola Amherd et d'Ignazio Cassis au Bürgenstock sont salués, sauf à

RÉPERCUSSIONS Même si la conférence du Bürgenstock débouche sur des résultats mitigés, l'engagement des deux ministres récolte, en Suisse, des commentaires bienveillants – excepté à l'UDC. La présidente Viola Amherd a cependant mieux tiré profit de la visibilité que son collègue libéral-radical

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
@BoeglinP

Le sommet international du Bürgenstock s'achève, et pour deux dirigeants, la pression retombe encore plus que pour les autres. Viola Amherd et Ignazio Cassis, car c'est bien d'eux qu'il s'agit, ont porté et échafaudé l'organisation durant près de six mois, au fil de dizaines de rencontres, de visites, d'entretiens téléphoniques et de séances avec leurs homologues du monde entier. Leurs équipes de collaborateurs les ont bien sûr considérablement soutenus. Mais la pression pesait sur la présidente de la Confédération et le ministre des Affaires étrangères. Ceux-ci ont affronté les critiques et le scepticisme, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de nos frontières, et ont servi de cible, si l'on pense aux attaques verbales primitives de la Russie contre Viola Amherd.

Au-delà du bilan de la conférence, et de son impact sur le processus de paix, l'événement peut également s'analyser sous l'angle de l'image rendue par les deux conseillers fédéraux, et du capital politique qu'ils peuvent en retirer. De ce point de vue, Ignazio Cassis (PLR) et Viola Amherd (Le Centre) ont eu le mérite de s'être activés en Suisse et à l'international, d'avoir été entreprenants, d'avoir pris des risques en tentant de faire avancer la paix.

«On sait que la diplomatie est parsemée d'échecs, et qu'il n'est pas possible de faire la paix en une séance. Mais il aurait été pire de ne rien faire. La conférence a eu lieu, elle a attiré beaucoup d'Etats qui ont apprécié le travail de la Suisse», salue Samuel Bendahan (VD), co-chef du groupe parlementaire socialiste. «Le sommet place la Suisse sur la carte du monde et montre que nous sommes capables de réaliser ce type de grands événements.»

Un constat que rejoint Laurent Wehrli (PLR/VD), président de la Commission de politique extérieure du Conseil national. «La Suisse confirme son rôle de plateforme où l'on peut échanger et parler de paix. N'oublions pas qu'il y a quelques semaines certains raillaient le sommet et se disaient qu'on en resterait à 40 pays. Or, il y en a eu plus du double.»

«Ce serait dommage de s'arrêter là. La Suisse peut s'appuyer sur ce sommet pour continuer à faire des démarches», appuie un diplomate. «Si nous voulons continuer à nous engager, il faudra essayer de parler aux Brésiliens et aux Chinois, sans oublier les Turcs. Il y a de la diplomatie à faire.»

Viola Amherd et Ignazio Cassis ne font évidemment pas l'unanimité. Des commentaires peu élogieux proviennent sans surprise de l'UDC, parti souverainiste qui accuse le Conseil fédéral de brader la neutralité en reprenant les sanctions occidentales contre la Russie.



> «La Suisse confirme son rôle de plateforme où l'on peut échanger et parler de paix»
> LAURENT WEHRLI, CONSEILLER NATIONAL (PLR/VD)



> «C'est une grande maladresse d'avoir convoqué ce sommet, soi-disant pour la paix»
> PIERRE-ANDRÉ PAGE, CONSEILLER NATIONAL (UDC/FR)

«C'est une grande maladresse d'avoir convoqué ce sommet, soi-disant pour la paix, sans toutes les parties concernées, à commencer par la Russie. On voit le résultat: une douzaine de pays n'ont pas signé la déclaration finale», décoche Pierre-André Page (UDC/FR), de la Commission de politique extérieure du Conseil national. «Volodymyr Zelensky a quasiment invité lui-même les participants, ce qui confirme qu'il voulait surtout réunir le maximum d'alliés autour de sa position. Il a d'ailleurs reçu de nouvelles promesses d'aide.»

Moins sévère, un connaisseur de la diplomatie se montre tout de même réservé au moment de tirer un bref bilan à chaud. «La belle participation revient à un succès d'estime. Mais on a encore de la peine à voir comment tout cela pourrait déboucher sur une paix concrète.



président ukrainien; Gabriel Boric, président du Chili; et Justin Trudeau, premier ministre canadien.

«Ils me faisaient nettoyer la salle de torture»

TÉMOIGNAGES En marge du sommet pour la paix qui s'est tenu ce week-end au Bürgenstock, trois Ukrainiens témoignent des atrocités dont ils ont été victimes avec l'invasion russe de février 2022. Le procureur général d'Ukraine dénonce la «guerre barbare» menée par Moscou

STÉPHANE BUSSARD, BÜRGENSTOCK
@StephaneBussard

Ils ont tous le regard sombre qui contraste avec le soleil qui finit par briller sur les hauts du Bürgenstock. Ils semblent porter sur leur visage le fardeau d'une humanité vacillante. Pour eux, la guerre en Ukraine n'est pas une question diplomatique. C'est une blessure profonde que le temps, espèrent-ils, cicatrisera un jour. Vladyslav Buriak, cheveux courts, veston, était encore un enfant de 16 ans quand il a été enlevé par les forces russes. Il s'en souvient comme si c'était hier: «C'était le 8 avril 2022. Les Russes m'ont gardé en captivité pendant trois mois. J'étais d'abord dans un poste de police avec d'autres prisonniers, puis en prison. La tâche que les forces russes m'ont imposé d'effectuer était effrayante. Je devais nettoyer la salle où elles torturaient les prisonniers ukrainiens. Elles essayaient de les casser, de leur enlever le désir de vivre. Les moyens utilisés? Des chocs électriques, des aiguilles placées sous les ongles et connectées à un fil électrique, des violences sexuelles et des viols, l'utilisation d'un taser sur les parties génitales.»

«Il a perdu le désir de vivre»

Malgré l'horreur, Vladyslav Buriak, libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers, tente de ne pas montrer son désarroi. Il a maintenant 18 ans. Il donne l'impression de vouloir écarter cette terrible phase de sa vie pour penser à l'avenir. Il aimerait devenir un diplomate pour défendre son pays, l'Ukraine, et créer un mécanisme permettant de protéger les enfants d'enlèvements. En dépit de cet apparent optimisme, son récit trahit un traumatisme. «Un prisonnier, qui avait l'habitude d'aller à l'église, a décidé de mettre fin à ses jours. Il s'est ouvert les veines dans ma chambre. Avant cela, il m'avait laissé un mot écrit, il me parlait de son père, de sa femme et de sa fille. Il me demandait de les venger s'il mourait.» Au Bürgenstock, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'a rappelé: plus de 20 000 enfants ont été kidnappés par les forces russes. «Des actes monstrueux», a commenté Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale à la Maison-Blanche, présent dans la station nidwaldienne. C'est précisément au sujet de la déportation d'enfants ukrainiens en Russie que le procureur général de la Cour pénale internationale a demandé aux juges de La Haye d'émettre un mandat d'arrêt contre le président russe, Vladimir Poutine, et sa commissaire aux Droits de l'enfant, Maria Lvova-Belova.

> «Les crimes commis par la Russie ne sont pas accidentels. Ils relèvent d'une volonté de détruire l'identité et l'Etat ukrainiens»
>
> ANDRIY KOSTIN, PROCUREUR GÉNÉRAL D'UKRAINE

Maksym Kolesnikov, en treillis militaire, porte lui aussi les stigmates d'une guerre qui a commencé le 24 février 2022 et dont on ne voit pas la fin. Son regard semble se perdre. Quadragénaire, il a passé 321 jours dans une prison russe et y a perdu 32 kilos. Quand il parle aux «gens normaux» en Ukraine, personne ne croit ce qu'il raconte sur les conditions de sa captivité. Dans une cellule surpeuplée, il était un soldat, mais nombre de détenus étaient des civils. «Ils étaient tous torturés», relève-t-il. «On ne nous donnait que 600 grammes de nourriture par jour, soit 700 calories. C'est clairement insuffisant. Et avec la torture physique et psychologique à laquelle nous sommes confrontés, il est difficile de rester sain d'esprit», insiste Maksym Kolesnikov, qui espère à l'avenir devenir psychothérapeute. Membre de la communauté baptiste d'Odessa, Serhiy Haidarzhy le répète, comme un mantra: «Nous avions une vie ordinaire, une maison ordinaire. Nous étions une famille ukrainienne ordinaire.» Et puis il y a eu ce 7 mars. En pleine nuit, un drone russe a tout rasé. Des gravats, 12 morts dont sa femme et son fils. «Le drone a spécifiquement visé notre bâtiment. Ce n'était pas une installation militaire», déplore Serhiy Haidarzhy.

«Une guerre barbare menée par la Russie»

Pour saisir l'ampleur du désastre humain et des crimes que les forces russes ont commis, le procureur général d'Ukraine, Andriy Kostin, ne lésine pas sur les qualificatifs: «Il est essentiel de comprendre la vraie nature de la guerre barbare menée par la Russie.» Par visioconférence, il relève que la justice ukrainienne a documenté, depuis le 24 février 2022, 130 000 cas de présumés crimes de guerre, «soit 150 par jour, six par heure». Selon lui, 12 400 civils ont été tués dont 551 enfants. Andriy Kostin le martèle: «Les crimes commis par la Russie ne sont pas accidentels. Ils relèvent d'une volonté de détruire l'identité et l'Etat ukrainiens.» Il assène les chiffres les uns après les autres. Plus de 90% des prisonniers de guerre ukrainiens ont été torturés. Des milliers d'enfants kidnappés sont toujours en détention. «Les médias n'ont pas assez rendu compte des violences sexuelles perpétrées par les forces russes contre des femmes, mais aussi des enfants mineurs. Des actes qui ont été encouragés par les responsables militaires.» Le procureur général a bon espoir de voir la justice ukrainienne juger 99% des crimes commis, laissant le reste aux juridictions nationales usant de la compétence universelle, et la Cour pénale internationale juger les responsables des crimes de guerre et contre l'humanité commis en Ukraine. ■

SUR LE WEB

«Après le Bürgenstock, il faudra peut-être créer un groupe de contact plus confidentiel»
Alors que le sommet pour la paix en Ukraine s'est tenu samedi et dimanche dans la station nidwaldienne, le directeur général du Centre de politique de sécurité de Genève, l'ambassadeur Thomas Greminger, parle de ses attentes et des pistes à suivre après la conférence de ce week-end.

Retrouvez cet entretien, par Stéphane Bussard, sur www.letemps.ch

pour parvenir à une paix. «On peut négocier dès demain si la Russie s'engage à respecter la Charte de l'ONU», commente Volodymyr Zelensky.

Fort de ce communiqué, le président ukrainien a envoyé un message au principal allié de la Russie. «Nous respectons la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, a-t-il expliqué à un journaliste chinois. Nous demandons à la Chine d'en faire de même pour l'Ukraine, rien de plus. Je crois que la Chine pourrait nous aider.» Une façon pour Kiev d'enfoncer un coin entre Moscou et Pékin, la question de la souveraineté chinoise sur Taïwan étant des plus sensibles. Si Xi Jinping devait appuyer une solution de paix en Ukraine qui implique une perte de territoire, la Chine affaiblirait sa position sur Taïwan. Ce respect du droit international a été souligné par plusieurs pays du Sud. Mais il doit s'appliquer aussi bien à l'Ukraine qu'à Gaza, ont-ils tous ajouté. ■

l'UDC

La conférence a permis aux Occidentaux de marquer leur soutien à Kiev.»

Pierre-André Page tranche: «La montagne a accouché d'une souris. Les trois points adoptés par les participants (sécurité alimentaire, sécurité nucléaire, enfants déportés et prisonniers) vont de soi. Il n'y avait pas besoin de demander des millions au contribuable pour organiser ce sommet. En plus, nous avons perdu notre légitimité pour offrir nos bons offices pour une vraie paix.»

Le plus grand parti de Suisse, l'UDC, ne dévie pas de sa ligne. Mais sur le sujet, il se retrouve bien isolé parmi les principales forces politiques. Ainsi, se dit le libéral-radical Laurent Wehrli, la tenue sans anicroche de la conférence nidwaldienne pourrait même donner un certain élan aux magistrats Amherd et Cassis. «Ce sommet est une réussite. La sécurité a été irréprochable et une centaine d'Etats y ont pris part. Il y a eu de nombreuses attaques en Suisse contre ces deux conseillers fédéraux, mais ils ont apporté la preuve du contraire, grâce évidemment à l'appui du gouvernement, de l'administration, de la police cantonale, de l'armée.»

Amherd devant Cassis

Plus mitigés dans leurs propos, d'autres élus jugent que la grande part des bénéfices d'image revient à Viola Amherd, qui a rempli sa fonction de présidente et obtenu de la visibilité. Ignazio Cassis, quant à lui, s'est concentré sur le travail de coulisses. N'ayant pas cherché d'apparitions médiatiques, il est resté assez peu perceptible, considère un parlementaire de gauche.

Et à l'UDC, Pierre-André Page prend le contre-pied complet. «Leur but, en voulant à tout prix organiser ce sommet, était d'améliorer leur statut interne, peu importe le résultat. Ils ont commis une grave erreur et perdent beaucoup de leur crédibilité.»

Alors que le rideau tombe sur le Bürgenstock, la politique intérieure reprend le dessus. ■

«Cela confirme l'idée que c'était un peu unilatéral»

RÉACTION Claudia Buzzi, l'ambassadrice du Brésil à Berne, explique au «Temps» la position de son pays face au sommet du Bürgenstock

Le président Luiz Inacio Lula da Silva a très tôt pris ses distances avec l'initiative suisse d'un sommet pour la paix si la Russie ne devait pas être invitée. Son ambassadrice à Berne, Claudia Buzzi, a toutefois rejoint le Bürgenstock durant deux jours en tant qu'observatrice.



INTERVIEW

Pourquoi le Brésil a-t-il refusé de participer formellement à cette conférence? La position brésilienne a été expliquée aux autorités lorsque nous avons reçu l'invitation. Elle a été précisée par le président Lula lors de sa rencontre à Genève avec la présidente Viola Amherd et celle-ci a bien compris qu'il était très important pour le Brésil que les deux parties soient présentes sans quoi parler de paix n'avait pas de sens. Notre président a dit qu'il ne serait pas présent mais qu'il voulait que je participe en tant qu'observatrice.

Et en tant qu'observatrice, quel message avez-vous fait passer? Le message de notre présence doit être compris comme une marque de respect pour nos amis suisses, pour qui il était important que tout le monde suive la conférence, y compris sans y participer. J'ai vu que quelques pays n'ont finalement pas signé la déclaration finale.

Comprenez-vous pourquoi? Ils l'ont clairement exprimé durant leurs interventions. C'est plus ou moins les mêmes raisons que pour le Brésil.

Est-ce que le Brésil pourrait rejoindre ce processus lors d'une prochaine réunion de suivi de cette conférence? Nous n'avons pas de position à ce propos. L'important est que la Russie et l'Ukraine soient présentes.

> «La Suisse a fait un très bon travail. C'était très bien organisé»

Le Brésil et la Chine ont publié un communiqué commun pour exprimer leur position sur cette guerre. Envisagez-vous votre propre processus de paix? Non, c'était une déclaration. Je n'en sais pas plus.

Pensez-vous que ce sommet du Bürgenstock soit tout de même un succès? La Suisse a fait un très bon travail. C'était très bien organisé. Nous avons été très bien accueillis en tant qu'observateurs par Viola Amherd et Ignazio Cassis. Cette participation confirme plus ou moins l'idée que c'était un peu unilatéral. Mais c'était un pas important. Nous avons pu entendre différents messages. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR F. K.

Un Macron étrangement présent

DÉPLACEMENT Le président français a fait une brève apparition au sommet pour la paix de ce week-end. Comme absorbé par le séisme politique qui frappe la France, il semblait absent, ou peu investi

Emmanuel Macron est arrivé parmi les derniers, samedi vers 18h, et il a été parmi les premiers à repartir. Alors que ses diplomates sur place annonçaient qu'il répondrait à quelques questions de la presse française, il ne s'est pas arrêté alors qu'il gagnait la salle de conférences où il devait prendre la parole. Contrairement à son habitude, son intervention manquait de souffle et, fait étonnant, il l'a prononcée dans un anglais marqué par un très fort accent français. Il a eu beau déclarer devant les 92 Etats présents au Bürgenstock qu'une paix durable en Ukraine «ne peut être une capitulation» de Kiev, il ne semblait pas dans son assiette. Il en a profité néanmoins pour appeler une nouvelle fois à une trêve olympique pour les JO de Paris.

> Un anglais marqué par un très fort accent français

Fait rare chez Emmanuel Macron: sur les hauts du lac des Quatre-Cantons, il avait l'air absent, comme sonné par l'implosion du système politique français pourtant provoquée par son annonce de dissolution de l'Assemblée nationale, et par la convocation de nouvelles élections législatives. ■ S. BU.

Alvise Pérez, la transgression paie

ESPAGNE Le score du trublion aux élections européennes fait sensation. Partisan d'un populisme outrancier, star des réseaux sociaux et faiseur de «fake news» en procès, celui qui fustige «l'élite putréfiée» a obtenu trois sièges au Parlement

FRANÇOIS MUSSEAU, MADRID
𝕏 @FrancoisMusseau

A l'en croire, il faut «détruire le système pour le reconstruire entièrement». Organiser «des déportations massives» pour les migrants illégaux, dont «la plupart sont des violeurs», quant aux «narcoterroristes, je ne veux pas qu'on les poursuive, je veux qu'on les abatte au fusil». L'Espagne est un «Etat criminel», dominé par «des politiciens corrompus», à commencer par son chef de gouvernement Pedro Sanchez. Son plus grand projet est d'ailleurs de bâtir une gigantesque prison pour 40000 personnes à proximité de Madrid, dans laquelle il voudrait loger le leader socialiste, «l'ensemble des politiciens corrompus», les «étrangers avec un casier judiciaire» ainsi que «les criminels de tous poils».

Propos vengeurs proférés au haut-parleur

Alvise Pérez, le Sévillan de 34 ans qui exprime ces souhaits aussi extrêmes que délirants, était jusqu'alors hors des radars, inconnu des plateaux de télévision, des médias classiques, et de l'agora politique. Mais désormais en Espagne tout le monde parle de cet homme qui a terminé sa campagne en proférant par haut-parleurs des propos haineux et vengeurs «contre l'élite putréfiée qui nous dirige», en plein centre de Madrid. Et pour cause: ce néophyte populiste a obtenu 800763 suffrages et trois sièges au Parlement de Strasbourg à l'issue des élections européennes du 9 juin.

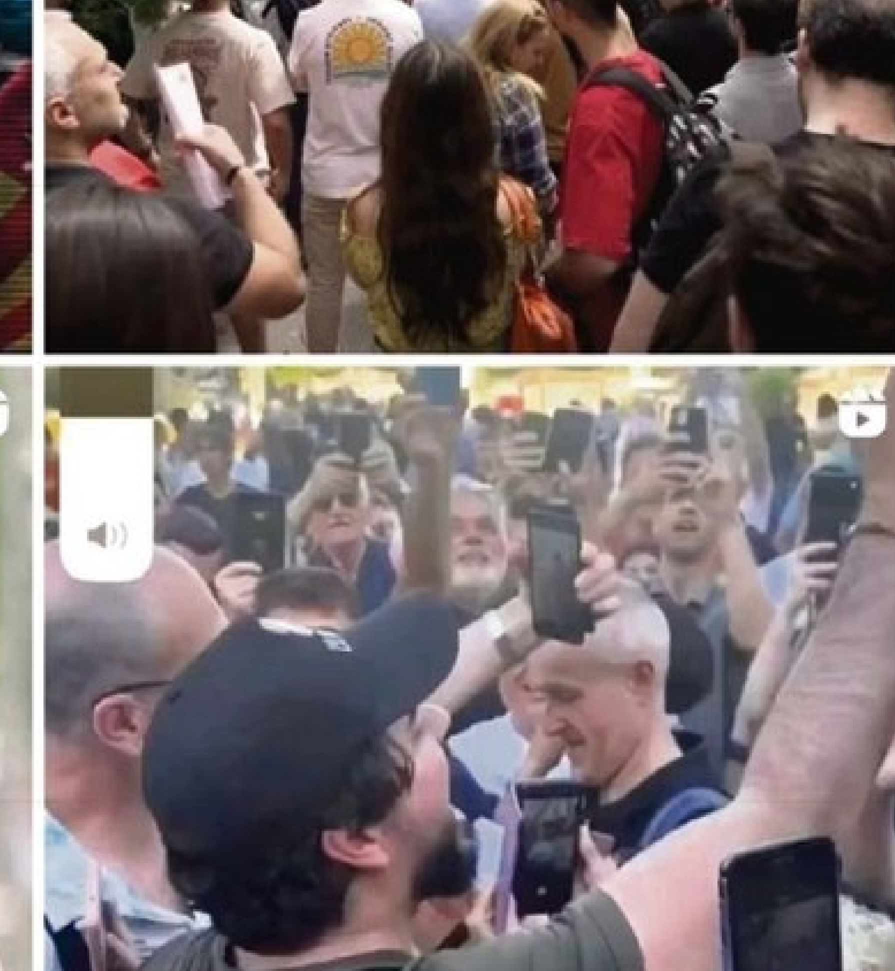
Soit davantage que les radicaux de gauche de Podemos qui ont révolutionné la politique nationale il y a 10 ans ou que Junts, la formation séparatiste catalane qui, avec ses sept députés au Parlement, conditionne la continuité du mandat de Pedro Sanchez. Sous la bannière évocatrice «Se acabó la Fiesta» (La fête est finie), Alvise Pérez a provoqué la sidération du sérail politico-médiatique. Y compris de Vox. Le grand parti d'extrême droite ne décolère pas contre ce trublion qui a rogné sur son électorat. Et dans ce pays où, par ailleurs, le scrutin européen n'a pas réservé de grandes surprises – comme prévu, les droites ont accru leur avancée en suffrages exprimés et en sièges, 31 sur 59 – cet inconnu provoque la stupeur.

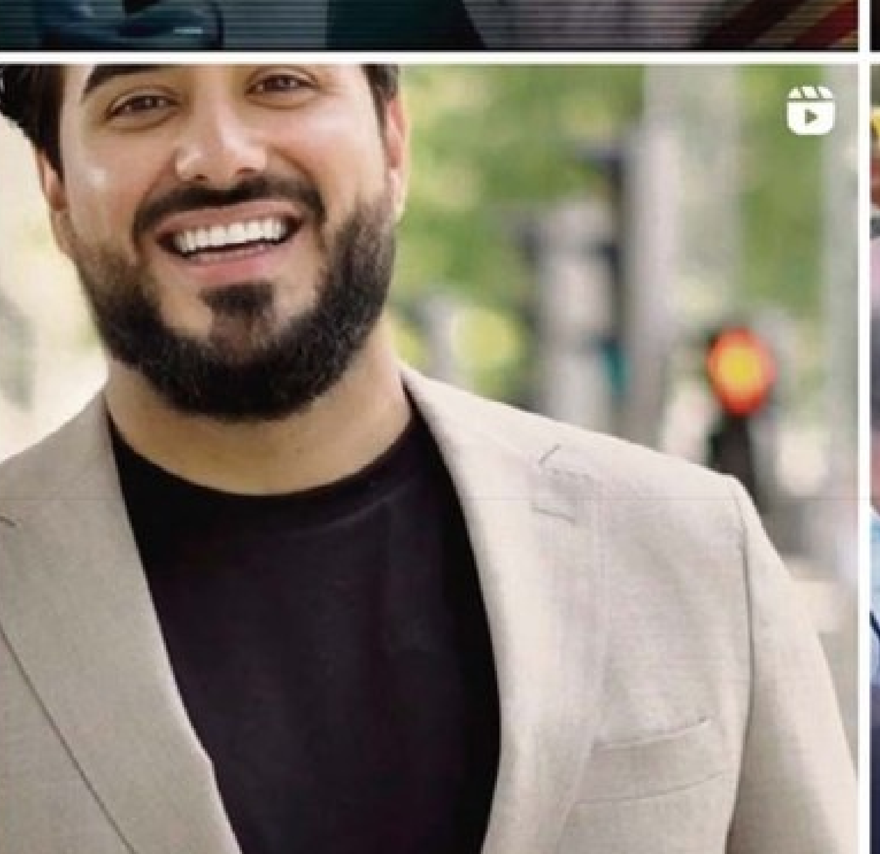
Sans scrupules, il s'attaque à des personnalités, la plupart de gauche, dans le but d'attirer la vindicte populaire

Diplômé en sciences politiques, ancien chef de cabinet d'un candidat d'idéologie centralisatrice à Valence, Alvise Pérez a commencé en 2020 à gagner de l'argent grâce à son activité sur ses réseaux sociaux. Aujourd'hui, il y règne en maître: lui qui comptait 529000 followers sur Telegram en a gagné 30000 depuis le scrutin du 9 juin, et en a 849000 sur Instagram. Autrement dit, davantage que n'importe quelle formation parlementaire. Sa manière de faire de la politique, c'est de publier des commentaires et des posts qui cherchent à discréditer le système démocratique et à distiller des messages de haine. «Alvise Pérez ratisse large auprès d'anciens votants de la droite classique ou des extrémistes de Vox, et surtout auprès des abstentionnistes, selon un éditorial d'*El País*. Il s'est imposé comme une courroie de transmission et un porte-parole de la colère, de la désinformation et de l'incertitude caractérisant une partie de la société qui ne croit plus dans les institutions.»

La spécialité de ce jeune barbu, ce sont les *fake news*. Sans scrupules, il s'attaque à des personnalités, la plupart de gauche, dans le but d'attirer la vindicte populaire. Un jour, il affirme que pendant le confinement dû au coronavirus, l'ancienne maire de Madrid Manuela Carmena s'était payé un respirateur artificiel avec l'argent du contribuable. Un autre jour, il assure que l'ancien maire socialiste de Valladolid et actuel ministre des Transports Oscar Puente fréquentait clandestinement les restaurants en pleine pandémie. En novembre dernier, il affirme sur son Instagram que la fille du chef du gouvernement, Ainhoa Sanchez, se rend deux fois par mois dans un centre privé en Angleterre «dans un vol payé par tous les Espagnols». Pour chaque affaire, il est en procès.







Alvise Pérez publie à l'intention de ses centaines de milliers de followers des messages cherchant à discréditer le système démocratique et à distiller des messages de haine. Sa façon à lui de faire de la politique. *(CAPTURES INSTAGRAM)*

«J'enfermerais tous les parasites sociaux»

De son vrai nom Luis Pérez Fernandez, «Alvise» admet sans rougir que son seul objectif, pour ces européennes, était d'obtenir l'immunité parlementaire à Strasbourg afin de compliquer la tâche du tribunal suprême face à ses propos infondés et calomnieux. Son rêve: devenir député à la Chambre basse à Madrid et accaparer l'attention indignée par ses outrances. Alvise Pérez se réclame du président argentin Javier Milei dans sa détestation des journalistes, «ces canailles de la démocratie». Et de son homologue salvadorien Najib Bukele pour sa politique pénitentiaire radicale – «moi aussi, j'enfermerais tous les parasites sociaux».

Alvise Pérez séduit surtout les jeunes, relève Stribor Kuric, sociologue spécialiste de la jeunesse. «Pour les 15-29 ans, il est l'homme de la transgression jouissive. On observe que les jeunes hommes penchent majoritairement vers l'extrême droite, et les jeunes femmes vers l'extrême gauche».

Le trublion a réussi à créer «une entité collective, note de son côté l'expert en sociologie de la communication Raul Magallon. On était jusqu'ici habitué à ce que les partis soient la porte d'entrée vers la politique. Désormais, cette porte, ce sont les réseaux sociaux.» L'écrivain Sergio del Molino voit quant à lui le succès d'Alvise Pérez comme le signe d'un problème fondamental. «Les 800000 suffrages qu'il a obtenus proviennent d'une jeunesse répartie dans tout le pays, qui joue avec la déroute de la démocratie. Cette même démocratie qui ne sait plus quoi faire d'eux et qui ne sait même plus leur parler.» ▬

EN BREF

Des pauses dans les opérations à Gaza

L'armée israélienne va observer jusqu'à nouvel ordre une pause quotidienne, de 8h à 19h, heure locale, dans ses opérations dans une zone du sud de la bande de Gaza. Le but est de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire dans le territoire palestinien dévasté par plus de huit mois de guerre et menacé de famine. L'ONU a salué cette annonce faite hier, mais demande que cela «conduise à d'autres mesures concrètes». L'armée israélienne a souligné que «les opérations à Rafah se poursuivent». AFP

Au moins 19 pèlerins décèdent lors de l'hadj

Au moins 14 pèlerins jordaniens et cinq iraniens sont morts à La Mecque, en Arabie saoudite, pendant le grand pèlerinage annuel du hadj, qui se tient sous une chaleur accablante, ont annoncé hier les autorités de leurs pays. Il se déroule cette année en plein été, dans l'une des régions les plus chaudes du monde où le thermomètre a atteint 46 degrés samedi. Les autorités jordaniennes ont précisé hier que leurs ressortissants «ont souffert d'un coup de chaleur» et que 17 autres pèlerins étaient encore portés disparus. AFP

Retour de la Marche des fiertés à Kiev

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées hier à Kiev pour la première Marche des fiertés homosexuelles depuis l'invasion russe, sous haute protection policière en raison de la guerre et des groupes nationalistes. Des militants nationalistes ont protesté en proférant des insultes homophobes. Au final, quelque 500 personnes ont été recensées dans cette marche essentiellement statique dans un périmètre fermé, scandant «Armez l'Ukraine maintenant!» ou «Unis vers la victoire!» AFP

Les talibans présents à des pourparlers à Doha

Les autorités talibanes participeront au troisième cycle de pourparlers organisé par les Nations unies au Qatar, qui devrait débuter fin juin, après avoir décliné la précédente invitation, a annoncé hier un porte-parole du régime. Des émissaires pour l'Afghanistan s'étaient réunis mi-février à Doha pour aborder le renforcement de l'engagement de la communauté internationale dans le pays, sous l'égide de l'ONU, et en compagnie de représentants de la société civile afghane dont des femmes. AFP

MAIS ENCORE

Preneurs d'otages djihadistes tués en Russie
Plusieurs membres de l'organisation Etat islamique ont été «liquidés» hier selon les autorités après avoir pris en otage deux agents pénitentiaires dans une prison du sud de la Russie. L'agence étatique TASS a indiqué que certains des assaillants, qui étaient au nombre de six, devaient comparaître en justice prochainement pour des accusations de «terrorisme». (AFP)

En France, coup d'envoi de la campagne des législatives anticipées

ÉLECTIONS Après une semaine marquée par une certaine confusion, la liste des candidats, désormais connue, devrait permettre aux électeurs d'y voir plus clair

AFP

Une semaine après la décision choc du président Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, la France va entrer officiellement ce lundi en campagne pour des législatives anticipées, sur la base d'une liste de candidats désormais définitive et d'alliances nouées à la hâte. Les partis avaient jusqu'à hier 18h pour investir leurs candidats dans les 577 circonscriptions. Le scrutin, dont le Rassemblement national est favori après son score de 31,4% aux européennes, est prévu les 30 juin et 7 juillet.

La crainte d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite a fait descendre 250000 personnes dans la rue samedi (640000 selon le syndicat CGT) et jeté la classe politique dans d'intenses tractations.

Après une semaine de confusion, la liste des candidats devrait permettre aux électeurs d'y voir clair à droite, et de savoir notamment qui chez les Républicains (LR, droite) rallient la majorité présidentielle ou le RN.

Le dirigeant du RN Jordan Bardella, 28 ans, jugé trop jeune et «sans expérience» pour le poste de premier ministre par l'ancien président Nicolas Sarkozy, a annoncé qu'il y aurait «un candidat commun» avec la droite «dans 70 circonscriptions». Il a par ailleurs confirmé hier sa volonté de privatiser «à terme» l'audiovisuel public en cas de victoire. Marie-Caroline Le Pen, sœur de la cheffe de file des députés RN Marine Le Pen, a annoncé sa candidature hier.

Une «digue» contre le RN

A gauche, une alliance a réussi à se monter en quelques jours, sous la bannière du Nouveau Front populaire, allant de micro-partis anticapitalistes à l'ancien président de la République social-démocrate François Hollande. Cette coalition, qui est parvenue à s'accorder sur un programme commun malgré des divergences de fond, a reçu hier le soutien de l'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin (1997-2002). Elle est la seule «digue» capable de contenir le RN, a-t-il dit. Cette alliance doit encore convaincre qu'elle peut résister à l'hétérogénéité de ses composantes et aux crises menaçant déjà son unité.

Le dirigeant de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, candidat malheureux trois fois à la présidentielle et figure repoussoir pour certains électeurs, même à gauche, a donné des gages en semblant, hier, se mettre en retrait. «Si vous pensez que je ne dois pas être premier ministre, je ne le serai pas», a-t-il dit.

La coalition de gauche a été secouée par la volonté de LFI d'investir un proche de Jean-Luc Mélenchon, le député sortant Adrien Quatennens, malgré une condamnation en 2022 pour violences conjugales. Sous la pression, il a finalement renoncé hier à sa candidature.

Dans le camp d'Emmanuel Macron, sonné par la dissolution et affaibli dans les sondages après son score de seulement 13,8% aux européennes, l'heure est à la remobilisation.

Du côté de LR, après une semaine chaotique marquée par le choix solitaire de son président, Eric Ciotti, de s'allier avec le RN, le parti tente tant bien que mal de maintenir une ligne indépendante de l'exécutif comme de l'extrême droite. A Nice, les LR ont investi un candidat contre Eric Ciotti.

Selon un sondage Elabe pour la chaîne BFMTV et le quotidien *La Tribune*, un Français sur trois souhaite une victoire du RN, un sur quatre de l'alliance de gauche et un sur cinq de Renaissance. ▬

Pour Israël, le Hamas avait un plan

PROCHE-ORIENT Des dizaines de milliers de Gazaouis ont fui en Egypte. Un journaliste israélien s'est rendu au Caire, où il a rencontré de vieux amis stupéfaits de la folie messianique qui s'est emparée du leadership du Hamas. Voici une adaptation de son enquête parue dans «Haaretz»

SHLOMI ELDAR (HAARETZ)



Une effigie du chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar, pendue à un balcon à Jérusalem. Israël s'est juré d'éliminer celui qui est considéré comme l'un des cerveaux des attaques du 7 octobre. *(JÉRUSALEM, 28 MARS 2024/OHAD ZWIGENBERG/AP)*

J'ai demandé à Abu Zaydeh s'il avait pensé le Hamas capable de perpétrer des horreurs comme celles du 7 octobre. «Si vous m'aviez posé la question, j'aurais répondu comme n'importe quel officier de renseignement israélien: il est inconcevable que ce soit ce qu'ils préparent. Je n'aurais pas cru qu'ils ne tiendraient pas compte de ce qui leur arriverait le lendemain.»

Il ajoute: «Le Hamas a fait de nombreuses déclarations avant le 7 octobre, et nous, au Fatah, nous en riions. [...] Nous avions du mal à comprendre qu'ils croient qu'avec 3000, 5000 ou même 10 000 militants armés, ils allaient conquérir Israël. C'est de la folie. Mais quand vous croyez que Dieu vous envoie pour exécuter ses ordres, il n'y a personne avec qui discuter. Les signes étaient là depuis le début.»

Depuis deux ans, les dirigeants du Hamas parlaient de mettre en œuvre «la dernière promesse» (*alwaed al'akhir*, en arabe) – une promesse divine concernant la fin des temps, lorsque tous les êtres humains accepteront l'islam. Yahya Sinwar, le chef du Hamas à Gaza, et son entourage ont donné un sens extrême et littéral à la notion de «promesse», une croyance qui a imprégné tous leurs messages: discours, sermons, conférences dans les écoles et les universités. Le thème cardinal était la mise en œuvre de la dernière promesse, qui comprenait la conversion forcée de tous les hérétiques à l'islam, ou leur mise à mort. Dans un discours militant prononcé en 2021 après l'opération «Gardien des murailles» de l'armée israélienne à Gaza, Yahya Sinwar indiquait clairement qu'il se préparait à une guerre de grande ampleur. [...]

«250 millions de dollars pour mettre Gaza sous terre»

Un autre de mes amis rencontrés au Caire m'a fait comprendre à quel point le plan était concret. [...] Il a 60 ans, c'est un ancien haut responsable du Fatah, qui est resté à Gaza même après la prise de pouvoir du Hamas. Il est arrivé au Caire avec sa famille il y a exactement un mois, toujours à la recherche d'une orientation et soucieux de rester discret. Il a donc accepté de s'exprimer librement, mais sous un nom d'emprunt. Je l'appellerai «Iyad». C'est une figure bien connue à Gaza. [...]

Depuis deux ans, les dirigeants du Hamas parlaient de mettre en œuvre «la dernière promesse» – une promesse divine concernant la fin des temps, lorsque tous les êtres humains accepteront l'islam

Au fil des ans, dans toutes les luttes entre le Hamas et le Fatah, il a tenté d'apaiser la situation et de servir de médiateur entre les parties, efforts qui lui ont valu la confiance des dirigeants modérés du Hamas qui ne le considéraient pas comme l'un des leurs, mais le traitaient avec respect. Iyad et les dirigeants du Hamas se connaissent bien. Il y a quelques années, lors d'une réunion avec Yahya Sinwar, ce dernier s'est vanté des réalisations du Hamas et lui a montré, ainsi qu'à quelques autres, son vaste projet de tunnels à Gaza. «Il a dit qu'ils avaient investi 250 millions de dollars pour mettre Gaza sous terre, raconte Iyad. Je lui ai dit qu'il était fou.»

A ce moment-là déjà, il savait, dit-il, que le Hamas avait perdu les pédales. Lorsque ses chefs ont commencé à parler de la «dernière promesse», il n'a d'abord pas cru non plus qu'il s'agissait d'un projet sérieux. Mais en 2021, Iyad s'est rendu compte qu'il ne s'agissait pas d'une idée farfelue lancée par une coterie de «mauvaises herbes», mais que l'ensemble de la direction avait été prise au piège par l'idée dérangée d'une bataille totale lancée par le groupe de Yahya Sinwar. [...]

Un Etat établi sur les ruines d'Israël

«Ils croyaient si fermement à l'idée qu'Allah était avec eux et qu'ils allaient faire tomber Israël qu'ils ont commencé à diviser Israël en cantons, pour le lendemain de la conquête», explique Iyad. Et de raconter: «Un jour, une personnalité bien connue du Hamas m'appelle et me dit avec fierté et joie qu'ils sont en train de préparer une liste complète de chefs de comités pour les cantons qui seront créés en Palestine. Il me propose la présidence du comité de Zarnuqa, où ma famille vivait avant 1948.» Le village arabe de Zarnuqa se trouvait à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Ramla; aujourd'hui, c'est le lieu du quartier de Kiryat Moshe à Rehovot. Iyad a été informé qu'il dirigerait le groupe chargé de réhabiliter la région de Ramla-Rehovot le lendemain de la réalisation de la «dernière promesse». Iyad l'affirme, il a été sidéré. «Vous avez perdu la tête», a-t-il dit au représentant du Hamas, en lui demandant de ne plus le rappeler.

Le récit d'Iyad peut sembler loufoque, mais il ne surprendra pas ceux qui savent ce qui s'est passé lors de la «conférence sur la promesse de l'au-delà» le 30 septembre 2021, quelques mois après la fin de l'opération israélienne «Gardien des murailles». L'occasion de discuter dans les moindres détails de la gestion future de l'Etat de Palestine, après sa «libération» d'Israël. [...]

Dans un discours écrit que Sinwar a envoyé à la conférence, le chef de l'organisation a laissé entendre que la campagne pour la conquête complète de l'«Etat des sionistes» était «plus proche que jamais», rappelant que la «libération totale de la Palestine, de la mer au Jourdain» est «au cœur de la vision stratégique du Hamas». La longue discussion qui a suivi portait sur la question de savoir comment le Hamas devait se préparer au lendemain de la conquête et de la destruction d'Israël et à l'établissement d'un Etat différent sur ses ruines.

Les plans étaient si détaillés que les participants ont commencé à dresser la liste de toutes les propriétés en Israël et désigné des représentants pour s'occuper des biens qui seraient saisis par le Hamas. [...] L'une des questions qui se posaient était de savoir comment traiter les Israéliens. Dans les textes de la conférence, on peut lire: «En ce qui concerne les colons juifs installés sur les terres palestiniennes, il convient de faire la distinction entre les attitudes suivantes: un combattant, qui doit être tué; un [Juif] qui fuit et qui peut être laissé en paix ou poursuivi pour ses crimes dans l'arène judiciaire; et un individu pacifique qui se rend et qui peut être intégré ou à qui l'on peut donner le temps de partir». [...]

La question de la fuite des cerveaux a aussi été abordée. «Les Juifs instruits et les experts dans les domaines de la médecine, de l'ingénierie, de la technologie et de l'industrie civile et militaire devraient être retenus [en Palestine] pendant un certain temps et ne devraient pas être autorisés à partir et à emporter avec eux les connaissances et l'expérience qu'ils ont acquises en vivant sur notre terre et en profitant de ses richesses, alors que nous avons payé le prix de tout cela en termes d'humiliation, de pauvreté, de maladie, de privation, de meurtres et d'arrestations», affirmait la déclaration de clôture de la conférence.

Convertir ses économies

Les participants ont discuté de la mise en place d'appareils politiques [...] et supposé que le nouvel Etat hériterait des accords frontaliers avec l'Egypte et la Jordanie [...]. La valeur du shekel étant susceptible d'être réduite à «zéro», ils ont recommandé aux Palestiniens de convertir toutes leurs économies «en or, en dollars ou en dinars».

Après l'attaque du 7 octobre, je me suis entretenu sur l'impact de cette conférence avec une personnalité du Fatah, à Ramallah. «Tout le monde en riait. Mais moi, je n'ai pas ri. Je savais que le cerveau, c'était Yahya Sinwar», m'a-t-il dit. C'est la raison pour laquelle il n'a pas été le moins du monde surpris par l'attaque du Hamas en octobre dernier. «Je savais où allait mener le fait que Sinwar avait pris le pouvoir et éliminé tous ses opposants», déclare-t-il. [...] Lorsque Sinwar était «en prison en Israël, il est devenu encore plus extrême, au point qu'il croit sincèrement qu'il est l'aide du prophète Mahomet».

Le haut responsable raconte qu'il a rencontré un jour une personnalité israélienne de premier plan dans un hôtel de Jérusalem et l'a mise en garde contre le caractère de Sinwar. Israël, a-t-il dit, ne sait pas à qui il a affaire. Tout était au grand jour, mais [...] les services de renseignement israéliens n'ont absolument pas vu le tableau qui se dessinait. [...]

«Si nous avions su, nous n'aurions pas eu d'enfants»

Iyad raconte qu'après la prise de pouvoir de Yahya Sinwar et de ses adjoints, certains membres de la direction du Hamas ont compris qu'ils allaient tomber et abandonner la bande de Gaza. Car bien que le Hamas soit un mouvement qui sanctifie la mort, il s'avère que ses dirigeants veulent continuer à vivre. [...] Et le fils aîné d'Ismaïl Haniyeh, le chef du bureau politique du Hamas, ne fait pas exception.

Le 2 octobre vers midi, soit cinq jours avant l'attaque du 7 octobre en Israël, Abed Haniyeh préside une réunion du comité sportif palestinien lorsqu'il reçoit un appel téléphonique et quitte la salle pendant quelques minutes avant de revenir, pâle et confus, et d'informer immédiatement le comité qu'il doit partir tout de suite pour le point de passage de Rafah: sa femme, dit-il, doit subir un traitement de fertilité aux Emirats arabes unis. [...] «Lorsque la guerre a éclaté, raconte Iyad, deux des membres de la commission qui avaient assisté à cette réunion m'ont appelé. Ils m'ont dit: «Regardez ce salaud. S'il nous l'avait dit, nous nous serions enfuis aussi.» Une autre personne a dit avec tristesse: «Wallah, si nous avions su qu'ils allaient mettre en œuvre leur promesse insensée, nous n'aurions pas acheté de maisons, nous ne nous serions pas mariés, nous n'aurions pas eu d'enfants. Maintenant, ils sont au Qatar et nous mangeons de la merde.»

«Maintenant, ils [la direction politique du Hamas] sont au Qatar et nous mangeons de la merde»

UN MEMBRE DU COMITÉ SPORTIF PALESTINIEN

Voilà qui remet en question l'idée dominante depuis le 7 octobre selon laquelle la direction politique du Hamas, basée au Qatar, n'était pas impliquée dans l'attentat. Même si le chef politique du Hamas Ismaïl Haniyeh et son équipe n'ont pas participé à la planification, ils connaissaient la date à l'avance. «Tout le monde savait que l'attaque allait avoir lieu. Mais ils n'étaient pas sûrs du moment», explique Iyad. Ce n'est que le lundi, cinq jours avant, qu'il y a apparemment eu une fuite.

Dites-moi, lui ai-je enfin demandé, est-il possible que tout ce que vous racontez n'ait pas été vu ou entendu par les services de renseignement israéliens? Iyad a fait une pause d'une minute et a répondu: «Ils n'ont pas tenu compte des informations dont ils disposaient. Ils étaient au courant de la conférence à l'Hôtel Commodore, dont les médias israéliens ont même parlé. Mais ils n'y ont pas attaché d'importance. Cela paraissait tellement fou. Ils ont pensé que ce n'était rien.» ■

De l'importance de balayer devant sa porte

OPINION



ALAIN WERNER
AVOCAT ET DIRECTEUR DE CIVITAS MAXIMA

Mon grand-père paternel, le juge genevois Henri Werner, insistait toujours sur la nécessité impérieuse pour la justice de s'occuper avant tout d'affaires locales qui la concernent. L'argent de ceux qui paient des impôts, disait-il, ne doit pas être dépensé pour des affaires sans lien avec la cité.

Transposée aux crimes internationaux, il est évident que cette même notion prévaut, au moins dans une large mesure. Ainsi ces crimes doivent, avant tout, être jugés dans le pays dans lequel ils ont été commis.

Cette notion est au cœur même du Statut de la Cour pénale internationale (CPI) avec le principe dit de complémentarité. Ainsi cette cour ne se saisira d'une affaire qui si l'Etat compétent n'a «pas la volonté» ou est «dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites».

La CPI est donc une instance de dernier ressort, et dans un monde idéal – qui n'existe pas – elle n'aurait aucune utilité.

Ainsi Karim Khan n'aurait pas demandé récemment l'émission de mandats d'arrêt contre des responsables du Hamas s'il pensait que ces crimes pouvaient être jugés en Palestine. Et si le procureur de la CPI avait considéré, au vu des éléments à sa disposition, que les institutions israéliennes ont une réelle volonté de juger leurs propres responsables politiques pour les crimes de guerre allégués à Gaza, il n'aurait pas requis de mandats d'arrêt contre deux figures politiques israéliennes de tout premier plan.

A contrario, cela signifie que si le procureur de la CPI est convaincu qu'un pays possède la volonté et la capacité d'enquêter et de juger lui-même les crimes internationaux commis par ses troupes ou sur son sol, il laissera faire ce pays et n'exercera pas sa compétence.



L'ancien président libérien Charles Taylor (à l'arrière) attend le début de l'audience de jugement de son procès pour avoir armé les rebelles de Sierra Leone. *(LA HAYE, 26 AVRIL 2012/AFP/POOL/PETER DEJONG)*

Cela a été le cas avec la Guinée Conakry, où un meeting politique dans la principale enceinte sportive de Conakry en 2009 a tourné au bain de sang, des centaines de personnes étant tuées et des femmes violées par l'armée. Ces événements étaient dans le viseur de la CPI qui considérait qu'il existait une base raisonnable de croire que ces crimes pouvaient être qualifiés de crimes contre l'humanité.

Toutefois, compte tenu de la volonté de la Guinée de juger elle-même ces crimes, le procureur de la CPI a annoncé en septembre 2022 la clôture de l'examen préliminaire. Et maintenant l'heure du verdict approche dans ce procès historique qui dure depuis bientôt deux ans, et où 11 prévenus, dont l'ex-président Moussa Dadis, font face à 450 parties plaignantes.

L'Afrique de l'Ouest «côtière» donne en effet un magnifique exemple au reste du continent en matière de justice transitionnelle. La Sierra Leone a conclu un accord avec les Nations unies pour créer le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) qui a mené à plus de 10 ans de procès entre Freetown et La Haye. Parmi ces procès, celui de Charles Taylor, ancien chef d'Etat du Liberia, qui avait armé les rebelles sierra-léonais pour s'emparer des ressources diamantifères du pays, devenant ainsi le premier ancien chef d'Etat à être condamné par un tribunal international depuis les procès de Nuremberg.

Le Liberia semble également désireux de prendre le train de la justice en marche. Cette année, le président Boakai a annoncé la création d'un bureau visant à établir un tribunal pour juger des crimes de guerre commis pendant les deux guerres civiles. De même, en Gambie, les démarches progressent en vue de créer une instance pour juger les crimes commis sous le régime du président Jammeh.

Toutefois, la palme d'or du continent ayant le plus balayé devant sa propre porte en matière de lutte contre l'impunité ces quarante dernières années revient à l'Amérique du Sud, avec de remarquables efforts de justice souvent obtenus grâce à l'opiniâtreté des victimes. Sans être exhaustif, on peut mentionner:

- Les procès de la junte en Argentine (1985 et 2010) ayant conduit à la condamnation de plusieurs chefs d'Etat.
- Les procès au Pérou du chef de la guérilla maoïste du Sentier lumineux ainsi que de l'ancien président Fujimori (2006 et 2009).
- Le procès au Guatemala du général Rios Montt (2013), premier procès d'un chef d'Etat pour génocide dans son propre pays, malgré l'annulation du verdict par la Cour constitutionnelle et le décès de M. Montt pendant son nouveau procès.
- Les procès en Uruguay des dirigeants militaires (2010), au cours desquels deux anciens chefs d'Etat furent jugés pour leur rôle pendant le régime militaire.
- Le procès en Bolivie (1993) de l'ancien président de la dictature militaire, qui fut ensuite extradé depuis le Brésil pour être emprisonné dans son pays.
- Le procès au Suriname (2023) de l'ancien président Desi Bouterse qui a dirigé successivement une dictature militaire (1980-1987) puis un gouvernement démocratique (2010 à 2020).

Pour ce qui concerne un autre pays latino-américain déchiré par des années de guerre civile, la Colombie, le procureur de la CPI a estimé en octobre 2021 que le mécanisme de justice transitionnelle lancé en 2017 était suffisamment novateur pour assurer que les crimes internationaux sous sa compétence ne demeureraient pas punis. Comme en Guinée, il a ainsi clos l'examen préliminaire.

Une décision similaire n'a pas été prise pour le Venezuela, contre-exemple du continent, dont le gouvernement tente de convaincre la CPI que des cours nationales enquêtent sérieusement sur les crimes contre l'humanité prétendument commis sur son territoire national. Sans résultat pour l'instant.

L'Europe, quant à elle, a un bilan contrasté. Le continent montre la voie depuis des années en jugeant des crimes internationaux commis par des étrangers qui se trouvent sur son sol via la compétence universelle, ce qui est de la plus grande importance. Certains pays ont par ailleurs également jugé leurs propres ressortissants, comme l'Allemagne, avec les procès jugeant les crimes nazis, mais aussi les crimes en RDA, la Grèce pour les actes commis sous la dictature dites «des colonels», ou la France avec les procès de Maurice Papon ou Paul Touvier.

En Europe, les dirigeants communistes ont souvent acheté leur immunité à la table des négociations

Toutefois le bilan de la justice transitionnelle dans des pays d'Europe centrale et orientale, où les dirigeants communistes ont souvent acheté leur immunité à la table des négociations, en échange de quitter le pouvoir, reste quasi nul. De façon similaire, en Espagne ou au Portugal, les crimes commis pendant la période de la dictature militaire sont restés impunis.

Par ailleurs, aucun pays européen ne semble concerné par les crimes allégués par les Nations unies commis contre les migrants dans le cadre de la politique européenne en Méditerranée notamment, situation qui a été référée à la CPI. Et personne sur notre continent n'a jamais eu de compte à rendre en audience pour le pillage, en Afrique ou ailleurs, de matière première ou de minéraux, qualifié comme crime international.

Pourtant, balayer devant sa porte restera toujours le meilleur investissement possible que tout pays puisse faire, tant au niveau juridique qu'au niveau moral. ■

Civitas Maxima est une ONG suisse basée à Genève, un réseau international d'avocats et d'enquêteurs qui représente des victimes de crimes internationaux.

Ciotti, Aeschi, Meurice: quand les hommes vrillent

DU BOUT DU LAC

Essayons de mettre de côté nos convictions ou nos obédiences le temps d'une chronique. L'exercice me paraît possible, pour ne pas dire nécessaire, dans la séquence politique en cours, pour le moins fiévreuse. Chez nos voisins mais pas seulement, le débat public prend des airs de flipper en tilt, il est temps de prendre une petite respiration. Et d'oser un œil clinique sur ces hommes qui vrillent.

Premier patient: Eric Ciotti. Le plus spectaculaire. A l'heure où vous lirez ces lignes, forcément dans quelques heures vu d'ici, je n'ai pas la moindre idée de ce que sera devenu le président félon et barricadé des Républicains. Mais c'est accessoire. Notre sujet, c'est la mécanique de la vrille. Le moment psychiatrique de la bascule, la pulsion à l'œuvre et son origine.

Garder le pouvoir, sauver sa circonscription, se ménager un avenir: quelles que soient les motivations profondes d'Eric Ciotti et si misérables soient-elles, elles ne suffisent pas à expliquer le choix délibéré du retranchement, la sortie de la raison et l'entrée dans le délire insurrectionnel. Il faut autre chose, un appui, un relais, un terreau intime. En l'occurrence, une perception faussée de sa propre importance dans le grand collectif.

Parce que chef de parti, parce que président par-ci et président par-là, parce que député, parce que petit caïd local, parce que berline de fonction, parce que sa tête sur les affiches, parce que la revanche sur la vie, parce que des amis puissants, parce que des militants qui sont «ses» militants, tout à coup, Eric Ciotti quitte le réel, s'invente un monde dont il est le centre, et s'y enferme à double tour comme on se vautre dans l'absurde.

Autre cas d'école: Guillaume Meurice, humoriste mis à la porte par France Inter pour «déloyauté répétée à l'égard de l'entreprise». Il avait fait une très mauvaise blague, il avait été averti, il a réitéré, la direction l'a licencié. De nouveau, Guillaume Meurice, qu'on aime ou qu'on n'aime pas, a mille raisons d'être énervé, combatif ou obstiné. Mais il faut autre chose, là encore, de l'ordre de l'intime chamboulé, pour oser adresser au pays une messianique *Lettre à France (Inter)* et basculer dans un univers qui n'existe pas, dont il serait la victime épicentrique.



ALEXIS FAVRE
PRODUCTEUR D'«INFRAROUGE» (RTS)

Notre sujet, c'est la mécanique de la vrille. Le moment psychiatrique de la bascule, la pulsion à l'œuvre

En l'occurrence: une bulle de filtre hermétique et monocolore, un esprit de meute, le sentiment d'en être, la dérision érigée en sabre laser, le soutien des copains, les relais politiques et les followers en délire. Comme un cocktail stupéfiant trop puissant. Il n'y a pas, dans cette affaire, de liberté qu'on assassine, de victoire réactionnaire contre la lumière du progrès, de forces obscures ou de complot des puissants. Il y a, ici aussi, un homme grisé de sa propre importance, et emporté par un mauvais rêve.

Dernier échantillon: Thomas Aeschi. Le chef de groupe UDC aux Chambres qui, avec son compère Michael Graber, s'est frotté aux services de sécurité du Palais fédéral. C'était mercredi, le président du parlement ukrainien était en visite, ce n'était probablement pas du goût des souverainistes, qui n'ont dès lors pas aimé non plus que leurs habitudes soient perturbées par quelque dispositif sécuritaire supplémentaire.

Vous commencez à comprendre: parce qu'il est chef de groupe, parce qu'il fut papable pour le Conseil fédéral, parce qu'il a lui aussi des followers en nombre, des amis qui comptent et son nom dans les journaux, le patron de l'UDC sous la coupole fédérale perd ses nerfs et les pédales et s'engouffre à son tour dans un monde fantasmé. Il bascule. Il tilte. Le chef de file du tout sécuritaire fonce dans les gendarmes dans le grand escalier, comme un *black block* à qui rien ne doit résister. Surpuissance, délire, passage à l'acte. Et adieu la réalité connue.

Si j'ai bien compris, nous voguons vers des temps chahutés sur le front de la démocratie, des règles collectives, des principes et des valeurs. Ces trois vrilles ne sont certainement pas les dernières que nous offre l'actualité qui s'énerve. Pour tout vous dire, nous ne sommes pas à l'abri de vriller nous-mêmes un jour ou l'autre, je le crains.

Il est peut-être temps d'attacher nos ceintures. ■

Les «puffs» pourraient être interdites en Suisse

PRÉVENTION Christophe Clivaz, conseiller national valaisan, a récolté un large soutien à sa motion visant à bannir les cigarettes électroniques jetables. Si cette option venait à être validée par la Chambre haute, les kiosquiers pourraient perdre gros

RAPHAËL JOTTERAND
@Raph_jott

Il est à peine 9h et, pourtant, Rute Lopes, gérante du Kiosque du Château à Yverdon-les-Bains, a déjà servi de nombreux clients. Si la plupart d'entre eux ressortent du commerce avec un paquet de cigarettes à la main, un journal sous le bras ou un petit encas pour bien débuter la journée, d'autres font la queue pour se procurer un autre produit, qui est en passe de voler la vedette aux incontournables.

Les Puff Bar (bouffées en tube), plus communément appelées «puffs», se comptent par dizaines derrière les vitrines du Kiosque du Château. Plusieurs marques se disputent les meilleures places du comptoir, mais toutes sont similaires par leur apparence colorée et leurs parfums exotiques. Les ventes de ces cigarettes électroniques jetables, depuis leur arrivée sur le marché suisse en 2019, n'ont cessé de croître, jusqu'à devenir la poule aux œufs d'or des kiosquiers. «J'ai repris cette enseigne il y a trois ans mais, depuis, le marché des *puffs* a complètement explosé, témoigne Rute Lopes. C'est probablement le produit qui nous ramène le plus d'argent, d'autant plus que nous vendons entre 300 et 400 pièces par mois.»

Peu d'informations sur leur provenance

Le constat est le même partout dans le canton. A Morges, Pablo*, kiosquier dans le centre-ville, en possède un étal tout aussi prestigieux. Et ce n'est pas un hasard. «Il faut comprendre que nous gagnons de moins en moins d'argent sur la presse écrite ou sur les cigarettes. Là où on n'empoche même pas 1 franc sur un paquet de Winston, on en gagne 4 sur une *puff* à 10 francs.» Pourtant, malgré le succès rencontré par ce nouveau produit qui peut contenir jusqu'à 50 milligrammes de nicotine par millilitre (5%) – un chiffre 2,5 fois supérieur au maximum légal –, son avenir semble compromis en Suisse.



> «On ne sait pas exactement quels sont les dangers des liquides présents dans les «puffs»»
>
> CHRISTOPHE CLIVAZ, CONSEILLER NATIONAL (LES VERT-E-S/VS)

En effet, cinq ans après leur arrivée sur le marché, les *puffs* pourraient bientôt être interdites dans tout le pays. C'est du moins ce que souhaitent la grande majorité des membres du Conseil national, qui ont accepté par 122 voix contre 63 la motion du député valaisan écologique Christophe Clivaz, qui bataille contre les cigarettes électroniques jetables. «Pour nous, ce serait une catastrophe, même si je comprends que ça pose de gros problèmes de santé, admet Pablo. Ce qui est inquiétant avec ce type de produits, c'est qu'on ne sait pas ce qu'il y a dedans et que nous avons très peu de contrôle vu que tout vient de Chine. Après, si les *puffs* devenaient interdites, probablement que certaines personnes reviendraient à la cigarette. Ça nous permettrait de tenir le coup tout en sachant que nos marges prendraient une sacrée baffe.»

Protéger les jeunes

De son côté, Christophe Clivaz a été agréablement surpris par le plébiscite rencontré par sa motion déposée en mars 2023. Pour convaincre ses collègues, principalement de droite, de voter en faveur de son texte, l'élu valaisan a décidé d'aller convaincre les parlementaires un par un en leur proposant… de tester une *puff*. «Pas beaucoup ont accepté d'en fumer une pour se rendre compte des effets néfastes, mais ça m'a permis de les rendre attentifs au problème et de sensibiliser certains élus qui ne connaissaient pas forcément ces produits. A la première apparence, tout le monde peut se rendre compte de leur dangerosité marketing, à la fois au niveau de l'odeur, du packaging et du format.» Une forme de vice qui permet, grâce à son côté agréable en bouche, de piéger bon nombre de jeunes.

Selon les chiffres du Conseil fédéral, 8% des 15 à 19 ans consommaient des *puffs* au moins une fois par mois en 2023. «Et, depuis, ce résultat a probablement pris l'ascenseur, avertit Christophe Clivaz. En 2022, on estime que 10 millions de cigarettes électroniques jetables ont été importées en Suisse et que ce chiffre progresse de 30% par an.» De quoi inquiéter le parlementaire, qui juge que cette nouvelle mode risque de rendre les plus jeunes accros à la nicotine et donc à l'action de fumer. «Une partie d'entre eux risquent de se diriger plus tard vers d'autres modes de consommation, comme la cigarette. D'un point de vue sanitaire, c'est absurde. Sans oublier qu'on ne sait pas exactement quels sont les dangers des liquides présents dans les *puffs*.»

L'autre inquiétude de Christophe Clivaz concerne la question du *littering*. «De nombreuses cigarettes jetables sont retrouvées dans les cours d'eau ou en forêt. Et même quand elles sont jetées à la poubelle, ça pose un vrai problème de recyclage car il faudrait les trier séparément en enlevant les batteries qu'elles contiennent.» Appondus les uns derrière les autres, ces arguments ont suffi à convaincre la grande majorité du Conseil national. «Ce qui a joué en notre faveur, c'est qu'il n'y a pratiquement pas de risques économiques vu que toute la production est basée à l'étranger. Reste à savoir ce que le Conseil des Etats va voter et si les lobbys, très discrets jusqu'à présent, se réveilleront.» ■

* Prénom d'emprunt.

SUR LE WEB

La consommation de crack et de cocaïne augmente en Suisse
Les mesures des eaux usées de dix villes suisses montrent que le pays subit une épidémie de cocaïne et de ses dérivés. Lausanne et Coire arrivent en tête des villes où le crack est le plus consommé. Retrouvez notre article complet sur le site du temps ou à l'aide de ce code QR.



Migros pourrait encore supprimer 300 postes

COMMERCE En pleine restructuration, le géant orange devrait annoncer des coupes massives en début de semaine prochaine, après avoir déjà procédé à 150 licenciements en mai

LE TEMPS

Un mois à peine après une première annonce fracassante, Migros s'apprêterait à annoncer mardi prochain 300 nouvelles suppressions d'emplois, comme le rapporte le portail Inside Paradeplatz.

En mai, 150 postes à plein temps étaient déjà touchés dans la filiale Supermarché SA du géant orange. Cette fois, il semble que cela soit le personnel de Migros Industrie qui soit concerné, celui-ci ayant été convié par un e-mail de Matthias Wunderlin – ancien consultant de McKinsey et actuel chef de Migros Industrie –, à être présent à une «séance d'information» le 18 juin.

Amélioration de la rentabilité recherchée

Migros Industrie compte actuellement près de 14 000 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 5,78 milliards en 2022. Plus de 20 000 produits différents sont fabriqués sur 201 sites de production en Suisse et neuf à l'étranger, selon le site de la Migros. Micarna, Elsa Group, ou encore Mibelle Group ou Delica font partie des filiales de M-Industrie, fabriquant des produits laitiers, carnés ou encore de beauté.

Sollicitée par Inside Paradeplatz, Migros s'est fendue d'un laconique commentaire, par le biais d'un porte-parole: «Comme communiqué à plusieurs reprises, Migros Industrie examine actuellement sa stratégie et son positionnement futur au sein du groupe Migros. Bien entendu, nous informerons de manière transparente en interne et en externe dès que des décisions seront prises.»

> Le groupe a vu sa rentabilité plonger à 175 millions de francs, contre 459 millions un an plus tôt

Ces interrogations s'inscrivent dans un plan large de restructuration. Début février, Migros avait déjà fait part d'un grand plan de réorganisation afin d'améliorer, entre autres, sa rentabilité. «Le groupe a dégagé un chiffre d'affaires record de 31,9 milliards de francs (+5,9%) mais a vu sa rentabilité plonger à 175 millions de francs, contre 459 millions un an plus tôt», pouvait-on lire dans les colonnes du *Temps*, en mai. Près de 1500 personnes, sur les 100 000 que compte l'entreprise au total, pourraient ainsi être touchées. «Dans le cadre de ce processus, Migros cherche également à vendre ses filiales Hotelplan, Mibelle, Melectronics et SportX. Et des annonces y relatives sont attendues cet été.» ■

VAUD

Toujours pas d'interdiction de la vente aux mineurs

Le temps politique est parfois long, très long. Et ce n'est pas la députée vaudoise Graziella Schaller qui vous dira le contraire. En 2019, l'élue vert'libérale avait déposé un postulat intitulé «Soumettre la cigarette électronique au même cadre légal que les produits du tabac», avec pour but d'interdire, notamment, la vente de puffs aux mineurs. Une question réglée, depuis, par l'ensemble des autres cantons romands mais qui reste en suspens en terre vaudoise.

Si l'automne dernier, le Grand Conseil a accepté un projet de modification de trois lois pour répondre à la requête de Graziella Schaller, sur le terrain, les choses n'ont pas bougé pour autant. «C'est frustrant car, entre-temps, de nombreux jeunes ont sûrement commencé à fumer, soupire la députée. Mais je suis en contact avec les services de la conseillère d'Etat Rebecca Ruiz et j'espère que tout sera clarifié dans les prochaines semaines.»

Contacté par Le Temps, le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) précise que les règlements sont actuellement en phase de finalisation. Ils devront ensuite être publiés dans la *Feuille des avis officiels*, puis suivra un délai de 20 jours durant lesquels des requêtes constitutionnelles peuvent être déposées. «S'il n'y en a pas, alors l'interdiction entrera en vigueur. Sans obstacle particulier, ce sera donc cet été», annonce Sonia Arnal, déléguée départementale à la Communication. ■ R. J.

EN BREF

Importante panne d'électricité à Berne

Une panne de courant de grande ampleur a touché hier matin pendant environ une heure la ville de Berne et des communes voisines. La cause exacte de la perturbation n'est pas encore connue. Des investigations ont été lancées. Au total, la panne a affecté quelque 19 000 foyers desservis par BKW. ATS

Les coûts de l'infrastructure ferroviaire seraient couverts

Le directeur de l'Office fédéral des transports a rejeté hier les critiques sur l'extension de l'infrastructure ferroviaire. «En 2040, les coûts d'exploitation et d'entretien, y compris les coûts dus aux investissements, seront couverts, a-t-il assuré. Ce n'est pas l'argent qui manque en premier lieu, mais le personnel qualifié.» ATS

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE

Genève – 10 h: **Mme Evelyne Markwalder;** église Saint-Joseph, rue Petit-Senn 1

Genève – 14 h 15: **Mme Huguette Nafzger;** chapelle Camoletti, cimetière Saint-Georges

LAUSANNE

13 h: **Mme Lucette Dubrez;** centre funéraire de Montoie, chapelle A

13 h 30: **Mme Alice Gabrielle Eisenring;** centre funéraire de Montoie, chapelle B

VAUD

Bex – 14 h: **M. Anton Blümli;** église catholique

Bex – 14 h: **Mme Alice Richard;** temple

Morges – 16 h: **M. Jean-Claude Villanchet;** chapelle de Beausobre

Payerne – 14 h 30: **Gabrielle Verardi;** chapelle de l'Espace funéraire de la Broye, rte de Grandcour 75B

JURA

Porrentruy – 14 h: **M. Paul Dubosson;** église Saint-Pierre

JURA BERNOIS

Court – 13 h 45: **M. Norbert Bueche;** temple

Grandval – 14 h: **Mme Denise Wisard-Boillat;** église

NEUCHÂTEL

Boudry – 15 h: **M. Salvatore Gaudiano;** église catholique

VALAIS

Ardon – 17 h: **M. Laurent René Praz;** église

Martigny-Bourg – 10 h: **M. Charles-Albert Favre;** église

Verbier-Village – 15 h: **M. Michel Nicollier;** église

CARNET DU JOUR

Les avis peuvent être envoyés par e-mail à l'adresse carnets@letemps.ch jusqu'à 17h le jour avant la parution.

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE
Urgences santé/Ambulances: Tél. 144
Police Secours: Tél. 117
Sauvetage du lac: Tél. 117
Pompiers: Tél. 118
Secours routier: Tél. 140
La Main tendue: Tél. 143
Centre d'information toxicologique: Tél. 145
Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147
REGA: Tél. 1414
Air Glaciers: Tél. 1415

HÔPITAUX ET CLINIQUES

GENÈVE
HUG: Tél. 022 372 33 11
HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20
HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36
HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00
HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55
HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62
HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42
HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00
Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11
Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50
Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47
Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45
Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44
Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15
Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11
Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77
Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55
Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00
Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35
Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 0844 022 022 (Soir sur RDV)
SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50
SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64

VAUD
CHUV: Tél. 021 314 11 11
Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84
Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11
Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 0848 133 133
Centre de la main: Tél. 021 314 25 50
Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00
Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39
Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69
Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33
Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99
Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44
Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11
Hôpital Orbe: Tél. 024 442 61 11
Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11
Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11
Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00
Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64
Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61
Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43
Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60
Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90
Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11

FRIBOURG
Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

NEUCHÂTEL
Hôpital Pourtalès: Tél. 032 713 30 00
Hôpital La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 967 21 11
Hôpital de la Providence: Urgences médicales et chirurgicales Tél. 032 720 30 46
Clinique de la Tour, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 930 30 00
Clinique Montbrillant, La Chaux-de-Fonds: Tél. 032 910 04 00

VALAIS
Hôpital de Sion: Tél. 027 603 40 00
Hôpital de Sierre: Tél. 027 603 70 00
Hôpital Martigny: Tél. 027 603 90 00
Hôpital Riviera-Chablais, site de Rennaz: 058 773 21 12
Permanence médicale du Chablais: Route de Morgins 54, Monthey, 058 773 11 46, ouverte du lundi au vendredi de 9h à 18h, avec ou sans rendez-vous.

JURA
Hôpital de Delémont: Tél. 032 421 21 21
Hôpital de Porrentruy: Tél. 032 465 65 65

ADRESSES DE POMPES FUNÈBRES EN SUISSE ROMANDE

GENÈVE
Pompes Funèbres Officielles Ville de Genève: Tél. 022 418 60 00
Pompes Funèbres Générales Genève SA: Tél. 022 342 30 60
A. Murith SA: Tél. 022 809 56 00

VAUD
Pompes Funèbres Officielles de la Ville de Lausanne: Tél. 021 315 45 45
Blanchet & Wiesmann SA:
Renens, Tél. 021 636 13 13
Cossonay-Ville: Tél. 021 861 13 13
Nyon: Tél. 022 362 33 33
Cassar Pompes Funèbres SA:
Lausanne: rue du Tunnel 7, Tél. 021 329 08 10.
Aigle: tél 024 466 46 56
Aubonne: Tél. 021 808 62 88
Bex: tél : 024 463 35 79
Carrouge: Tél. 021 903 26 24
Corcelles-le-Jorat: Tél. 021 903 18 69
Château-d'Oex: Tél. 026 924 40 00
Chexbres: Tél. 021 946 24 01
Echallens: Tél. 021 882 23 35
Froideville: Tél. 021 881 15 20
Goumoens-la-Ville: Tél. 021 881 56 94
La Tour-de-Peilz: Tél. 021 944 00 54
Le Mont-sur-Lausanne: Tél. 021 653 06 12
Mézières: Tél. 021 903 23 38
Montreux: Tél. 021 964 46 46
Morges: Tél. 021 801 06 08
Morrens: Tél. 021 731 16 55
Moudon: Tél. 021 905 28 28
Nyon: Tél. 022 361 80 10
Orbe: Tél. 024 441 15 55
Oron-la-Ville: Tél. 079 398 80 15
Rolle: Tél. 021 825 50 60
Villeneuve: Tél. 021 960 30 20
Vuibroye: Tél. 021 907 79 18
Yverdon-les-Bains: Tél. 024 425 27 27
Eggs F. & Fils: Territet, av. de Chillon 74, Tél. 021 963 44 24
Fischer Manfred Sàrl: Chavornay, le Verneret 27A, Tél. 024 441 13 38
Florideuil: Lausanne, av.William-Fraisse 1, Tél. 021 616 05 97
Funeradog: Pampigny. rte de la Moutonnerie 3A, Tél. 021 800 08 33
Funesta: Aigle, rue de Jérusalem 2, Tél. 024 471 91 91
François Schneiter et fils, Yverdon-les-Bains et environs: rue du Buron 2, Tél. 024 425 73 43.
Gaillard et Pittet SA pompes Funèbres:
Morges, av. de Vertou 8, Tél. 021 801 23 43
Bière: Tél. 021 809 51 60
Nyon: Tél. 022 361 05 05
Perroy: Tél. 021 825 30 40
Gavillet SA Pompes funèbres:
Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 27 32
Vevey: Tél. 021 922 89 11
Générales SA:
Montreux, avenue des Alpes 90bis, Tél. 021 963 10 43
Vevey, boulevard Paderewski 12, Tél. 021 922 89 13
Le Sépey, route de Leysin 35, Tél. 024 491 18 51
Echallens, Grand-Rue 7, Tél. 021 882 20 22
Lucens, avenue de la Vignette 25, Tél. 021 906 60 44
Lausanne, rue du Maupas 6, Tél. 021 342 20 20
Pérusset SA: Orbe., rue Sainte-Claire 8, Tél. 024 441 32 78
Pompes Funèbres de la Riviera:
Vevey, avenue Mayor-Vautier 22, Tél. 021 922 69 00
Clarens, Tél. 021 961 11 12
La Tour-de-Peilz, Tél. 021 944 50 80
St-Légier-La Chiésaz, Tél. 021 943 53 00
Pompes Funèbres de Saint-Laurent SA:
Moudon. rue du Temple 6, Tél. 021 905 12 00

NEUCHÂTEL
Wasserfallen Pompes Funèbres: faubourg du Lac 11, Tél. 032 725 40 30.
Flühmann-Evard: rue de la Maladière 16, Tél. 032 725 36 04
Pompes Funèbres Flühmann-Evard, Couvet: Tél. 032 863 23 42.

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Abir Oreibi

Direction
Pierre-Adrian Irlé, *directeur exécutif*
Madeleine von Holzen, *rédactrice en chef*
Jean-Christophe Potocki, *produits & technologie*
Olivier Schwarz, finances

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen
Adjoints: Vincent Bourquin
Grégoire Nappey
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Julien Pralong (resp. web)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin
Opinions & Débats: Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo
Epoque & Société: Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: letemps@nzzone.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2024-1 : 86 000 lecteurs

ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Face aux «dark patterns», la Suisse ne veut pas agir

TECHNOLOGIE Le Conseil fédéral ne voit aucune nécessité d'agir face à la multitude de pratiques douteuses en ligne. Pour la conseillère nationale Sophie Michaud Gigon, le combat n'est de loin pas terminé

ANOUCH SEYDTAGHIA
X @Anouch



Pour Sophie Michaud Gigon, «ces pratiques se multiplient et le vide juridique profite aux acteurs les plus problématiques». (BERNE, 3 MAI 2023/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

Autant tuer le semblant de suspense immédiatement: c'est non. Le Conseil fédéral a refusé vendredi de créer des dispositions spéciales dans la loi pour lutter contre les *dark patterns*. Mais ce refus, qui fait suite à un postulat de la conseillère nationale Sophie Michaud Gigon (VD/Les Vert-e-s), a le mérite de documenter de manière approfondie des pratiques qui compliquent sensiblement la vie des internautes. Et la secrétaire générale de la Fédération romande des consommateurs (FRC) n'abandonne de loin pas ses espoirs de voir de nouvelles lois émerger.

Mais d'abord, que sont les «dark patterns»? C'est un ensemble de pratiques destinées à tromper l'internaute. Elles sont très nombreuses, comme le liste précisément le Conseil fédéral dans son rapport complet de 49 pages. Il peut s'agir d'un «piège à cafards», qui trompe l'utilisateur: il peut conclure un contrat en deux ou trois clics, alors qu'il ne peut le résilier que par téléphone ou par écrit. Cela peut aussi prendre la forme d'un compte à rebours, qui crée un sentiment d'urgence en suggérant qu'un produit ou un service pourrait ne plus être disponible et qu'il faut donc se décider rapidement. Cela peut être des paramètres par défaut qui sont imposés à l'internaute, ne lui donnant guère de choix.

Astuces graphiques

Autres exemples: de faux avis d'internautes sur un service, des coûts cachés pour un produit en ligne, un faux bouton «x» censé fermer une fenêtre, mais qui en ouvre une autre… Le Conseil fédéral cite aussi les formulations ambiguës, des astuces graphiques pour inciter l'internaute à cliquer à un endroit précis, des prolongations d'abonnements forcées ou encore la culpabilisation de l'internaute pour qu'il choisisse telle ou telle option.

> **Les «dark patterns» sont l'ensemble des pratiques destinées à tromper l'internaute**

Dans son postulat 22.3190, datant du 16 mars 2022, Sophie Michaud Gigon charge le Conseil fédéral de documenter le recours aux interfaces truquées et d'identifier un éventuel besoin d'adapter la législation en vigueur. Les *dark patterns* sont en effet longuement expliqués dans cette étude. «Un rapport de l'UE de 2022 montre que près de 97% des sites et des applications les plus populaires dans l'UE utilisent des interfaces truquées», écrit même le Conseil fédéral.

Mais sa réponse finale est négative, le Conseil fédéral estimant notamment la loi sur la concurrence déloyale (LCD) suffisante: «Le rapport ne met en évidence aucune nécessité d'agir à l'heure actuelle, écrivent les autorités. On ne peut pas encore mesurer l'impact que les développements juridiques internationaux auront sur la Suisse. L'efficacité des mesures prises par l'Union européenne doit tout d'abord être évaluée. Il convient donc de continuer à suivre attentivement l'évolution dans ce domaine, y compris au niveau international, afin de pouvoir réagir à temps si nécessaire.»

Contactée vendredi, Sophie Michaud Gigon ne baisse pas les bras. «C'est une victoire d'étape. La FRC a documenté et fait émerger cette problématique en Suisse. Si je me réjouis de la publication de ce rapport, la conclusion m'inquiète. Ces pratiques se multiplient et le vide juridique profite aux acteurs les plus problématiques, leur donnant d'ailleurs un avantage concurrentiel injuste. Les distorsions faites à la concurrence, au détriment des entreprises plus respectueuses de l'intérêt des consommateurs, induites par les pratiques de nombreux géants de l'e-commerce sont à prendre au sérieux.» La conseillère nationale continue son combat, avec deux interpellations et une motion lors de cette session.

«Nos lois sont toujours en retard»

Faut-il, selon elle, une loi spécifique contre les *dark patterns*? «Il faut en tout cas mieux protéger les internautes contre les abus des plateformes en ligne, donc on ne va pas couper à une régulation, même si je doute qu'elle reprenne tous les éléments du Digital Service Act européen, répond Sophie Michaud Gigon. Nos lois sont toujours en retard. Les abus sont tels que seule une régulation spécifique permettrait de corriger l'asymétrie. Les acteurs de l'e-commerce ne devraient pas pouvoir concevoir leurs interfaces dans le but de nous manipuler.» La conseillère nationale dit «avoir des doutes sur l'arsenal de la LCD pour rétablir un rapport commercial exempt de ces pratiques».

Sophie Michaud Gigon ajoute: «On touche à un problème général qui explique pourquoi une action collective est nécessaire: personne ne saisit la justice car c'est trop lourd de manière individuelle pour ce genre de problématiques.» ▬

PODCAST

IA qu'à m'expliquer, le podcast consacré à l'intelligence artificielle, revient deux fois par mois sur les dernières nouvelles dans le domaine de l'IA. Chaque épisode explore les nouveautés avec un invité, propose une revue de presse, et répond à une question d'auditeur pour démystifier cette technologie qui nous interpelle tous et toutes. Pour l'écouter, ouvrez l'appareil photo de votre téléphone, pointez-le sur ce code QR et cliquez sur le lien

COURT-CIRCUIT

Le chantage de Meta envers l'Europe est lamentable

Mark Zuckerberg renonce. Sous pression d'internautes européens, et notamment de l'ONG autrichienne None Of Your Business, sa multinationale Meta n'utilisera pas, par défaut, les données de ses clients européens pour entraîner son intelligence artificielle. Cette annonce, intervenue vendredi, ne conclut pas cette histoire, Meta cherchant toujours à négocier avec la Commission irlandaise de protection des données, agissant au nom de l'Union européenne. Surtout, Meta en profite pour effectuer un chantage ridicule envers les internautes européens.

Souvenez-vous, fin mai, Meta envoyait un e-mail aux utilisateurs européens de Facebook et Instagram: par défaut, tous leurs contenus mis en ligne seraient utilisés pour entraîner l'intelligence artificielle du groupe. A moins de remplir un formulaire compliqué pour s'y opposer – ce qui a été ensuite jugé contraire au Règlement général sur la protection des données (RGPD) par des spécialistes.

Meta renonce à ces pratiques. Mais avec une rancœur énorme. «Il s'agit d'un pas en arrière pour l'innovation européenne et la concurrence dans le développement de l'IA et de retards supplémentaires dans la mise à disposition des avantages de l'IA pour les citoyens européens», écrivait vendredi Meta, qui poursuivait: «Nous nous sommes engagés à mettre Meta AI, ainsi que les modèles qui l'alimentent, à la disposition d'un plus grand nombre de personnes dans le monde, y compris en Europe. Mais […] si nous n'incluons pas d'informations locales, nous ne pourrons offrir aux gens qu'une expérience de second ordre.»

Tant pis, pourrait-on rétorquer à Meta: si vous n'êtes pas capables de respecter les lois européennes, nous n'avons pas besoin de vos nouveaux services. De toute façon, Meta lancera tôt ou tard son IA en Europe, même sans aspirer les données de ses utilisateurs. D'autres géants de la tech, tel Google, ont eux aussi proposé des nouveaux services d'IA avec quelques semaines de retard en Europe, le temps de se conformer aux lois du continent. Et cela sans aucun dommage.

Et lorsque Meta parle d'un «pas en arrière pour l'innovation européenne», on est tenté de rire. Cela n'a aucun rapport. Cette façon de mélanger innovation et pratiques illégales est d'un goût terriblement douteux. ▬

ANOUCH SEYDTAGHIA
X @Anouch



MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE
Lundi 17 juin 2024



lever: 05h43
coucher: 21h31
1 minute de soleil en plus

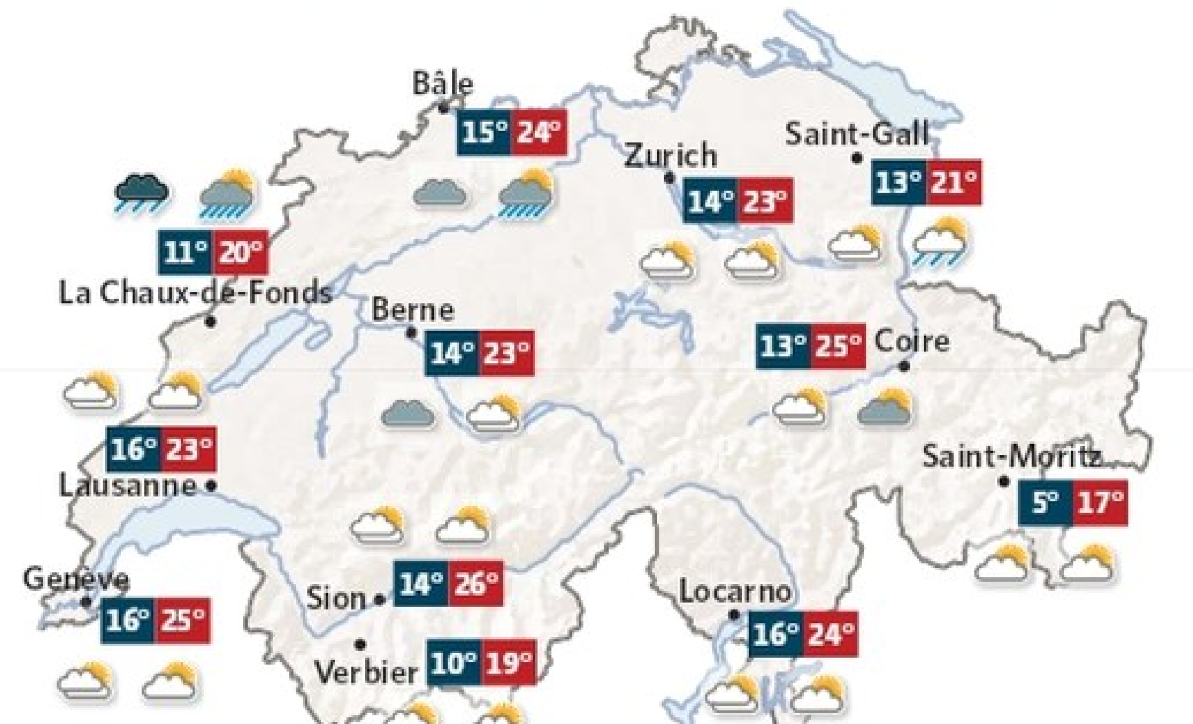
lever: 16h59
coucher: 02h41

lune croissante
taux de remplissage: 79%

Situation générale aujourd'hui à 13h

Haute pression H · Basse pression B · Isobares (hPa) · Front froid · Front chaud · Front occlus

- de -15° · -15 à -10° · -10 à -5° · -5 à 0° · 0 à 5° · 5 à 10° · 10 à 15° · 15 à 20° · 20 à 25° · 25° et +



CETTE JOURNÉE DE LUNDI débutera sous un ciel mitigé, avec un dégradé nuageux entre le Jura et les Alpes. Les nuages se montreront nombreux le long du Jura avec quelques averses locales possibles; ils seront plus dispersés en allant en direction des Alpes et laisseront un peu de place au soleil sur le Plateau, alors qu'en Valais, le soleil l'emportera largement sur les nuages. L'après-midi, le soleil se fera plus vaillant à partir du sud-ouest, mais les nuages feront de la résistance sur le Jura.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MARDI 80%		MERCREDI 80%		JEUDI 70%		VENDREDI 40%		SAMEDI 50%	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	14°	28°	17°	28°	16°	25°	15°	23°	13°	23°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	15°	30°	17°	31°	16°	25°	14°	24°	13°	25°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		2900 m	
Suisse centrale et orientale	14°	29°	17°	28°	17°	26°	16°	24°	14°	22°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		2700 m	
Sud des Alpes	18°	26°	19°	28°	20°	27°	18°	26°	17°	26°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

SEMAINES DE LA BOURSE 14.06.2024

Stoxx Eur. 50 4475.21 -0.69% | Dow Jones 38589.16 -0.15% | Brut 82.48 0.35% | €/CHF 0.9531 -0.71%

SMI 12044.59 -0.42%

13000 / 12000 / 11000 / 10000 — J A S O N D J F M A M J

Cours du SMI de 14.06.2024

GAGNANTS			PERDANTS		
Roche Hld.GS	247.60	+2.06%	Sika N	255.90	-5.54%
Holcim N	80.04	+0.08%	UBS Group N	26.92	-5.28%
Novartis	95.01	+0.06%	Kühne+Nagel	256.50	-4.50%
Givaudan	4296.00	-0.42%	Swiss Re NA	108.90	-4.18%
Swiss Life	632.20	-0.82%	Richemont	143.85	-4.16%

SPI 15993.96 -0.46%

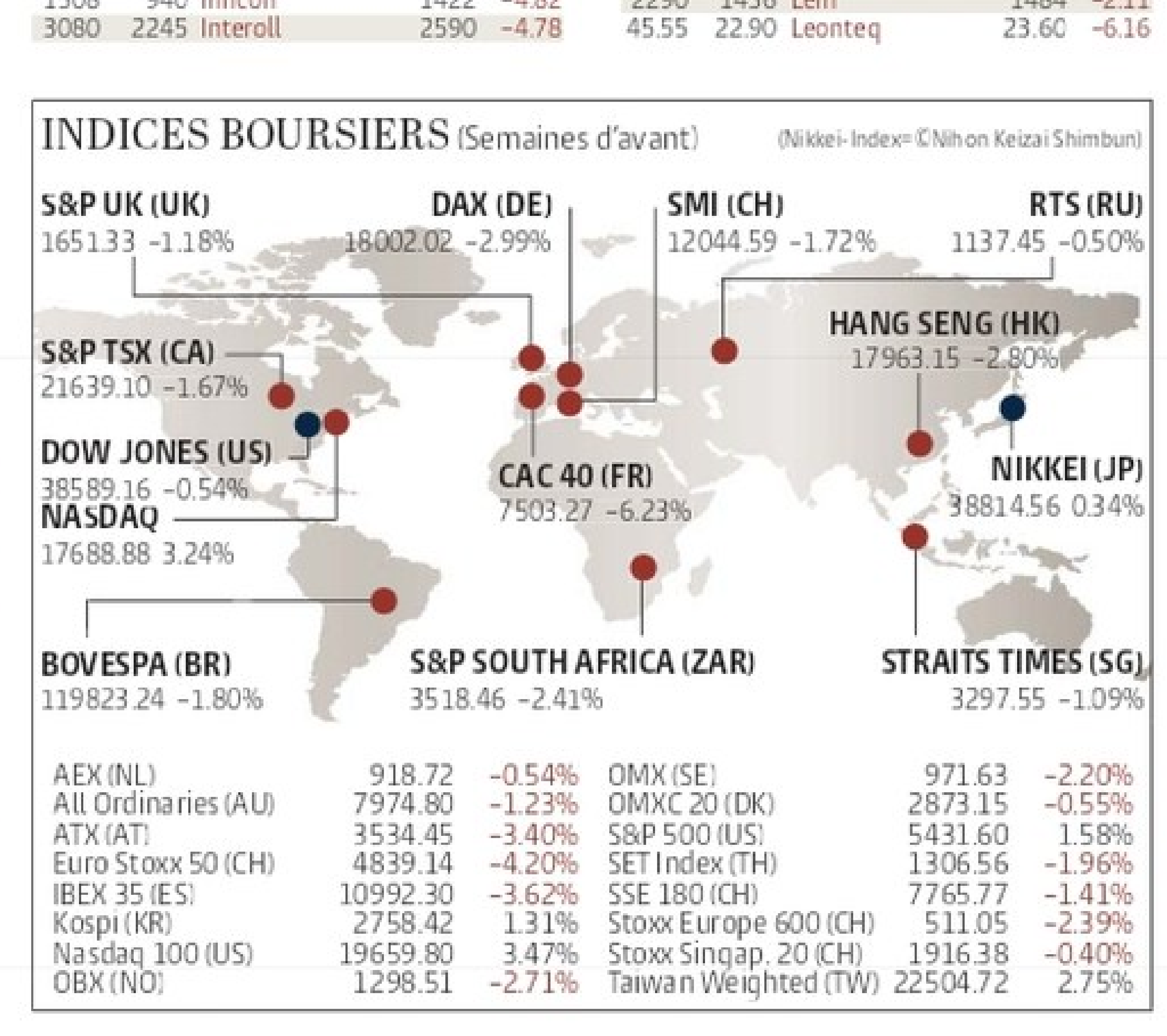
16500 / 15000 / 13500 / 12000 — J A S O N D J F M A M J

Cours du SPI de 14.06.2024

GAGNANTS			PERDANTS		
Molecular Partn.	5.96	+59.15%	Arundel NA	0.15	-30.56%
Highlight	7.00	+16.67%	Swiss Steel H.	12.80	-14.67%
Kuros Bios.	11.94	+15.25%	Idorsia	1.98	-12.91%
Comet	372.50	+7.50%	Peach Prop.	7.95	-12.83%
Arbonia NA	12.98	+4.85%	Meyer Burger	0.007	-8.75%

VALEURS SUISSES

52 semaines Haut	Bas		cours 14.06. clôture	Var. % s.d'av.
SMI				
51.78	29.13	ABB NA	49.89	-1.09
83.34	61.28	Alcon N	80.44	-2.09
571	409	Geberit NA	542	-1.56
4396	2724	Givaudan	4296	-0.42
82.44	54.34	Holcim N	80.04	0.08
302	235	Kühne+Nagel	257	-4.50
93.50	48.28	Logitech NA	88.38	-2.82
575	309	Lonza Gr.	480	-3.98
109	89.52	Nestlé NA	95.28	-2.80
95.41	79.21	Novartis	95.01	0.06
1326	787	Partners Gr.	1155	-0.90
154	103	Richemont	144	-4.16
281	213	Roche Hld.GS	248	2.06
288	207	Sika N	256	-5.54
301	206	Sonova	277	-3.99
667	510	Swiss Life	632	-0.82
117	83.10	Swiss Re NA	109	-4.18
566	487	Swisscom	496	-1.49
28.78	17.26	UBS Group N	26.92	-5.28
493	402	Zurich Ins. Gr.	471	-1.71
SPI (sans SMI)				
37.84	20.72	Accelleron	34.72	-3.66
0.26	0.04	Addex Therap.	0.07	4.84
42.23	27.84	Adecco Gr. NA	31.10	-6.55
128	85.00	Adval Tech	97.00	2.11
19.05	13.80	Aevis Vict. NA	16.05	1.90
0.77	0.40	Airesis S.A	0.00	-
162	140	Allreal NA	151	-0.26
278	175	Also Holding	272	0.37
4.34	0.92	ams-OSRAM	1.27	-6.60
226	165	APG SGA NA	201	-0.99
13.52	7.10	Arbonia NA	12.98	4.85
0.30	0.10	Arundel NA	0.15	-30.56
1.83	1.34	Aryzta NA	1.68	-4.21
12.52	7.00	Ascom NA	7.49	-4.34
2.08	1.26	Asmallworld	1.59	-
167	98.80	Autoneum H. NA	133	-4.44
45.26	29.00	Avolta	36.12	-1.37
91.65	53.95	Bachem H. NA	79.25	1.02
157	126	Bâloise NA	155	-0.26
1760	1215	Barry Callebaut	1553	-0.77
900	830	Baselland. KB	850	0.24
49.00	32.00	Basilea Pharm.	41.75	-1.07
69.60	60.80	Basler KB PS	64.20	0.31
49.80	35.35	BB Biotech	39.65	-1.00
479	369	Belimo	428	3.94
285	244	Bell Food	265	-1.67
29.30	17.00	Bellevue Gr.	17.10	-1.72
46.50	39.90	Bergb.Engelb.	41.20	-0.72
253	230	Berner KB	232	-2.52
168	122	BKW	141	-1.88
230	173	Bossard	216	-0.69
317	203	Bq. Cant. de G.	281	-2.43
66.50	49.20	Bq. Cant. de J.	60.00	1.69
113	91.85	Bq. Cant. Vaud.	94.60	-1.66
413	314	Bucher Ind.	352	-4.22
1815	1610	Bündner KB	1760	-0.28
666	436	Burckhardt	583	-6.87
101	83.00	Burkhalter	89.90	-2.28
1080	810	BVZ	1000	±0.00
660	396	Bystronic	412	-4.41
37.80	25.00	Calida Holding	30.30	-2.10
391	294	Carlo Gavazzi	312	-
76.75	60.00	Cembra Money	75.50	1.82
2.84	0.90	CI Com	0.00	-
53.40	41.70	Cicor Technol.	51.40	3.42
15.29	10.77	Clariant	13.50	-3.02
73.20	50.00	Coltene	50.40	-1.95
379	171	Comet	373	7.50
157	113	Comp. Fin.Tr.	136	-6.85
76.00	33.70	Cosmo Pharma.	72.10	-3.61
93.00	78.00	CPH	92.00	2.22
48.38	0.90	Curatis N	6.76	-0.59
215	154	Dätwyler	186	-1.38
71.55	53.95	DKSH Hold.	60.20	-1.47
102	35.16	DocMorris	58.45	-6.41
504	385	dormakaba	469	-0.21
270	190	Dottikon	255	-1.16
116	87.00	Edisun Pow.	89.00	1.71
13.74	8.80	EFG Int.	12.30	-6.11
964	820	Emmi NA	897	0.45
781	581	Ems-Chemie	733	±0.00
75.00	59.20	Epic Suisse	70.40	-2.22
6.10	0.62	Evolva Hold.	0.98	3.16
23.90	16.40	Feintool Int.	18.40	0.27
208	166	Flugh. Zürich	193	-1.23
1366	957	Forbo Hold. NA	1058	-2.40
17.25	15.20	Fund. Real	15.90	-1.24
76.20	60.00	Galderma Gr.	74.99	2.25
78.15	65.10	Galenica NA	73.65	-1.60
0.61	0.23	GAM NA	0.25	2.83
72.20	45.64	Georg Fischer	62.40	-4.29
26.20	21.00	Glarner KB N	21.20	±0.00
296	242	Grp. Minoteries	250	2.46
99.80	55.30	Gurit Hold.	55.90	-5.89
137	115	Helvetia	118	-2.72
82.00	69.40	HIAG Immo.	72.20	-0.28
15.30	4.00	Highlight	7.00	16.67
29.00	1.23	Hochdorf	7.44	-3.38
79.20	59.90	Huber+Suhner	75.70	1.75
4380	3780	Hypo Lenzburg	4160	-0.95
8.47	1.29	Idorsia	1.98	-12.91
46.65	25.75	Implenia	31.55	-6.79
18.95	16.25	Ina Invest	18.30	-0.81
1508	940	Inficon	1422	-4.82
3080	2245	Interoll	2590	-4.78
130	113	Intershop N	114	-3.54
102	89.60	Investis	98.80	-3.14
144	103	IVF Hartmann	130	±0.00
63.40	42.98	Julius Bär NA	50.60	-1.40
211	141	Jungfraubahn	189	-2.47
262	163	Kardex	237	-4.44
20.10	15.00	Klingelnb.	16.30	-1.81
248	140	Komax	141	-8.18
1.99	1.11	Kudelski	1.41	-1.05
12.74	1.25	Kuros Bios.	11.94	15.25
83.00	60.50	Landis+Gyr	74.20	-2.37
30.00	18.92	lastminute	20.00	±0.00
0.63	0.37	Leclanché NA	0.51	-6.59
2290	1436	Lem	1484	-2.11
45.55	22.90	Leonteq	23.60	-6.16
75.00	58.00	Liechten. LB	70.10	-0.43
114000	95000	Lindt & Spr.	109400	0.55
11430	9385	Lindt & Spr. PS	10750	0.09
77.30	66.10	Luzerner KB	66.20	-1.49
5.88	3.50	MCH Group N	4.75	-8.65
135	98.10	Medacta Gr.	126	-1.56
99.40	63.50	Medartis	70.70	-8.42
26.75	14.40	Medmix	15.38	-5.30
53.00	28.90	Meier Tobl.	33.00	-2.65
1740	1245	Metall Zug	1310	±0.00
0.23	0.01	Meyer Burger	0.01	-8.75
20.00	10.70	Mikron	18.20	-2.67
15.26	12.14	Mobilezone	13.92	-1.97
270	233	Mobimo	252	-1.76
7.09	3.04	Molecular Partn.	5.96	59.15
19.90	9.68	Montana A.	19.28	-1.23
11.45	4.09	Newron Pharma	9.86	-0.40
38.00	31.70	Novavest Real Est.	33.30	1.83
5.09	3.30	OC Oerlikon NA	4.86	-0.41
6.54	3.80	Orascom Dev.	4.06	-2.17
83.60	69.00	Orell Füssli	78.00	0.26
78.70	58.10	Orior	58.70	-3.45
14.42	7.50	Peach Prop.	7.95	-12.83
86.00	35.20	Perrot Duval	58.50	-
536	342	Phoenix Mec.	484	±0.00
78.00	33.30	Pierer Mob.	33.30	-5.26
319	292	Plazza	296	-1.00
34.60	14.11	PolyPeptide	32.85	1.23
78.00	63.00	Private Equity	76.60	-0.52
121	97.45	PSP	112	0.09
13.20	9.50	R&S Group	13.05	1.95
4.89	1.14	Relief Therap.	1.18	-1.67
138	74.10	Rieter	122	-4.54
305	229	Roche I	274	1.79
58.80	49.00	Romande Energie	55.60	-0.71
32.80	22.70	Sandoz	31.89	-0.90
14.62	7.14	Santhera Pha.	9.70	1.04
237	171	Schindler N	231	±0.00
243	176	Schindler PS	235	0.17
28.00	21.00	Schlatter Hold.	27.00	-3.57
709	404	Schweiter Tech.	409	-3.20
4950	3440	Schweizer NB	3900	1.30
98.60	57.50	Sensirion	74.90	-3.23
96.00	82.50	SF Urban Prop. N	90.60	-
130	88.90	SFS Group	117	-4.40
88.34	69.62	SGS	81.80	-2.50
10.90	3.50	SHL Telemed.	4.90	-2.00
950	655	Siegfried	934	0.54
25.58	15.95	SIG Group	16.06	-7.97
86.60	65.00	SKAN Group	80.50	-2.31
19.29	14.00	SoftwareONE	17.08	-0.81
1.06	0.01	Spexis	0.04	-
520	431	St. Galler KB	435	-2.03
36.28	25.55	Stadler Rail	25.80	-6.18
63.00	44.60	StarragTornos	51.50	0.98
152	97.00	Straumann	111	-5.27
126	72.30	Sulzer NA	118	-3.60
292	184	Swatch Group I	185	-1.91
55.20	36.20	Swatch N Gr.	36.60	-1.08
91.75	75.40	Swiss Pr. Site	83.40	-0.71
29.06	12.37	Swiss Steel H.	12.80	-14.67
299	158	Swissquote	280	-4.18
0.02	0.00	Talenthouse	0.00	-
392	251	Tecan	324	1.89
89.68	53.05	Temenos NA	59.90	-2.44
130	117	Thurgau. KB PS	122	-0.82
169	81.70	TX Group	156	-5.10
118	72.50	u-blox Holding	99.10	3.77
111	91.20	Valiant Hld.	102	-0.59
41.00	33.30	Varia US Prop.	34.00	-2.02
515	309	VAT Group N	498	1.59
457	413	Vaudoise	436	0.46
48.00	30.45	Vetropack N	32.45	1.88
715	550	Villars	625	±0.00
60.00	47.55	Vontobel	53.20	-0.37
97.60	80.40	VP Bank	81.80	-1.45
116	78.30	VZ Holding	110	-3.33
78.00	50.80	V-ZUG	50.80	-1.17
118	107	Walliser KB	116	0.43
1995	1610	Warteck Invest	1670	-0.30
9.56	2.80	Wisekey	3.80	0.53
51.40	31.00	XLife Sciences	32.20	-7.74
416	244	Ypsomed	402	1.77
76.20	45.20	Zehnder Gr.	54.00	-1.82
28.60	23.80	Züblin Immob.	26.00	1.56
1915	1480	Zug Estates	1760	±0.00
8580	7420	Zuger KB	8440	±0.00
180	112	Zwahlen&Mayr I	150	-



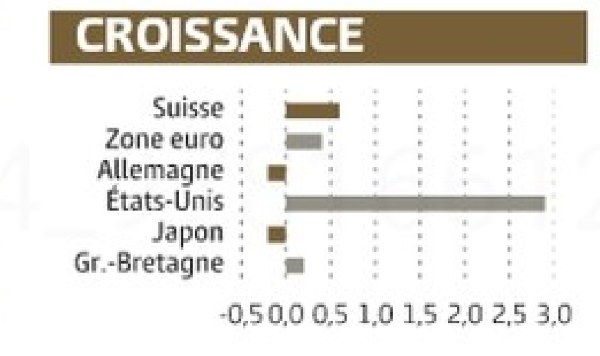
AEX (NL)	918.72	-0.54%	OMX (SE)	971.63	-2.20%
All Ordinaries (AU)	7974.80	-1.23%	OMXC 20 (DK)	2873.15	-0.55%
ATX (AT)	3534.45	-3.40%	S&P 500 (US)	5431.60	1.58%
Euro Stoxx 50 (CH)	4839.14	-4.20%	SET Index (TH)	1306.56	-1.96%
IBEX 35 (ES)	10992.30	-3.62%	SSE 180 (CH)	7765.77	-1.41%
Kospi (KR)	2758.42	1.31%	Stoxx Europe 600 (CH)	511.05	-2.39%
Nasdaq 100 (US)	19659.80	3.47%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1916.38	-0.40%
OBX (NO)	1298.51	-2.71%	Taiwan Weighted (TW)	22504.72	2.75%

ACTIONS NON COTÉES

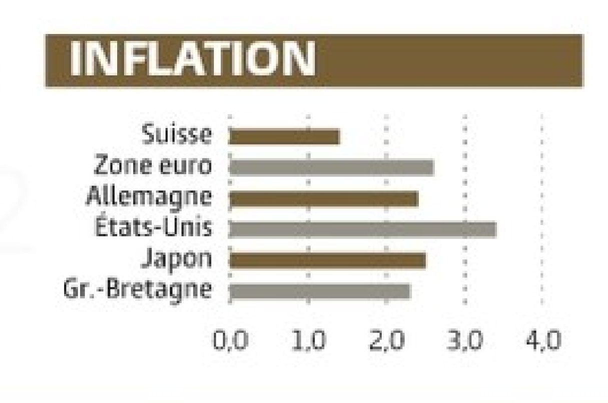
Titre	Demande	Offre
acrevis Bank N	1410	1445
Alpha Rheintal Bank	660,00	675,00
Arosa Bergbahnen	104,00	114,00
Auto AG Rothenburg	451,00	461,00
Aventron	10,75	11,80
Bad Schinznach	1960	2000
CKW	375,00	405,00
Bank Leerau	410,00	-
Bank SLM N	1900	1925
BBO Bank Brienz-Oberhasli	175,00	194,00
Beau-Rivage Palace SA	230,00	240,00
Bernerland Bank	460,00	462,00
Biene-Bank im Rheintal	253,00	472,00
Caran d'Ache, Genève B	28000	-
Casino de Montreux	1850	2000
Cendres+Métaux, Biel	5600	5900
Cham Group	495,00	504,00
Chemholding N	16600	-
Clientis Bank Aareland N	1750	2055
Clientis Bank Oberuzwil	800,00	-
Clientis EB Entlebucher	224,00	-
Clientis Sparkasse Oftringen	2060	2110
Congress Centre Kursaal	306,00	325,00
Crédit Mutuel de la Vallée	68,00	100,00
Dolder Hotel, Zürich	1700	1925
Energ Elec du Simplon E.E.S.	700,00	850,00
Energie Zürichsee	1710	1780
Eniwa	1000	1050
Erspamiskasse Affoltern	2100	2450
Espace Real Estate	172,00	173,00
EW Jona-Rapperswil, Jona	5250	5325
Gondrand N	160,00	185,00
Griesser	805,00	815,00
Griston Holding	2705	2950
Holdigaz, Vevey	139,00	142,00
Immobiliare Pharmapark N	2750	2995
Konkordia N	7320	8500
Lagerhäuser der Centrals.	21000	22500
Loeb	230,00	242,70
Montana Tech N	5,25	6,20
Montreux-Berner Oberl. Bahn	4,05	6,00
Neue Zürcher Zeitung	5200	5290
Parking des Alpes	30,00	50,00
Plaston Holding	3175	3400
Ports Francs et Entrepôts de G	950,00	-
Reussegg N	83,00	150,00
Repower N	171,00	172,00
sitEx Properties	129,00	130,00
Spar + Leihkasse Gürbetal N	4650	4900
Spar- und Leihkasse Buch.	7550	7700
Spar- und Leihkasse Frutigen	2430	2480
Spar+Leihkasse Riggisberg	6705	7200
SSE Holding N	4300	4379
Stadtcasino Baden	460,00	488,00
Survretta-Haus	26050	32000
Thermalbad Zurzach N	266,00	270,00
Toggenburg Bergbahnen N	246,00	259,00
Usines Metallurgiques de V.	5300	5350
Weleda	4150	4190
Welinvest, Basel	3075	3120
Weiss & Appetito	324,00	330,00
WWZ N	950,00	969,00
Zermatt Bergbahnen	460,00	480,00

Source Berner KB, Lienhardt & Partner PB

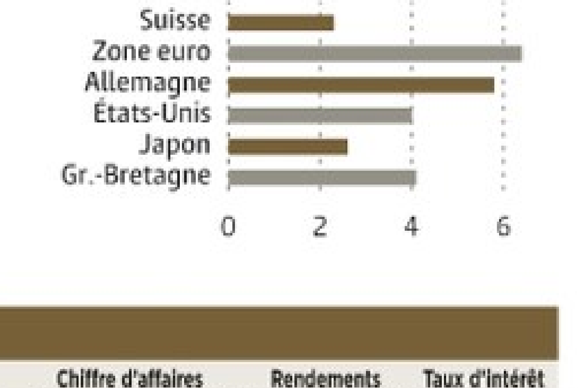
CROISSANCE



INFLATION



CHÔMAGE



ÉCONOMIE

Pays	Croissance du PIB* dernier	Croissance du PIB* Forecast	Production industrielle*	Chômage **	Inflation** dernier	Inflation** Forecast	Chiffre d'affaires du commerce de détail**	Rendements obligations d'État	Taux d'intérêt Réel
Suisse	0,60 (03.24)	2,80 (07.24)	-3,10 (03.24)	2,30 (05.24)	1,40 (05.24)	2,10 (07.24)	-1,80 (05.24)	0,83 (06.24)	-0,57 (03.24)
Zone euro	0,40 (03.24)	3,60 (07.24)	-3,00 (04.24)	6,40 (04.24)	2,60 (05.24)	2,90 (07.24)	-5,70 (04.24)	2,60 (06.24)	0,03 (03.24)
Allemagne	-0,20 (03.24)	3,00 (07.24)	-3,90 (04.24)	5,80 (05.24)	2,40 (05.24)	2,70 (07.24)	-3,30 (04.24)	2,62 (06.24)	0,22 (03.24)
France	1,10 (03.24)	3,30 (07.24)	0,89 (04.24)	7,50 (03.24)	2,20 (05.24)	2,70 (07.24)	-6,80 (04.24)	3,11 (06.24)	0,91 (03.24)
Gr.-Bretagne	0,20 (03.24)	3,60 (07.24)	-0,40 (04.24)	4,40 (04.24)	2,30 (04.24)	2,90 (07.24)	1,10 (04.24)	4,35 (06.24)	2,05 (03.24)
Italie	0,60 (03.24)	3,60 (07.24)	-2,90 (04.24)	6,90 (04.24)	0,80 (05.24)	2,60 (07.24)	-5,90 (04.24)	3,96 (06.24)	3,16 (03.24)
Japon	-0,20 (03.24)	3,60 (07.24)	-1,80 (04.24)	2,60 (04.24)	2,50 (04.24)	2,60 (07.24)	2,40 (05.24)	0,97 (06.24)	-1,53 (03.24)
États-Unis	2,90 (03.24)	4,30 (07.24)	-0,40 (04.24)	4,00 (05.24)	3,30 (05.24)	4,80 (07.24)	2,20 (05.24)	4,42 (06.24)	1,20 (03.24)

Chiffres en pourcentage, * trimestriels sur une base annuelle ** mensuels sur une base annuelle

Suisse 10 ans Bonds 0.85 +0.07

1,25 / 1,00 / 0,75 / 0,50 — J A S O N D J F M A M J

Allemagne 10 ans Bonds 2.349 -0.274

3,60 / 3,00 / 2,40 / 1,80 — J A S O N D J F M A M J

Gr.-Bretagne 10 ans Bonds 4.129 -0.225

5,00 / 4,50 / 4,00 / 3,50 — J A S O N D J F M A M J

États-Unis 10 ans Bonds 4.2054 -0.216

5,00 / 4,50 / 4,00 / 3,50 — J A S O N D J F M A M J

OBLIGATIONS

Nom	Taux d'intérêt	Échéance	dernier cours	% debut de l'année	volume échangé
OBLIGATIONS SUISSES					
Confédération					
Conféd.	1.5	24.07.25	100.64	0.06	914000
Conféd.	0	22.06.29	96.19	0.24	1250000
Conféd.	1.25	28.05.26	100.75	0.109	446000
Conféd.	3.5	08.04.33	122.95	1.11	0
Conféd.	2	25.06.64	151.25	6.021	100000
Conféd.	0	26.06.34	91.93	1.973	0
Conféd.	2.5	08.03.36	118.28	2.626	0
Conféd.	0.5	27.05.30	98.56	0.293	15000
Conféd.	0.25	23.06.35	94.00	2.772	0
Conféd.	1.25	27.06.37	104.92	3.531	0
Conféd.	1.25	28.06.43	108.42	3.498	0
Conféd.	0.875	22.05.47	102.85	0.00	0
Conféd.	3.25	27.06.27	107.20	1.116	207000
Conféd.	1.5	30.04.42	110.43	5.267	0
Conféd.	0.5	24.05.55	94.00	7.843	0
Conféd.	4	08.04.28	111.88	1.314	107000
Conféd.	0.5	30.05.58	94.25	7.598	0
Conféd.	0.5	28.06.45	93.91	6.09	0
Conféd.	0	24.07.39	87.81	4.158	0
Cantons, Villes et Communes					
Basel-Landschaft, Kanton	1	30.03.27	99.75	0.25	20000
Genf, Kanton	1.5	28.05.27	100.45	0.446	0
Kanton Bern	2.25	20.04.26	101.70	0.925	0
Lausanne, Stadt	1.578	01.03.78	107.30	0.00	0
Lugano, Stadt	0.625	01.09.25	99.13	0.38	0
St. Gallen, Stadt	0.14	16.09.44	81.10	11.78	100000
St. Gallen, Stadt	1.25	08.03.27	100.10	0.00	0
Banques cantonales					
Bank Julius Bär	2.375	04.04.31	101.25	0.00	0
Bank Julius Bär	0.125	27.04.28	93.80	0.86	150000
Cembra Money Bank	0.152	14.10.26	97.05	1.20	215000
Cembra Money Bank	2.215	05.02.30	101.20	0.00	0
Migrosbank	2.5	26.09.33	105.85	0.89	100000
Migrosbank	2.25	26.09.28	102.35	1.015	305000
Raiffeisen	2.118	14.05.32	101.30	0.00	100000
Etabl. de prêts hypotécaires					
Pfandbriefbank	0.125	06.09.28	95.00	0.105	0
Pfandbriefbank	1.5	15.12.25	100.31	0.62	0
Pfandbriefbank	1.625	28.01.39	102.80	0.00	0
Pfandbriefbank	2.625	14.02.31	108.38	0.276	150000
Pfandbriefbank	0.375	26.01.26	98.46	0.48	0
Pfandbriefzentrale	1.625	07.04.26	100.33	0.268	0
Pfandbriefzentrale	1.4	06.11.34	99.56	0.00	0
Pfandbriefzentrale	1.45	07.12.33	99.48	0.00	0
Pfandbriefzentrale	0.125	02.12.24	99.37	0.66	0
Centrales d'émissions					
EGW	0.125	27.05.25	98.76	0.38	0
EGW	1.25	15.06.27	100.10	1.83	0
EGW	1.125	24.09.29	99.20	0.51	0
EGW	1.375	27.03.28	100.20	0.65	0
EGW	0.375	27.05.30	95.15	0.834	0
EGW	0.75	24.09.24	99.33	0.131	0
Sociétés financières					
Allreal Holding AG	0.6	15.07.30	93.50	1.14	0
Allreal Holding AG	0.4	26.09.29	92.75	0.92	0
Allreal Holding AG	2.1	04.04.31	101.00	0.00	550000
Mobimo Holding AG	0.25	19.03.27	96.55	1.05	210000
Swiss Prime Site Finance AG	1.8	01.03.30	99.75	0.00	350000
Swiss Prime Site Finance AG	0.375	30.09.31	90.20	0.33	0
Swiss Prime Site Finance AG	0.375	11.02.28	95.95	1.32	5000
Swiss Prime Site Finance AG	0.5	03.11.25	98.38	0.13	355000
Energie					
Alpiq Holding AG	1.625	30.05.25	99.73	0.02	890000
Axpo Holding AG	0.25	04.02.25	99.06	0.71	0
Axpo Holding AG	3.125	26.02.25	100.95	0.503	0
Axpo Holding AG	2	15.09.26	100.85	0.099	30000
BKW AG	0.875	27.04.26	98.70	0.00	0
BKW AG	0.25	29.07.27	96.40	0.155	20000
Repower	2.55	09.12.24	100.40	0.417	0
Swissgrid AG	1.625	30.01.25	100.12	0.04	0
Industrie					
Barry Callebaut	2.05	17.05.30	100.45	0.00	390000
Barry Callebaut	1.8	15.05.26	100.15	0.00	345000
Barry Callebaut	1.95	24.01.28	100.40	0.00	275000
Barry Callebaut	2.3	23.01.32	100.65	0.00	370000
Bell Food Group	0.625	24.03.25	99.33	0.74	265000
Bobst Group SA	2.545	31.01.29	101.05	0.00	755000
Clariant AG	2.75	28.03.31	102.90	0.00	965000
Dätwyler	1.7	30.10.29	100.55	0.00	585000
GF	0.95	25.03.30	96.05	1.05	220000
Kudelski	1.5	27.09.24	89.00	24.53	50000
Lonza Swiss Finanz AG	2.1	12.09.29	101.55	0.975	15000
Nestlé	1.375	30.11.28	100.10	0.00	390000
Novartis	0.25	13.05.25	99.17	0.87	20000
Roche Kapitalmarkt	0.5	25.02.27	97.95	0.051	10000
SGS AG	2.3	17.11.31	104.30	0.856	475000
TEMENOS	1.5	28.11.25	97.95	1.26	390000
TEMENOS	2.85	11.10.28	97.70	4.869	255000
OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES					
Etats et Municipalités					
Manitoba	1.522	16.05.34	99.50	0.00	0
New Brunswick	0.25	19.01.29	94.25	0.58	0
Ontario	0.05	12.05.33	88.05	2.003	0
Province of Quebec	1.368	26.04.34	100.05	0.00	140000
Province of Quebec	0.03	18.06.31	90.75	0.657	0
Province of Quebec	2.04	09.05.33	105.70	0.891	0
Republic of Slovakia	1.915	10.05.34	100.20	0.00	350000
Republic of Slovakia	1.522	10.05.28	99.65	0.00	600000
Transports					
Hyunday Capital Services	0.26	11.02.25	99.17	1.05	105000
Hyunday Capital Services	2.748	11.05.26	101.50	0.927	140000
Hyunday Capital Services	3.033	01.02.28	103.85	0.336	430000
Hyunday Capital Services	1.878	14.06.27	100.20	0.595	150000
Korea Railroad Corp	0	19.11.24	99.32	0.95	0
SNCFM	0.227	18.06.30	92.30	1.389	0
SNCFM	1.985	28.06.33	103.85	0.384	50000
Emprunts supranationaux					
CABEI	0.17	29.09.31	88.30	0.91	0
Corporacion Andina de Fomento	0.5	26.02.26	98.00	0.72	5000
EIB	1.5	02.08.24	100.01	0.11	0
EIB	1.625	04.02.25	100.24	0.279	195000
FONPLATA	2.593	15.11.27	101.30	0.00	10000
FONPLATA	0.556	03.09.26	96.15	2.94	0
Banques et sociétés financières					
Banco Santander S.A.	0.31	09.06.28	94.80	0.58	0
Banco Santander S.A.	2.395	16.02.29	101.00	0.00	0
Bank of America	0.253	12.06.26	97.60	0.98	25000
Bank of America	0.423	23.11.29	93.75	0.81	305000
BPCE	2.045	15.03.32	100.30	0.00	400000
BPCE	2.288	15.03.29	100.80	0.00	200000
CAIXABANK	2.175	19.03.30	100.85	0.00	0
Canadian Imperial Bank of Com	0.05	15.10.26	96.30	0.36	0
Citigroup Inc.	0.5	01.11.28	95.25	1.38	50000
Credit Agricole S.A.	2.507	27.04.27	102.25	0.438	0
Deutsche Bank	0.8	07.02.25	99.42	0.75	400000
Goldman Sachs Group Inc.	0.4	11.05.28	95.85	1.75	50000
Lloyds Banking Group plc	0.603	09.02.29	94.25	1.13	0
Macquarie Group Limited	1.285	11.09.29	97.45	0.00	20000
National Australia Bank	2.201	12.04.29	102.85	1.248	0
New York Life Funding	1.875	07.05.32	101.20	0.00	280000
New York Life Funding	0.125	11.09.29	92.25	0.054	0
Scotiabank	0.303	30.07.31	91.00	0.72	50000
Societe Generale	0.333	29.11.28	93.70	0.92	255000
Svenska Handelsbanken AB	1.25	24.05.27	99.55	0.50	25000
SWEDBANK AB (publ)	2.772	13.06.28	103.70	1.12	200000
Toronto-Dominion Bank	2.203	31.01.28	101.25	0.687	0
Industrie					
AT&T	1.375	04.12.24	99.90	0.24	1060000
Coca-Cola	1	02.10.28	99.30	0.351	295000
EQUINIX EUROPE 1 FINANCING COR	2.875	12.09.28	103.15	0.722	650000
Gategroup Finance (Luxembourg)	3	28.02.27	87.50	26.17	70000
Glencore Finance Ltd	0.35	10.09.25	98.29	0.55	250000
Teva Pharmaceutical Finance IV	1	28.07.25	97.71	0.89	200000
Thermo Fisher Scientific Inc.	1.84	08.03.32	101.35	0.00	340000
Verizon	0.193	24.03.28	94.80	0.37	125000
Verizon	0.555	24.03.31	93.55	0.65	105000
Volkswagen Financial Serv.N.V.	2.208	12.02.27	100.80	0.00	370000
Volkswagen Financial Serv.N.V.	2.493	12.02.30	102.00	0.00	0

EXPLICATIONS: les prix des actions et des obligations de la bourse suisse ; * = dernier prix mentionné ; **GS** = bons de participation ; **I** = actions au porteur ; **NA** = actions nominatives ; **PS** = bons de participation ; **le bas/haut sur 52 semaines** se réfère uniquement aux transactions boursières.

cours 14.06.2024 / 22.16 h CE(S)T cours sans garantie. Source Infront

Lundi Finance

15%

LA SNCF PROMET QUE L'OFFRE DE PLACES dans les TGV croîtra de 15% d'ici dix ans en France, grâce en particulier à l'augmentation du nombre de trains à bas coûts Ouigo, selon le PDG de SNCF Voyageurs, Christophe Fanichet, qui s'exprimait dans «La Tribune Dimanche».

GABRIEL ATTAL

Le premier ministre français envisage, en cas de victoire du camp présidentiel aux élections législatives, une taxe sur les rachats d'actions qui financera un «fonds de rénovation énergétique» pour les classes «moyennes et populaires».



220 millions

LE GROUPE SAFRAN a remporté des enchères à hauteur de 220 millions d'euros pour acquérir la PME française Preligens, qui aide les secteurs de la défense et du renseignement à interpréter des images de satellites grâce à l'intelligence artificielle.

SMI 12 044,59 -0,42%	↓	Dollar/franc	0,8912	↓
		Euro/franc	0,9532	↓
Euro Stoxx 50 4839,14 -1,95%	↓	Euro/dollar	1,0696	↓
		Livre st./franc	1,1302	↓
FTSE 100 8146,86 -0,21%	↓	Baril Brent/dollar	82,77	↑
		Once d'or/dollar	2328	↑

La biodiversité, un enjeu pour les PME

ENVIRONNEMENT Les grandes entreprises ne sont pas les seules à devoir expliquer leur impact sur la biodiversité. Sous certaines conditions, en Europe comme en Suisse, leurs fournisseurs doivent également livrer des données, y compris s'il s'agit de PME

SÉBASTIEN RUCHE
𝕏 @sebruche

En Europe comme en Suisse, les grandes entreprises doivent publier dès cette année des rapports en lien avec l'environnement. Des seuils sont à respecter: seules les sociétés avec plus de 500 employés et 40 millions de francs de chiffre d'affaires sont concernées par l'ordonnance du Conseil fédéral qui définit ces exigences. Les entreprises suisses qui détiennent des opérations significatives dans l'Union européenne entrent aussi dans le cadre de la directive européenne sur la transmission de données concernant la durabilité des entreprises, la CSRD. Mais des sociétés plus modestes – des grosses PME par exemple – doivent aussi communiquer sur leur empreinte sur la biodiversité ou devront le faire prochainement, pour plusieurs raisons.

La première est française et s'appelle l'article 29 de la loi énergie-climat. «Ce texte publié en 2021 demande aux investisseurs d'évaluer l'empreinte climat et biodiversité sur l'ensemble de leur portefeuille, ainsi que les risques qui leur sont associés», résume Fanny Bancourt, consultante en stratégies RSE (Responsabilité sociale des entreprises) et biodiversité chez BL évolution. Cette exigence s'applique pour l'ensemble des investisseurs à partir de 500 millions d'euros sous gestion, si bien que toute entreprise ayant un actionnaire dans cette catégorie peut recevoir des demandes concernant son impact sur la biodiversité.

Des sociétés doivent déjà répondre à ces questions, «la pression qui s'ensuit est même plus forte que celle générée par les attentes de transparence de la part des clients», précise la consultante. Car les intermédiaires financiers sont montés en compétence, «ils ont compris les notions d'impact, d'empreinte, de dépendance ou de risque vis-à-vis de la biodiversité, et posent des questions plus pointues».

Questions plus pointues

Pour les entreprises questionnées, il ne s'agit pas seulement de dévoiler leur plan d'action en faveur de la biodiversité, «dans le secteur agricole, on évolue par exemple vers des questions sur l'existence de dispositifs de réduction des produits phytosanitaires et des quantités d'azote ou sur la conversion des sols générée; dans les services, un investisseur pourra chercher à savoir si une société en portefeuille a mis en place des dispositifs pour lutter contre l'impact de la production des équipements numériques», détaille Fanny Bancourt.

Côté suisse, des entreprises seront effectivement concernées, par un effet en cascade, enchaîne Olivier Schär, consultant en entreprise et biodiversité basé à Gimel (VD). Les intermédiaires financiers soumis à cet article 29 devront remplir des exigences en deux phases. «Après avoir évalué l'empreinte de leur portefeuille sur la biodiversité, ils devront lancer un dialogue avec les entreprises concernées afin d'améliorer cette empreinte.» On parle alors d'«engagement», un anglicisme largement utilisé en finance durable.

Un exemple concret serait un fonds d'investissement français investi dans des valeurs suisses comme Nestlé ou Holcim, à qui ils devront demander des informations sur l'origine des ingrédients ou des matériaux qui entrent dans la composition de leurs produits finaux. Les entreprises suisses concernées doivent donc à leur tour fournir des données obtenues auprès des fournisseurs qui apparaissent sur leurs chaînes de valeur.

Eviter l'exclusion

Pour les entreprises, les enjeux se situent également du côté de l'accès aux capitaux. «Il est très probable que des investisseurs comme des fonds, des banques ou des assureurs pourront vouloir arrêter de financer les entreprises liées à la déforestation ou à d'autres enjeux de biodiversité. On pense aux exploitants forestiers, mais les acteurs de l'agroalimentaire pourront être exclus de la même façon, par exemple s'ils utilisent du soja non certifié ou du poisson pêché en eaux profondes selon des méthodes décriées, ou si des produits proviennent de régions proches de zones à protéger», reprend la consultante française Fanny Bancourt.

Selon elle, nous nous trouvons «au début de l'écrémage: la collecte des informations s'effectue actuellement et l'étape suivante consistera à faire du tri dans un portefeuille, par exemple en ne conservant que les sociétés qui affichent les meilleures pratiques.» Les intermédiaires financiers, eux, doivent comprendre que la biodiversité engendre aussi des risques économiques et financiers, qu'il faut comprendre et traiter. Pour une entreprise du secteur du bâtiment, la perte de biodiversité peut se traduire par une exposition accrue aux aléas naturels, des problèmes d'approvisionnement en eau ou des complications sur la chaîne logistique.



(HILMI TUNAHAN KARAKAYA/ANADOLU VIA GETTY IMAGES)

> «Les investisseurs pourront vouloir arrêter de financer les entreprises liées à la déforestation»
>
> FANNY BANCOURT, CONSULTANTE EN BIODIVERSITÉ

Et donc des retards sur les chantiers, des revenus moindres et des performances inférieures pour les investisseurs. Les acteurs de la finance y trouvent une façon d'améliorer leur image et d'éviter de subir des boycotts.

Sur toute la chaîne de valeur

Une autre raison pour laquelle des PME doivent s'intéresser à leur empreinte sur la biodiversité s'appelle la CSRD, la directive européenne qui encadre la transmission de données sur la durabilité des entreprises. Si des entreprises suisses sont des fournisseurs de clients touchés par ce texte en vigueur depuis le 1er janvier 2024, elles devront identifier les impacts sur la biodiversité sur toute leur chaîne d'approvisionnement, «surtout si elles figurent parmi les principaux fournisseurs et si elles produisent des biens, par opposition à des services», précise Fanny Bancourt, de BL évolution.

L'impact des pratiques d'une entreprise devra également être décrit, par exemple concernant la consommation d'eau des fournisseurs importants ou le recours à certains polluants, «parfois avec des exigences qui dépassent la réglementation en vigueur, afin de répondre aux meilleures pratiques du marché», ajoute la spécialiste française. Le niveau d'obligations pour les entreprises progressera avec le temps, puisque d'ici trois ans, les PME de plus de 250 employés seront aussi concernées. «La CSRD va accélérer ces processus car elle demande d'analyser ces impacts sur les opérations directes, mais aussi sur l'intégralité de la chaîne de valeur», résume-t-elle.

Le texte européen ne couvre pas la seule biodiversité mais tous les enjeux de la durabilité (consommation d'eau, droits humains, conditions des employés, climat etc.). Pour la Suisse, un enjeu important risque de concerner les matières premières, puisque le pays héberge de nombreux acteurs du secteur, qu'il s'agisse d'entreprises extractives ou de négociants, reprend Olivier Schär: «Une banque française détenant une participation dans un important négociant de matières premières établi en Suisse devra collaborer et ce dernier devra recevoir des données sur la façon dont ces matières sont produites de la part des sites de production qu'il possède ou de ses fournisseurs.»

Cette directive européenne s'applique aux entreprises suisses selon leurs liens avec l'Union européenne ou selon des seuils de chiffre d'affaires réalisés sur le Vieux-Continent. Une société ayant son siège en Suisse, détenant des filiales à 100% dans un pays européen et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 40 millions d'euros devra publier un rapport en 2025, portant sur des données de 2024. Une entreprise suisse sans filiale européenne mais qui vend pour au moins 150 millions d'euros par an en zone euro devra effectuer un «reporting» dès 2028. Ce genre de revenus est typiquement généré par une PME de 500 employés, sachant que l'Union européenne est le premier marché d'exportation des entreprises suisses.

Double matérialité

En pratique, ces rapports devront reposer sur une analyse dite de double matérialité, c'est-à-dire rendant compte à la fois de l'impact d'enjeux environnementaux et sociaux sur les résultats d'une entreprise mais aussi des conséquences de l'activité de cette société sur l'environnement ou la société. «Avec le plus souvent la nécessité de rendre compte de l'empreinte dite de scope 3, qui regroupe celles de ses fournisseurs; c'est le cas en matière de climat, d'eau ou de biodiversité», précise encore Olivier Schär.

Dans quelle mesure ces exigences occasionneront-elles un travail considérable pour les entreprises concernées? La question principale concerne la traçabilité des matières utilisées par les entreprises, qui devront savoir où elles sont produites, éventuellement à proximité de zones protégées, avec ou sans plan de gestion de la consommation d'eau ou encore grâce à quelles sources d'énergie. «Un fournisseur devra donc décrire d'où il obtient ses matières premières, comment elles sont transformées, par qui, et l'entreprise qui acquiert ses produits devra ensuite étendre ses bonnes pratiques à toute sa chaîne de valeur», résume notre interlocuteur. Un bémol toutefois: les sociétés concernées ne sont pas tenues d'atteindre les objectifs de ces standards dès la première année, mais disposent de deux ou trois ans pour cela.



NANNETTE HECHLER-FAYD'HERBE
RESPONSABLE DE LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT, DURABILITÉ ET RECHERCHE, LOMBARD ODIER

Un œil sur la place

La politique aux commandes du cycle économique

Pour les investisseurs, une nouvelle réalité prend forme dans un monde fracturé. Les banques centrales s'adaptent ou réagissent désormais aux implications des décisions (géo)politiques. Les logiques commerciales ont cédé la place aux logiques politiques. Il en résulte une redéfinition non seulement du commerce international et des chaînes de valeur dans l'économie réelle, mais aussi du paysage d'investissement.

C'est pourquoi il est désormais essentiel, pour les décisions d'investissement, de suivre de près le calendrier politique et ses implications. Le ton sera donné à l'occasion du premier débat entre les candidats au scrutin présidentiel américain, le président actuel Joe Biden et l'ancien président Donald Trump, le 27 juin.

Les marchés seront attentifs aux implications des intentions de Donald Trump pour le déficit budgétaire américain ainsi que pour l'inflation des salaires – et donc des services. Des deux candidats, c'est Donald Trump qui incarne le changement de politique.

En particulier, si ses projets de réduction de l'impôt sur les sociétés, en partie couverts par des hausses de droits de douane sur les importations, ne s'accompagnent pas de coupes dans les dépenses publiques et conduisent à un creusement des déficits budgétaires ainsi qu'à une accélération de l'augmentation de la dette publique, les rendements réels et nominaux des bons du Trésor américain pourraient connaître un regain de volatilité.

Conséquence pour la Fed

Si ses plans de lutte contre l'immigration clandestine devaient conduire, ne serait-ce que de manière transitoire, à un resserrement du marché du travail, à une nouvelle hausse des salaires et à une augmentation de l'inflation des services, il en résulterait une plus grande volatilité des taux d'intérêt.

En effet, les marchés s'attendraient alors à ce que la Réserve fédérale ne soit pas en mesure d'entamer son cycle de réduction des taux, mais doive plutôt s'orienter vers une politique plus restrictive.

Pour les investisseurs, la fin du mois de juin est donc une période à surveiller de près. Les élections en Afrique du Sud, au Mexique et en Inde ont déjà montré l'impact des résultats surprises sur les marchés. Dans les économies avancées, la France se prépare aux élections législatives alors que la campagne pour les élections générales bat son plein au Royaume-Uni, où le parti travailliste semble bien positionné pour former le prochain gouvernement.

Dans un monde fracturé, où la politique reprend le dessus, la diversification régionale des actifs financiers fait face à de nombreux obstacles. Les investisseurs doivent réfléchir sérieusement à l'opportunité et à la manière de s'exposer à certaines régions. Par exemple, les flux d'investisseurs internationaux se sont détournés des actifs chinois face à une relance atone après la pandémie et restent méfiants à l'égard de l'embellie sur le marché des actions chinois.

> **Dans un monde fracturé, où la politique reprend le dessus, la diversification régionale des actifs financiers fait face à de nombreux obstacles**

Il en résulte que la diversification des portefeuilles se poursuit à d'autres niveaux, notamment parmi les différentes classes d'actifs. Une tendance qui a notamment renforcé la place des actifs alternatifs, y compris les actifs non cotés, dans les stratégies multi-actifs. De nombreuses entreprises parmi les plus innovantes choisissent de rester en mains privées beaucoup plus longtemps qu'auparavant. L'absence d'inclusion des actifs non cotés dans les portefeuilles revient à fermer la porte à des opportunités d'investissement attractives qui ne seraient pas disponibles autrement – pour autant que les conditions inhérentes à cette classe d'actifs soient compatibles avec le profil de l'investisseur.

Un nouveau super-cycle des matières premières?

Dans un monde fracturé et moins enclin à la coopération, un accès sûr et fiable aux ressources naturelles joue un rôle essentiel, d'autant plus que les prélèvements sur ces ressources seront plus importants pendant un certain temps, les responsables politiques accélérant la transition vers une économie à zéro émission nette résiliente.

Les marchés des matières premières connaissent donc de grands bouleversements. La demande de métaux précieux, l'or en particulier, a changé structurellement, certaines banques centrales ayant repris leurs achats de métal jaune. La performance de l'or sur l'ensemble de la période 2022-2024 a été impressionnante, en dépit de la hausse des rendements réels aux Etats-Unis et de la vigueur du dollar, qui auraient normalement mis l'or en difficulté.

La raison est l'achat d'or par les banques centrales, qui a émergé depuis le précédent créé lorsque les réserves de la banque centrale russe ont été gelées par les pays occidentaux en réponse à la guerre en Ukraine. Le cuivre est également confronté à une nouvelle demande structurelle qui devrait être soutenue par l'électrification de l'économie mondiale dans le cadre de la transition vers une économie zéro émission nette. ▬



ADRIEN PICHOUD
CHEF ÉCONOMISTE DE LA BANQUE SYZ

Au cœur des marchés

Retour du risque financier en Europe

L'écart de taux d'intérêt avec l'Allemagne qui augmente, les actions des banques qui décrochent, la prime de crédit des obligations financières en hausse, le franc suisse qui s'apprécie contre l'euro… Cela ne vous rappelle rien?

Fort heureusement, ces mouvements observés sur les marchés la semaine dernière, principalement en France, ne sont, pour l'instant, absolument pas comparables à la peur panique qui s'était emparée des marchés européens en 2011-2012. La zone euro était alors au bord de l'explosion, la Grèce faisait défaut et devait subir un plan d'austérité sans précédent pour rester dans l'union monétaire, bientôt suivie par le Portugal, l'Irlande et l'Espagne. Heureusement, nous sommes loin d'en être là.

Toutefois, les élections européennes ont délivré un message essentiel qui, s'il ne peut complètement surprendre tant il s'inscrit dans une tendance déjà amorcée de longue date, se trouve explicitement «quantifié». Les électeurs sont de plus en plus attirés par les partis anti-establishment, populistes et d'extrême droite, qui détiendront désormais environ 25% des sièges au Parlement européen. En France, cette poussée a même déclenché des élections nationales anticipées.

Différent des années 2010

La réaction des marchés financiers à ces résultats, peut-être épidermique, illustre en fait le risque économique que fait planer cette tendance de fond dans les démocraties européennes. Si les symptômes évoqués ci-dessus et certaines causes de ce retour du risque souverain en Europe rappellent ceux de la crise des années 2010, les racines en sont sensiblement différentes.

Il est vrai que, comme il y a 14 ans, les inquiétudes des investisseurs sont légitimes sur le niveau de l'endettement public. Mais la crise de 2010 trouvait aussi racine dans les failles d'une union monétaire européenne encore jeune, pas suffisamment équipée en mécanismes de gestion de crise financière. Depuis lors, ces mécanismes ont été sensiblement renforcés, du côté de la BCE et des régulations financières. Ils permettent de mieux gérer les épisodes de stress du système, comme éprouvé lors de la crise du covid.

A l'inverse, les racines d'une possible nouvelle crise des dettes publiques en Europe pourraient désormais se trouver au cœur même de la démocratie. La baisse du pouvoir d'achat ces quatre dernières années est vécue comme une véritable crise par un nombre croissant de ménages européens. Une crise qui justifierait un soutien des politiques gouvernementales, plus de dépenses publiques et moins d'impôts, et donc plus de dette.

> **Les élections européennes ont délivré un message essentiel qui ne peut complètement surprendre tant il s'inscrit dans une tendance déjà amorcée de longue date**

C'est ce que promettent les partis populistes et cela a sans doute contribué aux résultats obtenus la semaine dernière. Même les partis majoritaires au centre de l'échiquier politique, encore au pouvoir dans la plupart des pays européens, en prendront certainement note à l'heure d'élaborer leur prochain budget.

Mécanismes inefficaces

Si un nombre grandissant de pays européens s'affranchit des contraintes budgétaires européennes, ostensiblement ou même seulement dans les faits, les marchés financiers auront tout lieu de s'inquiéter à nouveau d'un risque sur l'avenir de la zone euro. Et dans un tel scénario, les mécanismes mis en place depuis 2011 ne serviront à rien, puisqu'ils s'appuyaient tous sur l'acceptation (plus ou moins enthousiaste) du respect des règles budgétaires européennes par les gouvernements.

C'est encore pour le moment seulement une perspective hypothétique, ou au moins lointaine, mais la tendance semble s'amorcer. Les marchés semblent en avoir pris note la semaine dernière. ▬

SUR LE WEB
Retrouvez en semaine l'actualité du monde de la finance sur Letemps.ch/economie

L'«AI washing», puni aux Etats-Unis, pourrait aussi l'être en Suisse

TECHNOLOGIE La Securities and Exchange Commission (SEC) a déjà sanctionné deux entreprises coupables de marketing financier trompeur. Deux experts se prononcent sur cette problématique

ANOUCH SEYDTAGHIA
@Anouch

On connaît depuis des années le greenwashing, cette méthode marketing consistant, pour les entreprises, à verdir toutes leurs actions. Désormais, place à l'«AI washing». On constate depuis un moment que toutes les sociétés, des multinationales aux start-up, usent et abusent du terme «intelligence artificielle» (IA) dans leur communication, afin de rendre leurs services plus désirables encore pour les consommateurs. Ces tromperies, ou semi-tromperies, se constatent aussi dans le domaine financier. Et cela a des conséquences bien concrètes.

Ainsi, ce printemps, la Securities and Exchange Commission (SEC) a décidé de sévir. Le gendarme boursier américain a sanctionné deux gestionnaires de fonds pour affirmations fallacieuses. Les sociétés Delphia (USA) et Global Predictions ont été accusées de «déclarations fausses et trompeuses» sur leur utilisation supposée de la technologie. Dans le détail, Delphia, basée à Toronto, a fait de fausses déclarations sur la façon dont elle utilisait l'apprentissage automatique («machine learning») dans son processus d'investissement de 2019 à 2023. De son côté, Global Predictions, à San Francisco, a fait des déclarations trompeuses, en précisant être le «premier conseiller financier réglementé en matière d'IA». La première société a été condamnée à une amende de 225 000 dollars, la deuxième à 175 000 dollars.

Question de définition

A la tête de la SEC, Gary Gensler a voulu ainsi lancer un avertissement. «Nous avons constaté à maintes reprises que lorsque de nouvelles technologies apparaissent, elles peuvent susciter l'engouement des investisseurs et donner lieu à de fausses déclarations de la part de ceux qui prétendent les utiliser. Les conseillers en investissement ne doivent pas induire le public en erreur en affirmant qu'ils utilisent un modèle d'IA alors que ce n'est pas le cas. Un tel «AI washing» nuit aux investisseurs.»

Se pose alors une question: comment définir qu'une entreprise abuse du terme IA, alors même que sa définition est relativement floue? «Je ne suis pas certain qu'il y ait, du point de vue juridique, besoin d'une définition précise pour admettre de l'«IA Washing». A mon avis, dans les cas manifestes, on verra rapidement si une entreprise fait de l'«IA washing». En outre, si une entreprise est précise dans sa communication à ce sujet, elle se fera prendre plus facilement en cas de tromperie», affirme Célian Hirsch, avocat à Genève, responsable de LawInside.ch et l'un des éditeurs du site Swissprivacy.law. Le spécialiste ajoute qu'il est par ailleurs possible de déterminer, même de l'extérieur, si une entreprise cotée utilise des technologies informatiques traditionnelles ou des algorithmes liés à de l'IA, en raison des informations qu'elle doit rendre publiques.

> **«L'«AI washing» nuit aux investisseurs»**
> GARY GENSLER, PATRON DE LA SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION

Selon Yannick Caballero Cuevas, assistant doctorant au Centre de droit bancaire et financier, auteur d'une récente analyse sur ce cas, «le droit suisse n'est pas exempt de solutions pour lutter contre les pratiques de «AI washing». Dans les prochaines années, la Suisse connaîtra certainement de tels cas.» Le spécialiste note qu'en droit suisse, les communications publicitaires fausses ou trompeuses sont régies par l'art. 3 al. 1 let. b de la loi contre la concurrence déloyale (LCD). «Cette disposition prévoit notamment qu'agit de manière déloyale toute personne qui donne des indications inexactes ou fallacieuses sur elle-même, son entreprise, ses marchandises, ses prestations, ses prix, ses stocks, ses affaires, etc. Le non-respect de l'art. 3 LCD peut entraîner des poursuites pénales», poursuit Yannick Caballero Cuevas.

Et l'IA est partout. Selon une récente étude de Bloomberg, 40% des entreprises composant l'indice S&P 500 utilisaient le terme «IA» dans leurs présentations aux analystes. Selon Reuters, la part était d'un peu plus de 10% un an plus tôt. ■

MAIS ENCORE

Sport L'équipementier sportif allemand Adidas enquête sur une vaste affaire de corruption présumée en Chine évaluée à plusieurs «millions d'euros» par des employés locaux du groupe, affirmait hier le «Financial Times». (AFP)

EN BREF

Oslo veut aider Kiev à réparer ses infrastructures

La Norvège a assuré hier qu'elle allait fournir 1,1 milliard de couronnes (92 millions de francs) à l'Ukraine pour l'aider à réparer ses infrastructures énergétiques et assurer l'approvisionnement du pays en électricité avant l'hiver prochain. «La Russie mène des attaques massives et systématiques pour paralyser le réseau électrique mais les Ukrainiens travaillent jour et nuit pour maintenir l'approvisionnement essentiel de la population en électricité», a salué le premier ministre, Jonas Gahr Store, cité dans un communiqué. Selon les dernières estimations du gouvernement ukrainien, les bombardements russes sur les infrastructures énergétiques de l'Ukraine ont conduit à diviser par deux la production électrique du pays depuis l'hiver. AFP

La Serbie se voit en patrie du lithium

La Serbie pourrait exploiter son important gisement de lithium dès 2028, a dit son président dans une interview au *Financial Times* hier, ce qui pourrait selon lui être «une véritable révolution» pour le pays et la région. «Si nous tenons toutes nos promesses, la mine pourrait ouvrir en 2028», a dit Aleksandar Vucic, ajoutant que le gisement de Jadar, exploité par Rio Tinto, pourrait produire jusqu'à 58 000 tonnes de lithium par an, «assez pour 17% de la production de véhicules électriques en Europe, soit environ 1,1 million de voitures». AFP

«Je voulais une marque forte»

MONTRES Avec Breitling, Georges Kern a signé le succès le plus fulgurant de l'horlogerie de la dernière décennie. Depuis décembre dernier, il est à la tête d'un petit groupe, avec l'intégration de la marque Universal Genève. Et toutes les attentes sont relancées

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE GACHET

INTERVIEW

Depuis que Georges Kern a pris la direction de Breitling, en 2017, la marque indépendante basée à Granges (SO), a crevé tous les plafonds. Elle était centrée sur une seule spécialité (la montre professionnelle typée aviation), elle est devenue généraliste. Elle était essentiellement masculine, la clientèle féminine compte de plus en plus. Le message de marque a été revu, «plus relax, plus cool». Le style aussi, requalifié de «moderne rétro» par son mentor. Depuis 2017, Breitling s'est hissée parmi les dix premières marques du marché, selon Morgan Stanley, avec un chiffre d'affaires proche de 900 millions de francs. En sept ans, Breitling a déjà fait l'objet de deux tours de *private equity* (la marque a été rachetée en 2017 par le fonds d'investissement luxembourgeois CVC, puis est revenue au zurichois Partners Group en 2022), de quoi passionner les financiers qui suivent l'industrie.Mais c'est en décembre dernier que Georges Kern a joué son coup le plus retentissant, en reprenant Universal Genève, une ancienne étoile de l'horlogerie suisse, éteinte depuis des décennies. Tout le monde y voit maintenant un diamant brut. Le dirigeant explique son projet.

Pour commencer, pourriez-vous nous donner des informations sur la structure actionnariale de Breitling après la transaction entre CVC et Partners Group? Les positions se sont inversées. Partners Group était déjà actionnaire minoritaire avant le rachat. Après la vente à Partners Group, CVC a réinvesti 25% dans la société.

Et vous? J'ai aussi racheté des parts, comme beaucoup de mes collègues.

Impossible de ne pas enchaîner sur la suite: la marque est en mains du «private equity» et il est très clair que vous êtes concentré sur la création de valeur. Est-ce que l'acquisition de la marque Universal Genève est une manière de préparer la prochaine sortie? Il y a plusieurs raisons à cette acquisition. D'une part, il s'agit d'utiliser notre structure, assez puissante pour faire de l'incubation d'une autre marque. D'autre part, nous sommes sur un segment de prix et vous ne pouvez pas vous étendre au-delà ce qui correspond à la marque. Universal Genève va atteindre un positionnement clairement au-dessus de Breitling.

PROFIL

1965 Naissance à Düsseldorf.

2000 Entrée dans le groupe Richemont, après Kraft Foods.

2002 Direction des montres IWC à Schaffhouse.

2017 Coprésidence de Richemont.

2017 Reprise de Breitling.



Georges Kern: «Breitling au milliard de francs? De mon vivant!» *(ZURICH, 3 JUIN 2024/RENÉ RUIS POUR LE TEMPS)*

Depuis votre arrivée, le positionnement de Breitling a pourtant déjà été relevé… C'est juste, notre prix moyen est de 7200 francs. Ce qui correspond à une montée substantielle: il y a quelques années, il était encore à 4500. Le marché de Breitling se situe entre 5000 et 15 000 francs. Avec Universal Genève, nous serons entre 10 000 francs et plusieurs centaines de milliers de francs.

Donc on monte au niveau «haute horlogerie»? Vous pouvez avoir des produits très chers sans être dans la haute horlogerie. Ça dépend de ce que vous voulez faire… Je ne veux pas trop en parler, vous aurez la surprise en 2026. Mais il est clair qu'avec une marque comme Universal, avec un passé aussi riche, ça ne ferait aucun sens de ne pas s'appuyer sur cet héritage.

Vous parlez de la richesse de l'héritage, mais si on regarde l'histoire récente, Universal a été plutôt malmenée… La marque est dormante depuis trente ou quarante ans. J'ai posé la question à des historiens et à des collectionneurs, et la réponse a été que s'il y avait une marque à racheter, c'était celle-là. D'ailleurs, les réactions ont été incroyables. J'ai quasiment reçu des félicitations de toute l'industrie horlogère.

Comment est-ce possible, alors que la marque a juste failli passer dans le domaine public parce que le propriétaire avait oublié de la renouveler? Je ne sais pas pourquoi les propriétaires précédents ne l'avaient pas fait. Nous avons analysé le marché. Je voulais une marque forte, avec un héritage fort, un style et un positionnement tellement différenciants que ça vaille le coup de la relancer.

Le positionnement que vous visez n'a en réalité jamais existé. Universal n'a jamais atteint les prix que vous évoquez… A l'époque, avec le contexte concurrentiel tel qu'il existait, ce n'était pas une marque accessible. La question qu'on doit se poser est de savoir où seraient les prix après quarante ans d'évolution. Il me paraît évident que c'est une marque haut de gamme, avec la Tri-Compax (chronographe à trois compteurs), avec la Polerouter et le design de Gérald Genta [styliste à l'origine de la Royal Oak d'Audemars Piguet et de la Nautilus de Patek Philippe].

Est-ce que vous ne craignez pas d'arriver sur un segment de prix saturé? Ça fait trente ans que je n'ai pas peur. Je ne vais pas commencer maintenant. Je suis certain que nous aurons un succès extraordinaire avec Universal. Je pense que ce sont les autres qui devraient avoir peur! *(Rires.)*

Un succès extraordinaire, dites-vous. Qu'allez-vous faire que le propriétaire n'a pas réussi à faire? Vous savez, dans le marketing, c'est très simple: *«Be first or be better.»* Dans l'industrie horlogère, tout a été fait. Mais après, il faut réinterpréter et nous avons des idées précises par rapport à ce que nous voulons faire. De toutes les marques que j'ai vues dans ma carrière – et j'en ai vu beaucoup –, Universal Genève est probablement la plus excitante.

> «Lorsque j'ai repris Breitling, il n'y avait aucune attente – sauf à la rigueur que j'échoue»

Qu'est-ce qui la rend si excitante? Le mythe, l'histoire, les produits iconiques, Nina Rindt [mannequin, épouse du pilote de formule 1 Jochen Rindt, dont le nom a été donné à une montre]. Parfois, moi-même je n'arrive pas à le mesurer, mais je vois tout ce que cela provoque sur les réseaux sociaux, les demandes incessantes que nous recevons, l'enthousiasme des collectionneurs, les prix sur le second marché.

Il y a de telles attentes… Est-ce vraiment un avantage? Là où vous avez raison, c'est que lorsque j'ai repris Breitling, il n'y avait aucune attente – sauf à la rigueur que j'échoue. Avec Universal, le niveau d'expectation est gigantesque.

Partners Group doit être très impatient de libérer toute cette valeur? Bien entendu, il y a des attentes au niveau du chiffre d'affaires, de la marque et des produits, mais ce sont deux choses différentes.

Par quoi faut-il commencer pour atteindre les objectifs? Par le produit, les collections, les mouvements. Voir comment se différencier sur la gamme de prix que vous ciblez, par rapport à des marques très horlogères, très artisanales et d'autres qui sont plus *show off*. Une Lamborghini n'est pas une Aston Martin. Nous avons déjà un plan produit sur cinq à sept ans. Après, le déploiement prend du temps. Nous devons refaire des mouvements [la relance est basée sur le microrotor, un type de mouvement classé haut de gamme] avec des partenaires externes, et une fois que nous les aurons, il faudra monter en volume. Ça ne se fait pas en un jour.

Quand pourra-t-on mesurer si c'est un succès? Après trois-quatre ans. Quand nous aurons relancé deux ou trois lignes de produits.

Cela nous rapproche des années 2030? Non, avant. J'ai 59 ans et je veux vivre ça!

En vous entendant, tout a l'air évident: le choix d'Universal, le potentiel, la stratégie. Vous avez pourtant pris votre temps avant de vous décider? Cela nous a pris un an. Le processus d'acquisition a été compliqué, le propriétaire est un groupe coté [Stelux s'échange à la bourse de Hongkong] et nous n'étions pas seuls, il y avait des concurrents.

Ce qui explique le prix: 60 millions, n'est-ce pas surpayé pour une marque «dormante»? Ça aurait pu être plus cher encore… Et il ne faut pas regarder le prix d'achat.

Pouvons-nous maintenant aborder la valorisation de Breitling, qui dépasse aujourd'hui 4 milliards, alors qu'avant votre arrivée, on ne parlait même pas de la valorisation de la marque? Quand j'ai décidé d'investir dans la marque, je ne savais pas que nous aurions un succès si fulgurant. Ma motivation n'a jamais été de multiplier l'investissement. La motivation était de gagner, prouver qu'une marque indépendante avec un nouveau management pouvait réussir.

D'une manière ou d'une autre, vous restez actionnaire minoritaire et ce n'est pas vous qui déciderez de la suite, que ce soit une entrée en bourse ou une revente… Oui, mais les actionnaires m'écoutent. Je ne suis pas employé. Nous sommes partenaires. Et il y a beaucoup d'alternatives à la cotation. On peut faire autre chose. Une marque italienne de vêtements de mode avec des racines françaises, par exemple, a fait plusieurs tournées de *private equity* avant d'aller en bourse [il est fait allusion à Moncler]… Je crois aux sociétés indépendantes. Ce n'est pas un secret que je ne suis pas fan des entrées en bourse.

Parlons du marché. On perçoit partout des signes de correction. Comment ça se passe en ce moment pour Breitling? L'année post-covid était totalement anormale, pour toutes les marques. Maintenant, le climat de consommation – avec la guerre en Ukraine, l'inflation – est affecté. Mais ça va revenir. En trente ans d'activité, j'ai tout vu: la bulle tech, le covid, Lehman Brothers… Et vraiment je pensais qu'UBS allait aussi faire faillite. Quand nous avons préparé une présentation pour nos investisseurs, j'ai fait un seul *slide*: l'évolution de la valorisation des groupes de luxe depuis les années 1980. C'est vertigineux. Je ne connais aucune autre industrie qui soit comme ça. En ce moment, il y a une baisse, mais la tendance longue demeure. Le luxe continue de se démocratiser. L'Inde sera la troisième force économique mondiale en 2028. Tous les fondamentaux sont là.

Vous êtes donc confiant? Que le marché soit en hausse ou en baisse, il faut juste être meilleur que les autres. Vous marquez un but de plus et vous gagnez des parts de marché, et c'est ce que nous faisons. Après, vous ne pouvez pas réaliser 25% de croissance chaque année. Je reste confiant et j'espère que les banques centrales baisseront les taux d'intérêt. C'est le plus grand problème.

On estime que votre chiffre d'affaires est proche de 900 millions de francs, est-ce juste? Ce n'est pas faux.

Et comment s'est construit ce chiffre d'affaires? Essentiellement sur l'intégration de la distribution? La vente directe au consommateur représente environ 40%. Nous ne sommes pas une marque *retail*. D'ailleurs, ce ne serait pas possible. Nous avons près de 1600 points de vente, dont près de 300 boutiques Breitling d'ici à la fin de l'année. Sur notre segment de prix, vous devez être dans le commerce.

Et le milliard, quand l'atteindrez-vous? De mon vivant… ■

Dialogues d'œuvres en transparence

EXPOSITION Le Musée Barbier-Mueller de Genève fait se rencontrer des pièces de verre réalisées à Murano par l'artiste John Armleder et des artefacts traditionnels et anciens issus de la collection du musée

ELEONORE SULSER
@eleonoresulser

C'est un miroir de bronze qui vient de Crimée. Il a été fabriqué il y a environ 2500 ans. Sur la couverture du catalogue de l'exposition *Transparents*, qui se tient au Musée Barbier-Mueller à Genève, il cache une partie du visage de l'artiste genevois John Armleder. Au dos du livre, *Charybde*, une sculpture de verre, réalisée en 2011 à Murano près de Venise par John Armleder dans l'atelier de Signoretto, laisse deviner, par transparence, malgré les bulles de verre et les traînées de couleur, le visage de l'artiste.

Une création mi-bête, mi-corail, trône face à un masque ivoirien fait de peau et de crins

Qu'y a-t-il à voir? A cacher, à montrer? Que voit-on et comment regarde-t-on? Ces questions, l'exposition intitulée *Transparents*, qui rassemble des œuvres de verre de John Armleder et des artefacts tirés des réserves de la collection Barbier-Mueller, les ravive, les explore. Elle ouvre des pistes mais se garde bien d'y répondre.

«Lorsqu'on m'a proposé cette exposition, j'ai pensé, explique John Armleder, que j'avais fait beaucoup de choses transparentes et que cette notion m'intéressait. *Transparents*, c'est un titre qui peut faire référence à Duchamp. Il est en rapport avec l'idée qu'on voit à travers l'œuvre, qu'on ne s'arrête pas à sa surface… Même si on peut tout de même le faire, si on le veut. Marcel Duchamp a toujours dit que l'œuvre est faite par le regardeur, par l'utilisateur. Cela, je le pense aussi, mais peut-être encore plus radicalement que lui. Et bien sûr Duchamp a fait *Le Grand Verre (La Mariée mise à nu par ses célibataires, même)*, qui est extraordinaire parce qu'il est cassé, et que Duchamp décide de garder cassé.»

Air et lumière

John Armleder a choisi d'exposer dès l'entrée *Pomona*, une colonne composée de structures de verre en formes d'étoile de mer aux pointes dorées et argentées qui s'empilent sur un tube, et qui fut exposée en 2011 à la Collection Peggy Guggenheim à Venise. En réponse, Anne-Joëlle Nardin, directrice du Musée Barbier-Mueller, a sorti de ses collections un bâton de métal, peut-être Dogon, qui figure une haute et fine silhouette aux bras tendus d'où pendent des clochettes et où un oiseau s'est posé: dialogue entre totems, matières translucides ou aériennes, circulation de l'air et de la lumière…

Le jeu continue avec *Silvano* (2008), une forme organique, mi-bête, mi-corail, hérissée de pointes de verre noires, rouges, bleues et blanches qui trône en face d'un masque Wé, ivoirien, fait de bois, de peau, de fibres, de crins, de cheveux, de cuivre et de fer. Sa tête de singe entourée d'une crinière de dents de panthère en bois est une réponse traversée d'effluves de forêt et de fauve au verre soufflé venu de la lagune. Ailleurs *Charybde* et *Scylla*, formidables rochers de verre formés en 2011, laissent passer deux proues de pirogue en bois à figure humaine, l'une indonésienne, l'autre du Vanuatu.



«Charybde», une œuvre en verre de John Armleder, aux côtés d'une figure de proue de pirogue à balancier de l'île de Malekula, dans l'archipel du Vanuatu. *(KEILEN EUZET, MUSÉE BARBIER-MUELLER)*

L'exposition est un hommage aux amis Barbier-Mueller, Monique, Jean-Paul et Thierry, précise John Armleder, qui nous entraîne vers une vitrine où sont exposés des verres à champagne (*Charivari*, 2015). Le verre, l'exposition appellent les libations. «Je me suis toujours amusé, dit John Armleder, à l'idée que pendant les vernissages les gens posent leur coupe de champagne dans un coin. J'ai présenté cette pièce chez mon galeriste italien, avec une ou deux coupes cassées. Je l'ai refaite une fois, aussi en Italie, dans un musée, où les gens ne l'ont pas vue et ont jeté leurs verres dessus. Ça a fini en tout petits éclats. Nous avons donc refait cette pièce.» Ici, chaque flûte est gravée d'un cerveau – motif cher à l'artiste –, quelques coupes sont brisées. En miroir trône un récipient ougandais à double goulot qui permet ainsi de boire avec un dieu ou un ancêtre disparu.

Formes et couleurs

A Murano, «nous avons passé plusieurs semaines à faire des pièces. Beaucoup de blocs de verre. Je n'avais jamais vraiment travaillé dans un atelier de fabrication. Je demandais tout le temps à l'artisan de faire ça ou ça, de mettre de l'eau, par exemple. Il me disait: ça ne va pas… mais «*proviamo*», essayons. Donc nous avons tenté tout ce qu'on peut imaginer, nous avons fait tout ce qu'il ne fallait pas faire. A la fin, il m'a dit: «C'était formidable de travailler avec toi. Mais le problème, c'est que maintenant je ne vais plus jamais pouvoir faire ce qu'il faut faire.»

La rencontre entre des sculptures de verre réalisées par John Armleder – dont la plupart sont montrées pour la première fois – et des œuvres tirées de la collection d'arts traditionnels du Musée Barbier-Mueller est insolite et vivante; de nature à faire bifurquer, aller et venir notre regard autour et à travers les formes et les couleurs. ■

Transparents. John Armleder & le Musée Barbier-Mueller, Musée Barbier-Mueller, Genève, jusqu'au 5 janvier 2025. L'exposition s'accompagne d'un catalogue.

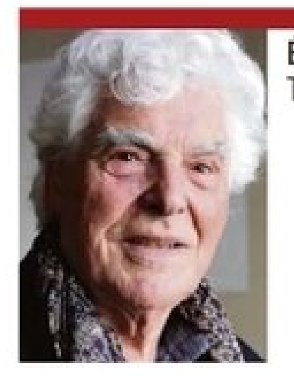
Eric Tappy, le ténor enchanteur, s'est tu

HOMMAGE Il fut l'un des plus beaux ténors du siècle dernier. Mort à l'âge de 93 ans, le Vaudois s'était retiré brusquement des scènes en pleine gloire

JEAN-JACQUES ROTH

La taille haute, un visage hollywoodien, un regard d'aigle. Eric Tappy fut un empereur sur les scènes qu'il arpenta tout au long de sa carrière. Salzbourg, Milan, Paris, Londres, Vienne, il chanta partout avec les plus grands chefs. Sa voix proprement miraculeuse, d'une pureté de cristal, sa diction parfaite, l'intensité de son expression émerveillaient – en particulier dans Monteverdi et Mozart, qui furent ses compositeurs de premier choix, mais aussi dans des répertoires plus contemporains, comme celui de son compatriote Frank Martin.

Ce Vaudois né en 1931 fut d'abord instituteur. Père très tôt de deux filles, dont la poétesse Josée-Flore Tappy, il travaillait sa voix dans sa salle de classe en s'y rendant dès 5h du matin. Titulaire d'un premier prix de virtuosité du Conservatoire de



ERIC TAPPY
TÉNOR

Genève en 1958, il entra dans la troupe du Grand Théâtre dès sa réouverture en 1962, pour y rester onze ans. Cette carrière lentement mûrie devait être l'une des clés de sa technique impeccable, qui le vit exploser avec l'enregistrement de l'*Orfeo* de Monteverdi, par Michel Corboz. Un rôle auquel son nom devait devenir attaché. Pour l'avoir si bien chanté à Stockholm, le Théâtre de Drottningholm lui conféra en 1966 sa prestigieuse médaille d'or.

Ne pas vieillir dans des rôles de héros jeunes

Ainsi repéré, Eric Tappy prit part à la révolution baroque entreprise par le chef Nikolaus Harnoncourt, qui dirigea l'ensemble des opéras de Monteverdi dans un cycle devenu légendaire, à Zurich, dans les mises en scène de Jean-Pierre Ponnelle. Il fut aussi un Pelléas lumineux d'innocence dans l'opéra de Debussy, qu'il enregistra avec le chef romand Armin Jordan en 1979.

Mais en 1981, alors en pleine gloire, après avoir encore chanté dans *Don Giovanni* de Mozart, production signée Maurice

Sa voix miraculeuse, sa diction parfaite, l'intensité de son expression émerveillaient

Béjart par laquelle Hugues Gall inaugura son règne à la tête du Grand Théâtre de Genève, il annonça son retrait, provoquant la stupeur dans le monde lyrique. Il ne s'en expliqua jamais complètement, sinon par le désir de ne pas vieillir dans des rôles de héros jeunes; trop grande était son exigence de respect et de vérité.

Une carrière quittée sans regrets

Car Tappy était un pur, tenaillé par le doute et la modestie. «Je n'ai jamais vraiment joui du succès que je rencontrais», disait-il. L'évolution du monde de l'opéra le laissait perplexe, et on le savait dérouté par la radicalité qui s'emparait alors des mises en scène. «Qu'attend-on d'une représentation? Que les artistes aient le respect et l'honnêteté de proposer une chose humaine et pure», déclara-t-il dans une interview.

Il préféra donc se tourner vers l'enseignement, fonda à l'Opéra de Lyon l'Atelier d'interprétation vocale et dramatique avant d'être professeur à la Haute Ecole de musique de Genève. Il donna de nombreuses master class, dirigea des jurys de concours de chant et jamais ne regretta le choix d'avoir quitté sa carrière, à laquelle la journaliste Myriam Meuwly consacra en 2011 un livre au titre bien trouvé: *Eric Tappy. L'enchanteur*. Aucun de ceux qui ont eu le privilège de l'entendre sur scène ne démentira. ■

Kwadwo Duah, entre zigzags et verticalité

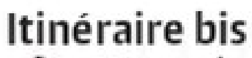
FOOTBALL Pari gagnant de Murat Yakin contre la Hongrie, l'attaquant bernois de Ludogorets, en Bulgarie, est l'une des découvertes de ce début d'Euro. Il rattrape à 27 ans un destin international auquel il semblait promis plus jeune

LAURENT FAVRE, COLOGNE
𝕏 @LaurentFavre

Le site Transfermarkt, qui fournit des statistiques globales ou détaillées sur chaque joueur, est le Wikipédia des passionnés de football. Le consulter en plein match est devenu un geste réflexe, la réponse à la moindre question. Samedi après-midi, le nom le plus recherché par les utilisateurs était celui de Kwadwo Duah, 27 ans, l'attaquant de l'équipe de Suisse qui venait de marquer le premier but de la Nati contre la Hongrie à Cologne. Mais d'où sort ce joueur dont une grande partie de l'impressionnante colonie de supporters rouge et blanc débordant de la tribune d'en face ignorait le nom il y a moins d'un mois?

«Vous ne le connaissiez pas mais il faisait partie des joueurs que l'on suivait. Désormais, toute l'Europe le connaît», s'est amusé Murat Yakin, ravi de sa trouvaille. Ainsi, alors que les autres avants-centres suisses évoluent dans les plus grands championnats européens (Breel Embolo à Monaco, Noah Okafor à l'AC Milan, Zeki Amdouni à Burnley), c'est le buteur de… Ludogorets qui a débuté l'Euro comme titulaire, devenant paraît-il (il faut faire confiance aux statisticiens) le premier joueur du championnat de Bulgarie à marquer un but dans une phase finale d'un championnat d'Europe.


Kwadwo Duah: «Emotionnellement, c'est le plus grand but que j'ai marqué dans ma carrière.» (COLOGNE, 15 JUIN 2024/HARRIET LANDER/UEFA VIA GETTY IMAGES)



Itinéraire bis

Le 17 mai, Kwadwo Duah, double-national suisse et ghanéen né en 1997 à Londres mais élevé à Berne, était déjà une surprise dans la pré-liste de 38 noms donnés par Yakin. Il était encore là le 29 mai lorsque cinq joueurs partirent, toujours là le 5 juin lorsqu'il n'y avait plus qu'un nom à biffer et définitivement sur la photo officielle le 7 juin. S'il a à chaque fois «passé le cut» et fini dans le onze de départ, debout entre Fabian Schär et Granit Xhaka, c'est toujours pour les mêmes raisons: Duah est l'attaquant suisse qui a le plus marqué cette saison (15 buts) et il est le seul à évoluer dans le registre de Breel Embolo, indiscutable titulaire mais à peine remis d'une blessure. «Nous avions besoin d'un attaquant capable de prendre la profondeur», a expliqué Giorgio Contini.

Son destin s'est joué un dimanche d'avril où Yakin, faisant le tour d'Europe devant sa télé, constata qu'aucun buteur suisse ne jouait en club. Il contacta par message WhatsApp Giorgio Contini, chargé du secteur offensif, qui lui sortit de ses listings le nom oublié du buteur de Ludogorets, qui s'était rappelé au souvenir du public suisse en venant jouer mi-février contre Servette en seizième de finale de Conference League. Dans la salle de presse du Stade de Genève, le Bernois s'était vu sur la photo de la promotion en Super League.

S'il a fêté sa première sélection il y a seulement 12 jours, le 4 juin contre l'Estonie, et à déjà 27 ans, Kwadwo Duah n'est pas un inconnu non plus pour les joueurs de la Nati. Il avait déjà joué avec Michel Aebischer et Yvon Mvogo à Young Boys en M21, avec Denis Zakaria en première équipe à YB, avec Leonidas Stergiou à Saint-Gall, avec Gregor Kobel en équipe de Suisse M18 et M19. Il était simplement l'un de ces grands espoirs qui s'écartent à un moment de la voie royale et empruntent d'autres chemins, en raison de blessures souvent.

Kwadwo Duah fut blessé deux fois quand il ne fallait pas, à 18 ans au moment d'intégrer la première équipe de Young Boys, puis à son arrivée à Servette où il manqua peut-être le train de la génération Frick, Rouiller, Cognat, Stevanovic. Prêté trois fois entre 2017 et 2019, transféré neuf fois en neuf ans, il a beaucoup bougé mais, à l'exception de Servette, il a toujours joué, ce qui est primordial. Il a marqué au moins dix buts par saison depuis 2020. Lorsqu'il l'attire à Saint-Gall en 2020 après une bonne saison à Wil, Peter Zeidler le considère encore comme «un jeune joueur, même s'il a déjà 23 ans. Il y a pas mal de choses qu'il peut améliorer mais c'est un joueur très intéressant.»

«Mon cœur s'est ouvert en deux»

Deux ans plus tard, en juin 2022, le FC Nuremberg (2e Bundesliga) l'engage et le décrit comme «l'un des joueurs les plus rapides de la Super League suisse». «C'est un attaquant de surface, qui est aussi très bon sans le ballon, par ses appels», a souligné Murat Yakin. «C'est un joueur très ambitieux et un super gars, un attaquant en grande confiance qui a le sens du but», a commenté Granit Xhaka après le match. Le staff de l'équipe de Suisse ne craignait qu'une chose: son émotivité en raison de son inexpérience à ce niveau.

«Pour ses débuts contre l'Estonie, on l'a senti nerveux. Aussi l'avons-nous prévenu un peu à l'avance qu'il avait des chances de débuter contre la Hongrie», a détaillé Giorgio Contini. Cela n'a pas empêché Kwadwo Duah d'avoir les jambes lourdes à l'échauffement et le sentiment «que [son] cœur s'ouvrait en deux au moment de l'hymne». Des symptômes qui se sont vite évaporés puisque le Bernois marquait dès la 12e minute, sur sa première occasion. «Même si le but n'a pas été validé tout de suite, tout est remonté après la confirmation de la VAR. C'était comme une explosion en moi. Je n'avais jamais rien connu de si fort. Emotionnellement, c'est le plus grand but que j'ai marqué dans ma carrière.» ■

ÉQUIPE DE SUISSE

Une semaine de réflexion

«L'Autriche renvoie Murat Yakin à sa copie avant le départ pour l'Euro», titrait Le Temps la semaine dernière. Nous n'imaginions pas alors les titularisations de Michel Aebischer et de Kwadwo Duah contre la Hongrie, mais au moins avions-nous fait le même constat que Murat Yakin: la Nati penchait trop à gauche, où Ndoye, Zuber (avant qu'il ne se blesse) et Vargas (qui revenait instinctivement vers son côté fort) se marchaient sur les pieds, tandis que Widmer se retrouvait trop seul côté droit. «Contre l'Autriche, nous avions été trop prévisibles avec un côté gauche très fourni. La présence d'Aebischer et le repositionnement de Dan Ndoye sur la droite ont rééquilibré l'équipe», est venu commenter hier Giorgio Contini, l'assistant de Yakin. Aebischer a été prévenu mardi qu'il remplacerait Zuber, et Duah jeudi.

Le piège a d'autant mieux fonctionné que les joueurs hongrois n'ont jamais su faire preuve d'initiative pour s'adapter. Histoire de brouiller les pistes jusqu'au bout, Xherdan Shaqiri était le joueur désigné par l'ASF pour rencontrer les médias l'avant-veille de la rencontre. Puisqu'il n'y avait rien d'autre, et aucun moyen d'observer l'entraînement, tout le monde a écouté la star vieillissante affirmer pouvoir tenir sa place. Shaqiri pensait être titulaire, il n'est même pas entré en jeu. «Le contexte de la fin de match, où nous avons subi, ne correspondait pas à ses qualités, mais il y aura d'autres matchs pour lui. Nous avons besoin de tout le monde dans cet Euro», a promis Murat Yakin. ■ L. FE

La campagne politique française s'invite au cœur des Bleus

DÉCLARATION L'équipe de France entre dans l'Euro ce soir à Düsseldorf contre l'Autriche (21h). La préparation de ce match a été perturbée par des questions récurrentes sur la crise qui secoue le pays. L'attaquant Marcus Thuram ne s'est pas défilé et les autres ont dû suivre

On souhaite bien du courage à Marcus Thuram ce soir contre l'Autriche. D'abord parce que l'avant-centre de l'Inter Milan est l'attaquant sacrifié qui devra faire les efforts défensifs à la place de Kylian Mbappé. Ensuite parce que le fils aîné du champion du monde 1998 Lilian Thuram (le frère cadet, Khéphren, joue à Nice et devrait disputer le tournoi olympique) est en train de pousser à la retraite le meilleur buteur des Bleus, Olivier Giroud. Enfin parce que ce jeune homme prénommé Marcus en hommage au militant noir Marcus Garvey a fait vendredi ce que ses coéquipiers n'osaient pas faire, en prenant clairement position dans la campagne des élections législatives françaises.

L'annonce, le dimanche 9 juin, par le président français, Emmanuel Macron, de la dissolution de l'Assemblée nationale a eu pour effet de différer la diffusion sur TF1 du dernier match amical des Bleus contre le Canada. On pensait que ce serait la seule conséquence, tant les premiers joueurs envoyés face aux médias s'efforcèrent de ne pas entrer sur ce terrain miné, incités par les communicants de la fédération française (FFF). Mais les questions revinrent chaque jour, chaque fois plus insistantes, et Ousmane Dembélé fut le premier à inviter ses concitoyens à aller voter les 30 juin et 7 juillet. Dans un pays où le perdant reconnaît rarement sa défaite et prétexte facilement le faible taux de participation pour délégitimiser le résultat, c'était déjà un premier pas.

Une éducation citoyenne et politique supérieure à la moyenne

Marcus Thuram, qui a reçu de son père une éducation citoyenne et politique très supérieure à la moyenne en usage dans son milieu, est allé beaucoup plus loin. «La situation est très grave. […] Je ne pense pas que ce soit assez de dire d'aller voter, il faut aussi dire comment on en est arrivé là. Il y a des messages véhiculés tous les jours à la télévision pour faire passer ce parti [le Rassemblement national]. En tant que citoyen, il faut se battre au quotidien pour que le RN ne passe pas.» Des propos rapidement commentés par les responsables politiques, pour le féliciter ou le critiquer selon les bords.

> «Je ne pense pas que ce soit assez de dire d'aller voter, il faut aussi dire comment on en est arrivé là»
> MARCUS THURAM, FOOTBALLEUR

«La manière mature et remarquablement articulée dont Marcus Thuram s'est exprimé, en s'aliénant consciemment 30% du peuple qui l'encourage, a marqué les esprits, après de longs défilés de prudence et de langue de bois ces dernières années», s'est réjoui Vincent Duluc, le principal journaliste football de *L'Equipe*. Le quotidien sportif est bien placé pour savoir que les prises de position politiques des sportifs divisent. Sur le site du journal, les commentaires des lecteurs sont systématiquement désactivés sous un nombre toujours croissant de sujets considérés comme sensibles, traitant de près ou de loin à l'immigration, la politique, les droits LGBT, la religion.

Eviter pression et récupération

Moins enthousiaste que Vincent Duluc, la Fédération française de football a publié samedi soir un communiqué qui, bien que rappelant son attachement à la liberté de parole des joueurs et soutenant leurs appels à aller voter, s'apparente à un rappel de leur devoir de réserve. «[La FFF] souhaite que soit comprise et respectée par tous sa neutralité en tant qu'institution, ainsi que celle de la sélection nationale dont elle a la responsabilité. Il convient à ce titre d'éviter toute forme de pression et utilisation politique de l'Equipe de France.»

Hier après-midi, Kylian Mbappé, qui était tenu de s'exprimer en conférence de presse à la veille du match en tant que capitaine, s'est présenté vêtu d'un t-shirt reprenant les 3 F de la fédération. La star a soutenu Marcus Thuram – «il n'est pas allé trop loin, il a fait usage de sa liberté d'expression» – mais a préféré étendre son discours «aux extrêmes [qui] sont aux portes du pouvoir». Parce qu'il espère que lui et ses coéquipiers seront «encore fiers de porter ce maillot le 7 juillet», Mbappé compte sur «la jeune génération, qui peut faire une différence, c'est pourquoi je l'encourage à aller voter, et j'espère que mon appel va porter un maximum».

Ce fut ensuite le tour de Didier Deschamps, parfait dans l'art de ne rien dire en ayant l'air de dire quelque chose. Le sélectionneur avait été plus percutant durant l'Euro 1996 lorsqu'il avait répondu sèchement – «Le Pen dit n'importe quoi» – aux critiques du tribun du FN sur «une équipe de France de naturalisés qui ne chantent pas La Marseillaise». «Je l'ai fait car il attaquait les joueurs et j'étais le capitaine. On représente la mixité, la solidarité, l'union, la diversité.» Disant cela, Deschamps en avait déjà dit beaucoup. ■ L. FE



Pour sa 85e édition, 398 concurrents ont pris le départ de la plus grande course de voile organisée sur un lac en Europe. *(GENÈVE, 15 JUIN 2024/VALENTIN FLAURAUD/KEYSTONE)*

Le Bol d'or a retrouvé du souffle

VOILE Après cinq éditions disputées dans des conditions légères, la compétition a enfin connu des airs soutenus. Yann Guichard l'emporte sur le TF35 Sails of Change 8, en 6 heures 22. Malgré une «molle» dans le Haut-Lac, la plupart des partants ont terminé la régate

VINCENT GILLIOZ

Le scénario envisagé la veille s'est confirmé, et les 398 concurrents qui ont pris le départ du Bol d'or samedi matin à 10h ont été comblés. Derrière le front pluvieux qui a traversé le plan d'eau en fin de nuit, un flux de sud-ouest forcissant s'est installé sur une grande partie du Léman, favorisant l'éclosion de centaines de spis (voiles d'avant taillées pour le portant) sur la ligne devant le Port-Noir. Sans surprise dans ces conditions, les foilers TF35 se sont envolés à 30 nœuds (près de 60 km/h) en route directe vers l'autre bout du Léman et ont atteint la hauteur de Meillerie en seulement 1 heure 30.

Passer la «molle»

Pour les unités plus conventionnelles, la régate n'a évidemment pas été aussi rapide. Mais tous les voiliers ont pu glisser à bonne allure vers la sortie du Petit lac, puis le long de la côte française vers Le Bouveret. Le premier Surprise, bateau de 7 mètres le plus représenté de la flotte, s'est présenté à mi-parcours un peu après 17h, fait plutôt rare pour cette course souvent laborieuse pour les petits bateaux. Le vent s'est renforcé au fil de la journée, soufflant à près de 20 nœuds dans les rafales à la hauteur d'Evian. Plusieurs concurrents, pas forcément rompus à l'exercice difficile des navigations musclées vent arrière sous spi, ont d'ailleurs fait quelques sorties de piste (voilier qui se couche) spectaculaires, jamais graves. Des situations qui ont incité les plus prudents à renoncer à porter trop de toile avant d'entrer dans le Haut-Lac.

C'est sur la dernière partie du plan d'eau que les choses se sont compliquées, puisque le vent d'ouest a laissé place à une grosse «molle» à proximité du Bouveret, rendant le passage de la barge complexe. «La situation est assez habituelle, explique Lionel Fontannaz de MétéoSuisse. Il faut un gradient de pression très important sur le continent pour que l'ouest passe jusqu'en Valais. C'est assez rare, et le Haut-Lac, même s'il peut être très venté dans certaines situations précises, souffre souvent de manque de vent.»

Les multicoques ont pris presque deux heures à s'extirper de la zone. Les autres beaucoup plus… Les trois quarts de la flotte se sont retrouvés au bout du lac pour un second départ. A force de perspicacité, tout le monde a fini par s'en sortir, et la marque de mi-parcours a pu être retirée à 23h41, après le passage du dernier.

Vainqueur du Bol de Vermeil (réservé aux monocoques), le flambant neuf Luthi 1420 K2 a mis fin à quatre ans de suprématie du Libera hongrois Raffica. «Notre projet est orienté depuis le début pour le battre, a déclaré, ravi de sa victoire, Philippe de Weck. C'est le troisième bateau que je fais construire sur le Léman. Nous avions terminé 2e en 2021 avec mon ancien Katana. Cette année était la bonne.»

L'heureux propriétaire raconte avoir vécu un véritable match-racing de géants jusqu'à la seconde transition météorologique au retour, entre Thonon et Evian. «Nous n'avons jamais eu plus de 400 m d'écart avec Raffica. C'était vraiment un duel, même dans la pétole du Bouveret. Nous avons réussi à nous démarquer lorsque nous avons retouché le vent d'ouest, et avons mieux navigué que lui.»

Le K2, nouvelle coqueluche

Le vainqueur relève que, en plus des qualités indéniables de sa nouvelle monture, le travail de l'équipage ainsi que la trajectoire choisie ont permis de creuser l'écart pour finir avec cinquante minutes d'avance, en 9 heures 34. Dessiné par Olivier Mousselon, architecte naval du bureau Mer Forte de Michel Desjoyeaux, le K2 qui mesure 14,2 mètres, la limite admissible pour l'épreuve, a été construit par le chantier naval Luthi à Crans-près-Céligny. «Nous avons cherché à innover partout.

> **«Nous n'avons jamais eu plus de 400 m d'écart avec Raffica»**
> PHILIPPE DE WECK, PROPRIÉTAIRE DE LUTHI 1420 K2, VAINQUEUR DU BOL DE VERMEIL

En plus des formes modernes, nous avons intégré des petits foils qui ne sont pas destinés à voler, mais qui permettent d'apporter de la stabilité dynamique.» Les appendices situés sous les échelles n'ont cependant pas été utilisés pour cette course, car encore en phase de mise au point. «Nous n'avons pas voulu prendre de risques, car il y a encore des questions structurelles et on ne voulait pas casser le bateau. Le potentiel du voilier reste donc encore important.»

Déjà vainqueur de la Genève-Rolle-Genève, disputée le week-end dernier, le K2 démontre qu'il est bien né et pourrait devenir la nouvelle coqueluche des monocoques sur toutes les épreuves lémaniques.

Au scratch, c'est Yann Guichard qui l'emporte sur le TF35 Sails of Change 8, en 6 heures 22. Il repart avec le Bol d'or et le Bol de carbone dédiés aux foilers. Le très attendu Christian Wahl termine quant à lui 6e en 7 heures 7 et s'octroie en passant le premier Bol de basalte, réservé aux multis non volants. A relever encore la victoire en Surprise, très convoitée puisqu'elle concerne 80 bateaux identiques, du Malice de Marius Lanz en 18 heures 30. Le temps compensé, classement conçu pour tenir compte des différences entre les bateaux, revient au Grand-Surprise Little Nemo de Bernard Borter. ■

Adam Yates gagne le Tour de Suisse en maître

CYCLISME Le Britannique a remporté hier la 87e édition de la compétition helvétique, un an après sa victoire sur le Tour de Romandie, devant João Almeida. Les deux coureurs du Team UAE se sont disputé le graal toute la semaine, ainsi qu'un rôle en vue au Tour de France

PIERRE CARREY
𝕏 @PierreCarrey_

Au Tour de Suisse, le combat des chefs a débuté par un combat de chiens. Le Britannique Adam Yates promenait son animal avec une laisse jaune, samedi soir, devant les journalistes et quelques intimes, à la veille du contre-la-montre décisif. Encore en tenue de coureur, dans l'ingénuité du promeneur sous les lampadaires. Il arborait – le chien – un pelage de coton et un sourire très heureux d'être ici. Il s'agit de Zoe, un samoyède pur race. Le Portugais João Almeida avait laissé le sien à la maison – œil globuleux, regard tendre, un ravissant chien saucisse. Lui garde des photos de son compagnon au chaud dans son téléphone.

Pas d'animal sur les courses. Le vélo, estime Almeida, est un objet grave et digne. Il aurait tant voulu gagner le Tour de Suisse. Contre Adam Yates, son coéquipier du Team UAE-Emirates. Là s'enflamme un duel. Un faux nonchalant contre un faux dur. Deux vrais caractères. Se joue la place de numéro 2 derrière Tadej Pogacar sur le Tour de France. Il ne restait plus qu'eux après une semaine tous crocs dehors. Le troisième du Tour de Suisse, le Danois Mattias Skjelmose (Lidl-Trek), échoue à 3 minutes.

Yates et Almeida ont détruit l'adversité. Jusqu'à établir un record historique de puissance sur une étape de montagne courte, vendredi, dans le Haut-Valais, à Blatten, au terme de 42 kilomètres. La paire aplatit la pente finale (6,9 km à 9,2%) à la vitesse de 21,6 km/h. Selon les jours, c'était tantôt l'un, tantôt l'autre. Ils se cédaient la politesse et la victoire d'étape. A trois reprises, ils terminent premier et deuxième. L'équipe, elle, était toujours assurée de gagner. Tout juste devait-elle les arrêter avant le point de haine. C'était donc au contre-la-montre d'hier, 15 kilomètres depuis Aigle, sa zone industrielle et son siège de l'Union cycliste internationale, et – encore – la station de Villars, ses palaces sculptés comme des chalets. Les chefs se sont échauffés à deux mètres de distance. Nul regard. Chacun juché sur son vélo.

Le chasseur était à l'avant

Ces minutes d'avant le contre-la-montre font grimper le cœur sans baisser la nervosité. A chaque coureur sa gêne, ses troubles obsessionnels du comportement, sa mâchoire trop détendue ou trop crispée. Yates s'était barricadé derrière l'écran de ses lunettes et fixait le sol. Almeida préférait l'écran de son mini-ordinateur, accroché au guidon, plongé dedans comme dans un roman de gare, captivé jusqu'à ce que l'on découvre qu'il n'y avait rien d'autre que des chiffres ordinaires qui clignotaient. Il avait récusé son mécanicien et décidé de régler seul son GPS. Il se donnait de la contenance, essayait de reprendre du contrôle sur l'instant.

D'après le chronomètre, il devait combler 31 secondes de retard au classement pour réussir à battre son équipier et décrocher le maillot jaune final. João Almeida partait en chasseur, lancé derrière sa proie. Même si le protocole voulait qu'Adam Yates s'élance, au contraire, à ses trousses. Renseigné par son rythme, son haleine, son odeur de peur. Ils sont partis sans rien échanger d'autre qu'un hochement de tête. Puis ils ont dodeliné chacun sur sa route. Une bague en or frappait la poitrine de Yates en cadence. Il relançait l'allure, à demi-rouleur, à demi-grimpeur, sur un parcours hybride. Almeida déroulait une force lisse.

«Lui donner la victoire»

A priori, il tenait le renversement d'ordre à sa portée, le visage concentré et souverain. La veille, à Villars, il avait offert la victoire à Yates, coupant son effort à 25 m de la ligne, alors que c'est Yates qui roulait en maillot jaune et qu'à lui seul revenaient le droit et la responsabilité des cadeaux. «Je ne voulais pas me battre avec mon coéquipier, devait déclarer Almeida. Quand il m'a rejoint, j'avais envie de gagner, mais ma tête m'a dit de lui donner la victoire…» Propos magnanimes d'un homme qui se voyait tout broyer le lendemain. En fin de compte, João Almeida remporte le contre-la-montre, mais avec 9 secondes seulement d'avance.

Le classement final lui échappe et, ainsi, ses prétentions pour le Tour de France, qu'il disputera pour la première fois, à presque 26 ans, après une 3e place au Tour d'Italie l'an dernier. L'hiver passé, ce garçon bien élevé réclamait plus de place dans une équipe riche en ego. Cet honneur reviendra à Adam Yates, au sommet de son art à 31 ans. Vainqueur d'un duel des nerfs sur le Tour de Suisse, le Britannique peut revendiquer la deuxième place du Tour de France, dans le sillon de Tadej Pogacar. ■

TRANSFERTS

Tudor se prépare pour Hirschi

L'information est sous embargo jusqu'au 1er août, mais tout porte à croire que le Team Tudor, l'équipe suisse de 2e division, va engager Marc Hirschi pour 2025, le meilleur Suisse au classement UCI. «Nous cherchons un coureur pour les classiques ardennaises, un coureur qui inspire les jeunes de l'équipe et qui montre un tempérament offensif», énumère Raphael Meyer, manager de Tudor. Ce qui colle au profil d'Hirschi, le Bernois de 25 ans actuellement au Team UAE-Emirates. Le transfert a été compliqué du fait que la société gérant les intérêts d'Hirschi pilote aussi l'équipe Tudor, ce qu'interdit l'UCI. Hirschi a donc été «libéré au printemps» par son agent. Par ailleurs, selon nos sources, l'arrivée de l'ancien champion du monde Julian Alaphilippe reste trop incertaine, tandis que celle du Zurichois Fabian Lienhard (Groupama-FDJ) est en bonne voie. Enfin, Tudor perdra les Valaisans Sébastien Reichenbach (retraite) et Simon Pellaud (destination inconnue) et enrôlera trois jeunes de son équipe réserve, le Français Mathys Rondel, très prometteur dans les courses à étapes, le Lituanien Aivaras Mikutis, spécialiste des pavés, et l'Argovien Fabian Weiss, talent du contre-la-montre. ■ P. CY

«Quand j'ai écouté le dernier album de Bowie et les paroles de Lazarus, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à toi»



(LAUSANNE, 5 JUIN 2024/CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

PROFIL

1995 Naissance à Lausanne.

2016 Décès de son père.

2018 Bachelor en réalisation cinématographique.

2023 «Tears Come from Above», court métrage primé.

2024 «Alchimie de la douleur» (Editions Torticolis et Frères).

Naissance des larmes

MANON STUTZ

La réalisatrice publie un récit sur le suicide de son père. Une traversée du deuil, tendre et poétique, où l'on croise Bowie, Bukowski et Baudelaire

CHRISTIAN LECOMTE
X @chrislecdz5

Elle a tant pleuré qu'elle n'a plus su quoi faire de toutes ses larmes. Les laisser couler? Avec un mouchoir les effacer? Les collectionner dans une boîte à pleurs? En offrir à ceux aux yeux trop secs? Les retenir dans un coin du cœur au risque de noyer celui-ci? Elle a trouvé autre chose. Puisque livre il y a autour de son chagrin – la mort de ce père tant aimé –, les larmes allaient écrire quelque chose.

Page 116 de *Alchimie de la douleur* qu'elle vient de publier, Manon Stutz raconte que le Néerlandais Maurice Mikkers a étudié les larmes au microscope. Larmes de joie, de fou rire, de douleur, de tristesse, d'oignon coupé, du piment croqué etc. «Des cristaux salins prennent forme selon la nature de la larme, comme si chaque émotion avait une structure propre à elle. Mais jamais je n'aurais imaginé que les larmes de douleur étaient les plus structurées malgré l'anarchie de l'émotion», rapporte-t-elle.

Disparition

Manon a perdu son père en 2016. Il a été porté disparu pendant dix jours puis son corps a été retrouvé dans un coin de campagne. Dans sa voiture. Un suicide. La veille de sa disparition, il a rempli les déclarations d'impôts de la famille, a demandé à Manon un bisou et un câlin. Le matin tôt, encore un bisou, sur le nez de celui-là. Manon dormait mais elle se souvient. Il est parti au travail. Ou plutôt n'y est pas allé. Plus allé. Plus d'une semaine sans nouvelle, téléphone coupé, carte bancaire jamais activée. Pas de trace, selon la police. Elle n'avait jamais imaginé un tel geste tant la famille «n'était pas censée se fracturer». Lui, la maman, son frère, sa sœur. Enfance douce. Une jolie maison à Epalinges (VD), la forêt à côté, les cabanes dans les arbres. Certes il était un peu triste ces derniers temps, préoccupé, «pas dans son assiette». Mais qui ne l'est pas parfois?

Réalisatrice, scénariste, Manon Stutz a pensé et écrit son livre aux Etats-Unis, «par fragments hyperfluides sur mon téléphone». Sur les traces de son père et ses road-trips à moto sur le long défilé de macadam, avec les rouleaux de broussaille qui volent et les néons des motels au crépuscule. Toutes ces questions qu'elle se pose: est-ce que c'est à cause de nous? Pourquoi ne nous avoir rien dit? Depuis quand savais-tu que tu n'avais plus ta place dans ce monde? Quelle a été ta dernière pensée? A quelle heure es-tu décédé? *Alchimie de la douleur* (titre emprunté aux *Fleurs du mal* de Baudelaire) est un petit livre poignant, à l'écriture courte, ciselée, très soignée. Une traversée du deuil parsemée d'images en *photocopy art*. Objets quotidiens comme extirpés d'un tiroir lorsque l'on est en quête de souvenirs palpables, de preuves d'existence.

Petite, Manon Stutz voulait être détective privée. Avec son père, elle filait au vidéoclub pour dénicher des films policiers. Elle voit *Fight Club* de David Fincher, «un truc hors case qui m'a marquée». La culture «d'époque» de son père devient un peu sienne, Charles Bukowski qu'elle lit dès 15 ans, les Pink Floyd (la chanson *Wish you were here* compose les premiers titres des textes d'*Alchimie de la douleur*), David Bowie aussi. La rock star est décédée le 10 janvier 2016, un mois avant la disparition de son père. Elle écrit: «Quand j'ai écouté son dernier album et les paroles de *Lazarus*, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à toi. Ça parle de sa propre mort, condamné par le cancer. Toi, tu étais condamné par ta propre émotion, tes propres pensées. *I'll be free just like that bluebird*, J'espère que c'est aussi ce que tu imaginais, perdre ton corps pour laisser à cet oiseau bleu enfermé dans ton cœur la chance de sortir et se dévoiler dans le monde invisible.»

Coming out

Manon Stutz a décroché un bachelor à l'école de cinéma de Lausanne. Réalise en 2023 avec Margaux Fazio (rencontrée durant ses études) *Tears come from above*, court métrage récompensé au Nikon Film Festival à Paris, histoire d'un homosexuel déporté à Auschwitz et dont le matricule 13013 lui portera chance puisqu'il survivra. Manon a publié en 2021 *Les Etoiles bohèmes* qui parle d'une jeune femme que le coming out lesbien envoie dans la rue. «Je veux témoigner de la situation de ces femmes qui vivent au-dehors et subissent des violences sexuelles à répétition», dit-elle. Et elle tournera cet été avec Margaux Fazio un nouveau court métrage inspiré du roman de Robin Corminboeuf *Un été à M.* Décor: un champ de tabac de la campagne suisse, les ouvriers saisonniers et ce fils de paysan qui sur internet se lie en secret à un garçon.

Manon nous reparle de son père, de ce périple jusqu'à Marseille et Barcelone deux mois après l'enterrement. Dans un hôtel de la cité phocéenne, il est venu à elle pendant son sommeil, comme une apparition biblique dans la lumière. Il lui a juste dit que tout allait bien, qu'elle ne devait pas s'inquiéter. Elle se réveille, les joues trempées par les larmes. Elle dit qu'elle écrit aujourd'hui pour figer noir sur blanc des bribes qui la rendent fière d'avoir été sa fille, qui la font voyager dans son enfance, «dans la meilleure partie de ma vie». ▬

Un jour, une idée

Entre James Bond et cuisine française



(DR)

FRANCESCA SERRA

Les tapisseries aux motifs luxuriants recouvrent les chaises, le comptoir fait belle figure avec sa surface en écailles et les murs verts s'habillent de cadres montrant des scènes tirées de la saga James Bond. A Genève, pour décorer sa brasserie Monsieur Ador, Gustave Jourdan a utilisé des images en série limitée qu'il avait commencé à collectionner aux enchères. Référence amusante au fait qu'il dirige depuis 2001 une agence de sécurité, mais surtout de prétexte aux clients pour échanger. «J'ai réussi à dénicher des répliques d'objets qui figurent dans ces films, précise Gustave Jourdan. Un faux pistolet en or ou un œuf de Fabergé, ces pièces de collection exposées permettent d'ouvrir la discussion.»

Pendant les travaux qui ont précédé l'ouverture en novembre 2023, Gustave Jourdan a soigné chaque détail, jusqu'aux toilettes cachées derrière une porte coulissante recouverte d'un miroir. Les miroirs abondent dans l'espace pour offrir aux convives, peu importe leur position, la vue sur un bout du lac.

En cuisine, on retrouve le chef d'origine française Wilfried Maubert, qui a fait ses armes dans de nombreux établissements prestigieux parisiens. Après avoir travaillé sous Jean-François Piège et été touché par sa liberté créatrice, il participe à l'ouverture de La Réserve Paris, établissement raflant deux étoiles Michelin à sa première année et ayant récemment conquis la troisième. Pendant quatre ans, sous la houlette du chef d'origine bretonne Jérôme Banctel, il passe de demi-chef de partie à sous-chef de cuisine junior et s'imprègne de cette cuisine française de haute voltige qui englobe des inspirations japonaises et qui fait la part belle aux produits de la mer.

On en retrouve un écho flagrant à la carte de Monsieur Ador dans le maigre à la planche laqué cacahuète, avec quinoa, tomate ancienne et émulsion de miso. Le chef chérit aussi la cuisine végétale et s'adonne régulièrement à la cueillette. Il élabore des suggestions de midi, avec un plat à 25 francs. Cette semaine y figure une recette de sa grand-mère, une lotte cuite dans une sauce safranée mais aussi une cuisse de volaille «comme une César» avec laitue braisée, parmesan, croûtons et jus de volaille. ▬

Restaurant Monsieur Ador, quai Gustave-Ador 1, Genève. Tél. 022 700 10 07. www.monsieurador.ch